

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

7 novembre 2022

**NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (\*)**

**Économie**

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

7 november 2022

**ALGEMENE BELEIDSNOTA (\*)**

**Economie**

---

Voir:

Doc 55 **2934/ (2022/2023)**:  
001: Liste des notes de politique générale.  
002 à 022: Notes de politique générale.

(\*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

---

Zie:

Doc 55 **2934/ (2022/2023)**:  
001: Lijst van Beleidsnota's.  
002 tot 022: Beleidsnota's.

(\*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

08091

<b>N-VA</b>	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<b>Ecolo-Groen</b>	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
<b>PS</b>	: <i>Parti Socialiste</i>
<b>VB</b>	: <i>Vlaams Belang</i>
<b>MR</b>	: <i>Mouvement Réformateur</i>
<b>cd&amp;v</b>	: <i>Christen-Démocratique en Vlaams</i>
<b>PVDA-PTB</b>	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
<b>Open Vld</b>	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
<b>Vooruit</b>	: <i>Vooruit</i>
<b>Les Engagés</b>	: <i>Les Engagés</i>
<b>DéFI</b>	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
<b>INDEP-ONAFH</b>	: <i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
<b>DOC 55 0000/000</b>	<i>Document de la 55<sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>	<b>DOC 55 0000/000</b>	<i>Parlementair document van de 55<sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<b>QRVA</b>	<i>Questions et Réponses écrites</i>	<b>QRVA</b>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<b>CRIV</b>	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>	<b>CRIV</b>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
<b>CRABV</b>	<i>Compte Rendu Analytique</i>	<b>CRABV</b>	<i>Beknopt Verslag</i>
<b>CRIV</b>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>	<b>CRIV</b>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
<b>PLEN</b>	<i>Séance plénière</i>	<b>PLEN</b>	<i>Plenum</i>
<b>COM</b>	<i>Réunion de commission</i>	<b>COM</b>	<i>Commissievergadering</i>
<b>MOT</b>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	<b>MOT</b>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beige kleurig papier)</i>

## INTRODUCTION

L'année 2022 promettait d'être une année de reprise, après la crise de la COVID-19. La croissance économique avait repris en 2021 (+6,1 % après -5,4 % en 2020), et les prévisions pour 2022 étaient également très favorables, en particulier concernant le niveau d'emploi. L'emploi atteint ainsi son plus haut niveau jamais enregistré (71,4 % des 20-64 ans sont au travail au T2.2022).

Dans le contexte de la crise de la COVID-19, un Plan national pour la relance et de résilience a donc été élaboré, avec le soutien de l'Europe, pour aider notre pays à opérer la transition vers une croissance plus durable, résiliente et inclusive. Ce plan présente de nombreux défis, notamment en matière de durabilité et de numérisation, deux fers de lance du SPF Économie. En complément, le gouvernement a décidé de déployer un Plan de redémarrage et de transition avec des projets d'investissement supplémentaires. Par exemple, un plan d'action pour l'économie circulaire a été élaboré, et des efforts sont déployés pour, notamment, sensibiliser les entreprises à la cybersécurité, à l'inclusion numérique. Autant de mesures nécessaires pour une économie résiliente.

En mars 2022 cependant, l'économie mondiale était confrontée à une nouvelle crise, qui n'est malheureusement pas encore arrivée à son terme. La guerre entre l'Ukraine et la Russie a eu un impact sur les chaînes de valeur mondiales. Certaines matières premières se sont raréfiées, notamment dans les secteurs agricole et alimentaire. Le SPF Économie a donc mis en place une Task Force agroalimentaire et suit quotidiennement les prix et la situation dans les secteurs concernés.

Ces crises se reflètent également dans les chiffres de l'inflation. La fin des mesures de confinement liées à la crise de la COVID-19 a d'abord fait pression sur les prix de l'énergie en stimulant la demande. Ensuite, la crise ukrainienne a mis en évidence la dépendance de l'Europe vis-à-vis du gaz russe, et qui s'est répercute sur les prix de l'énergie.

Les prix ont donc fortement augmenté au cours des derniers mois. Malheureusement, les consommateurs le ressentent aussi dans leurs portefeuilles: en septembre 2022, les prix de l'énergie étaient plus que 60 % plus élevés qu'en 2021, et les prix des denrées alimentaires plus que 10 % plus élevés. De plus, selon l'étude sur l'impact de la persistance de prix élevés sur les marchés de gros du gaz et de l'électricité de la CREG, les prix d'électricité ne reviendront pas au niveau avant la crise COVID avant 2027. Tout cela a de lourdes répercussions sur l'économie belge. Le choc inflationniste constitue un

## INTRODUCTIE

2022 beloofde, na de COVID-crisis, een jaar te worden van herstel. De economische groei had zich hersteld in 2021 (+6,1 % na -5,4 % in 2020), en ook de voorspellingen voor 2022 waren zeer gunstig, in het bijzonder voor het werkgelegenheidsniveau. De werkgelegenheid bereikt zo zijn hoogste niveau ooit (71,4 % van de 20-64-jarigen is aan het werk in Q2.2022).

In het kader van de COVID-crisis werd dan ook, met Europese steun, een Nationaal Plan voor Herstel en Veerkracht opgesteld dat ons land om de overgang naar een duurzaamere, veerkrachtigere en inclusievere groei te bevorderen. Dat plan biedt heel wat uitdagingen met name inzake duurzaamheid en digitalisering, 2 speerpunten van de FOD Economie. De regering besliste om daar bovenop ook een Herstart en Transitieplan uit te rollen, met bijkomende investeringsprojecten. Zo werd een actieplan circulaire economie opgesteld, wordt er met name ingezet op sensibilisering van ondernemingen inzake cybersecurity, digitale inclusie. Noodzakelijke stappen naar een veerkrachtige economie.

In maart 2022 stond de wereldconomie echter voor een nieuwe crisis, die helaas zijn einde nog niet bereikt heeft. De oorlog tussen Oekraïne en Rusland heeft zijn impact op de mondiale waardenketens. Bepaalde grondstoffen werden schaarser, onder meer in de landbouw- en voedingssector. De FOD Economie richtte daarom een Taskforce Agrovoeding op en houdt een dagelijkse monitoring van de prijzen en de situatie in de betrokken sectoren.

Deze crisissen laten zich ook afspiegelen in de inflatiecijfers. Eerst zorgde het einde van de beperkingsmaatregelen naar aanleiding van de COVID-crisis reeds voor een druk op de energieprijzen, doordat de vraag opnieuw aanwakkerde. Daarna maakte de Oekraïnecrisis de Europese afhankelijkheid van Russisch gas bijzonder duidelijk, wat zich ook liet voelen in de prijzen.

De prijzen stegen de afgelopen maanden sterk. De consument voelt dit helaas ook in zijn portemonnee: de energieprijzen lagen in september 2022 meer dan 60 % hoger dan in 2021, voor voeding is dat meer dan 10 %. Bovendien, zullen, volgens de Studie over de gevolgen van de aanhoudende hoge groothandelsmarktprijzen voor gas en elektriciteit van de CREG, de elektriciteitsprijzen niet naar het niveau van voor de COVID-crisis terugkeren voor 2027. Dit alles heeft ook zijn weerslag op de Belgische economie. De inflatieschok is een rem op het herstel van de economie in 2022. De groeivoorzichten

frein à la reprise de l'économie en 2022. Les perspectives de croissance ont été revues et une croissance du PIB de 2,6 % est attendue pour 2022 (chiffres de l'ICN du 8 septembre 2022).

La confiance des consommateurs a également fortement chuté en 2022 et la confiance des entreprises a également été ébranlée. Il est donc de ma responsabilité, avec le SPF Économie, plus que jamais, de protéger les consommateurs et de soutenir les entreprises et leurs travailleurs en ces temps difficiles.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, la Belgique assurera pour 6 mois la Présidence du Conseil de l'Union européenne. Il s'agit d'une opportunité unique de contribuer activement au pilotage de la politique européenne. Durant cette année charnière pour les institutions européennes (élections pour le Parlement européen et mise en place d'une nouvelle Commission), la Belgique contribuera à la finalisation des grands projets européens et aura l'occasion de proposer une vision d'avenir de la construction européenne et des pistes d'actions qui pourront être reprises dans le programme de travail de la prochaine Commission européenne. Le contexte économique et diplomatique actuel met indubitablement les compétences du SPF au cœur des discussions européennes. Le SPF Économie poursuivra activement la préparation de cet événement important.

### Gestion de crise

Ces cinq dernières années, la Belgique aura donc connu de nombreuses crises mettant à rude épreuve notre économie, les entreprises, les travailleurs, les consommateurs et l'ensemble de nos citoyens (crise sanitaire, inondations, tensions internationales sur les marchés, sur l'alimentation, sur l'approvisionnement énergétique suite à la guerre en Ukraine).

Plus que jamais, il s'avère crucial de pouvoir anticiper, planifier mais également de pouvoir réagir au mieux afin de limiter les conséquences néfastes pour les entreprises comme pour l'ensemble de la population. À cet égard, le SPF Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie a été fortement sollicité dans le cadre de ses compétences économiques et énergétiques.

### Durabilité

Les crises aujourd'hui s'enchaînent mais ne se ressemblent pas. Ainsi, le dérèglement climatique ajoute son lot de défis et nécessite d'entreprendre des actions pour l'atténuer et s'y adapter. Les inondations qui ont frappé le sud de notre pays au cours de l'été 2021 et la sécheresse inédite que nous avons connu ces mois de

werden herzien en voor 2022 verwacht men een bbpgroei van 2,6 % (cijfers INR van 8 september 2022).

Ook het consumentenvertrouwen daalde sterk in 2022 en ook het ondernemersvertrouwen kreeg een deuk. Het is dan ook meer dan ooit mijn verantwoordelijkheid met de FOD Economie om de consumenten te beschermen en de ondernemingen en hun werknemers in deze moeilijke tijden te ondersteunen.

Vanaf 1 januari 2024 zal België gedurende zes maanden het voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie bekleden. Dit is een unieke kans om actief bij te dragen tot de sturing van het Europese beleid. In dit scharnierjaar voor de Europese instellingen (verkiezingen voor het Europees Parlement en installatie van een nieuwe Commissie) zal België bijdragen tot de afronding van de grote Europese projecten en zal het de gelegenheid hebben om een visie op de toekomst van de Europese samenwerking voor te stellen, alsook actiepunten voor het werkprogramma van de volgende Europese Commissie. De huidige economische en diplomatische context plaatst de bevoegdheden van de FOD ongetwijfeld in het middelpunt van de Europese besprekingen. De FOD Economie zal dit belangrijke evenement actief blijven voorbereiden.

### Crisisbeheer

De voorbije vijf jaar heeft België talrijke crisissen gekend die onze economie, de ondernemingen, de werknemers, de consumenten en al onze burgers op de proef hebben gesteld (gezondheidscrisis, overstromingen, internationale spanningen op de markten, op het vlak van voeding, op het vlak van energiebevoorrading na de oorlog in Oekraïne).

Meer dan ooit is het van cruciaal belang te kunnen anticiperen, plannen maar ook om zo goed mogelijk te kunnen reageren om de schadelijke gevolgen voor zowel het bedrijfsleven als de gehele bevolking te beperken. Er werd dan ook heel vaak beroep gedaan op de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie werd in het kader van zijn bevoegdheden inzake economie en energie.

### Duurzaamheid

De crisissen van vandaag volgen elkaar op, maar verschillen dikwijls van vorm. De klimaatverandering, bijvoorbeeld, brengt een eigen reeks uitdagingen met zich mee en vereist dat wij acties ondernemen om een slechte uitkomst te verzachten en zich hieraan aan te passen. De overstromingen die het zuiden van ons land

printemps et d'été 2022 montrent que le changement climatique devient un problème de plus en plus prégnant aussi en Belgique. Le rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) du 13 septembre dernier est sans équivoque. Les phénomènes météorologiques extrêmes seront à l'origine de plus en plus de problèmes sociaux et auront un impact majeur sur l'économie. Nous devons donc l'aborder sous l'angle vertueux de l'économie durable et circulaire. À cette fin, nous nous sommes engagés à atteindre les objectifs mondiaux de développement durable (SDG) dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

### **Objectifs mondiaux de développement durable (SDG)**

Une transition vers une économie durable et résiliente est aujourd'hui plus importante que jamais. Pour cela, il faut tenir compte du développement durable et faire le lien avec l'Agenda 2030 et les Objectifs mondiaux de développement durable (ODD) que la Belgique s'est engagée à atteindre d'ici 2030.

C'est pourquoi le Plan fédéral pour le développement durable fait l'objet d'une grande attention.

La deuxième analyse GAP (analyse de l'écart entre la situation actuelle et les objectifs pour 2030) et le rapport du Bureau fédéral du Plan du 15 juillet 2022 montrent que le chemin à parcourir pour atteindre les ODD d'ici 2030 est encore long. Je suis de près avec mon administration la réalisation des différents ODD et tentons de combler les lacunes qui subsistent dans leur réalisation. À cette fin, mon administration a organisé une consultation des parties prenantes sur les sujets de durabilité relevant de mes attributions.

Je suis responsable de la mise en œuvre d'une partie importante du plan fédéral d'économie circulaire. La consultation des parties prenantes montre que la transformation de l'économie de manière circulaire est également une très grande priorité pour elles.

Cette démarche est conforme à l'ODD 12.5 qui vise à réduire considérablement la production de déchets d'ici 2030 grâce à la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation, et à dissocier la croissance économique et la création d'emplois de la dégradation de l'environnement, conformément aux objectifs SDG 8.4. Ces deux objectifs devaient également être développés davantage selon la deuxième analyse GAP.

in de zomer van 2021 hebben getroffen en de ongekende droogte die we in het voorjaar en de zomer van 2022 hebben gekend, tonen aan dat de klimaatverandering, ook in België, een steeds groter probleem aan het worden is. Het verslag van de Wereld Meteorologische Organisatie (WMO) van 13 september jl. is ondubbelzinnig. Extreme weersomstandigheden zullen steeds meer sociale problemen veroorzaken en grote gevolgen hebben voor de economie. De economie dient zich dus aan te passen op een duurzame en circulaire manier. Daartoe zetten wij ons in voor de verwezenlijking van de wereldwijde Sustainable Development Goals (SDG's) als onderdeel van de VN Agenda 2030.

### **Wereldwijde duurzame-ontwikkelingsdoelstellingen (SDG's)**

Het belang van een overgang naar een duurzame en veerkrachtige economie is nu meer dan ooit van belang. Hierdoor moet voldoende rekening gehouden worden met duurzame ontwikkeling, en dient de link gelegd te worden met de Agenda 2030 en de wereldwijde Sustainable Development Goals (SDG), waarvoor België zich geëngageerd heeft om deze tegen 2030 te behalen.

Daarom wordt veel aandacht besteed aan het Federaal Plan voor Duurzame Ontwikkeling.

De tweede GAP-analyse (analyse van de kloof tussen de huidige situatie en de doelstellingen voor 2030) en het rapport van het Federaal Planbureau van 15 juli 2022 tonen aan dat er nog een lange weg te gaan is voor het behalen van de SDG-doelstellingen tegen 2030. Ik en mijn administratie volgen de verwezenlijking van de verschillende SDG-targets op de voet en trachten de hiaten die nog bestaan bij het behalen van de verscheidene van de SDG's in te vullen. Hierdoor organiseerde mijn administratie een raadpleging bij de stakeholders over duurzaamheidsthema's die tot mijn bevoegdheid behoren.

Ik ben verantwoordelijk voor de uitvoering van een aanzienlijk deel van het federaal plan voor circulaire economie. Uit de stakeholderraadpleging blijkt dat ook bij hen het transformeren van de economie op een circulaire manier een heel grote prioriteit is.

Die aanpak is in overeenstemming met SDG 12.5, die tot doel heeft de productie van afval tegen 2030 aanzienlijk te verminderen door preventie, vermindering, recyclage en hergebruik, en economische groei en het scheppen van banen los te koppelen van milieuvervuiling, conform SDG 8.4. Beide van deze twee objectieven dienden volgens de tweede GAP-analyse ook verder uitgewerkt te worden.

Toujours dans le cadre des objectifs ODD12, un projet d'élimination des substances préoccupantes a également été lancé, qui s'inscrit dans la prolongation des ODD 12.4, à savoir l'instauration d'une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques. D'après la consultation, il est clair que cette question est prioritaire pour mes partenaires et pour moi-même.

Je souhaite également m'engager fermement en faveur du devoir de vigilance (due diligence), conformément aux ODD 12.6 et 12.8, concernant l'information des consommateurs sur les pratiques durables ou les éventuelles pratiques abusives d'entreprises et la responsabilité de ces dernières. Le renforcement du devoir de vigilance des entreprises décrit dans les principes directeurs de l'OCDE pour la responsabilité sociétale de l'entreprise sera au cœur de mon engagement au niveau national et européen. En outre, cette mesure donne également corps à la cible 12.8 des ODD qui, selon la deuxième analyse GAP, devrait être élaborée en termes plus SMART.

Les informations utiles aux entreprises sont publiées depuis peu sur le site web du SPF Économie. Les entreprises peuvent s'en servir pour détecter et répondre aux problèmes de droits de l'homme dans leur chaîne d'approvisionnement, tant au niveau sectoriel qu'horizontal. Un lien sera fait avec le point focal belge de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale. Dans cette optique, j'ai demandé au SPF Économie de suivre les développements de la législation européenne et belge qui vise à améliorer la transparence et la responsabilité des entreprises vis-à-vis de leur fonctionnement et de leurs chaînes d'approvisionnement. Un cadre national de soutien visant une plus grande appropriation par les entreprises belges des concepts du devoir de vigilance sera développé. Il s'agit de préparer au mieux les entreprises belges au cadre européen à venir. Ce dernier étant en discussion au niveau européen, je suis activement, avec mon administration, l'évolution des échanges au sein du Conseil européen. Il est essentiel que la Belgique puisse jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un cadre législatif européen sur le devoir de diligence.

Je suis, avec mon administration, concrètement impliqué dans les négociations sur la proposition de directive sur les rapports de durabilité des entreprises (CSRD). Un accord a été trouvé entre le Conseil européen et le Parlement à la fin du mois de juin. Cette directive concernant la communication d'informations non financières sur le développement durable des entreprises remplacera la directive comptable déjà existante concernant la communication d'informations non financières sur le développement durable des entreprises (NFRD). Cela

Verder in ligne avec SDG 12 et le plan circulaire économe est également un projet lancé pour promouvoir la durabilité des substances chimiques. Volgend uit de raadpleging est clair que ce sujet est également prioritaire pour mes partenaires et pour moi-même.

Ik wens ook om sterk in te zetten op de zorgplicht in lijn met SDG 12.6 en 12.8 rond het informeren van de consument over duurzame praktijken of mogelijke wanpraktijken van bedrijven en hun verantwoordelijkheid hierbij. De versterking van de gepaste zorgvuldigheid (due diligence) van bedrijven beschreven in de OESO-richtlijnen voor het maatschappelijk ondernemen voor bedrijven zal centraal staan in mijn engagement op nationaal en Europees niveau. Verder geeft deze maatregel ook invulling aan SDG-target 12.8 dat volgens de tweede GAP-analyse meer SMART dient uitgewerkt te worden.

De informatie die nuttig is voor bedrijven werd onlangs op de website van de FOD Economie gepubliceerd. Bedrijven kunnen er gebruik van maken bij het opsporen en oplossen van problemen qua mensenrechten in hun toeleveringsketen, zowel op sectoraal als horizontaal niveau. Er zal een link worden gelegd met het Belgische knooppunt van de Tripartite Beginselverklaring inzake multinationale ondernemingen en sociaal beleid. In dit opzicht vroeg ik aan de FOD Economie om de ontwikkelingen te volgen van de Europese en Belgische wetgeving, die de transparantie en verantwoordingsplicht van ondernemingen wil verbeteren op vlak van hun werking en toeleveringsketens. Er zal een nationaal steunkader worden ontwikkeld om de concepten van de zorgplicht meer ingang te doen vinden bij de Belgische ondernemingen. Doel is de Belgische ondernemingen zo goed mogelijk voorbereiden op het komende Europese kader. Aangezien dit laatste momenteel op Europees niveau wordt besproken, volg ik, samen met mijn administratie, actief de ontwikkeling van de besprekingen binnen de Europese Raad. Het is essentieel dat België een zo leidende rol kan spelen in de ontwikkeling van een Europees wetgevingskader inzake zorgplicht.

Samen met mijn administratie ben ik concreet betrokken bij de onderhandelingen over het voorstel van richtlijn "Corporate Sustainability Reporting directive" (CSRD). Een akkoord werd eind juni tussen de Europese Raad en het Parlement gevonden. Deze Richtlijn rond het rapporteren van niet-financiële informatie betreffende de duurzaamheidsrapportage van ondernemingen zal de reeds bestaande boekhoudkundige Richtlijn rond de bekendmaking van niet-financiële informatie over duurzame ontwikkeling bij bedrijven (NFRD) vervangen.

donne également de la substance à la cible 12.8 des ODD. Ce faisant, la Commission européenne fournira aux États membres une norme européenne uniforme pour l'établissement de rapports sur le développement durable et exigera de toutes les grandes entreprises et de tous les groupes de taille moyenne qu'ils préparent et publient un rapport sur le développement durable, avec un cadre adapté pour les PME. Je suis de près l'évolution de cette proposition de directive.

J'ai demandé, en collaboration avec le ministre des Finances, au SPF Économie d'assurer le pilotage de la transposition de la directive Public Country-by-Country Reporting (pCBCR) modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la divulgation d'informations fiscales par certaines entreprises et succursales. Je souhaite transposer la directive, en suivant entre autres les recommandations de la Commission parlementaire "Panama Papers", en particulier la recommandation n°59. Cette dernière met en lumière l'importance à l'égard des grandes entreprises multinationales, d'établir chaque année un rapportage pays par pays (comprenant les chiffres d'affaires, les bénéfices, et les impôts payés, ventilés selon les pays dans lesquels l'entreprise est active). Elle souligne également l'importance pour notre pays de continuer à soutenir les initiatives européennes existantes en la matière, tout en prenant déjà aussi nous-mêmes des mesures en ce sens.

En outre, en ce qui concerne les ODD 12.6. et 12.8, je reste déterminé à lutter contre l'écoblanchiment et à vérifier que les entreprises n'utilisent pas d'allégations environnementales trompeuses. Il est important de poursuivre la lutte contre le greenwashing en interdisant absolument cette pratique. Je suis donc avec attention les travaux européens et mettrai tout en œuvre pour que ces nouvelles dispositions, une fois adoptées, soient transposées dans le Code de droit économique dans les meilleurs délais.

Je serai particulièrement attentif aux négociations à la proposition de la Commission européenne du 14 septembre dernier visant à interdire les produits issus du travail forcé sur le sol européen. Cette interdiction, qui concourt à l'ODD 8.7, couvrirait la fabrication, les importations et les exportations et serait basée notamment sur les informations de l'OIT. La mise en œuvre incombera aux États membres et laissera une place importante à la société civile. Je plaiderai au sein du Conseil européen pour que la proposition de règlement Ecodesign for Sustainable Product Regulation (ESPR) actuellement en discussion renforce sensiblement la circularité des produits mis sur le marché et protège nos consommateurs contre l'obsolescence programmée. Ce

Ook dit geeft invulling aan SDG-target 12.8. Hierbij zal de Europese Commissie de lidstaten van een uniforme Europese standaard voor duurzaamheidsrapportage voorzien en alle grote en middelgrote ondernemingen en groepen verplichten een duurzaamheidsrapportage op te stellen en openbaar te maken, met een aangepast kader voor kmo's. Ik volg de ontwikkelingen rond dit voorstel van Richtlijn van nabij op.

Ik vroeg de FOD Economie, in samenwerking met de minister van Financiën om de omzetting te sturen van de Richtlijn Public Country-by-Country Reporting (pCBCR) tot wijziging van Richtlijn 2013/34/EU wat betreft de openbaarmaking van fiscale informatie door bepaalde ondernemingen en bijkantoren. Ik wil de richtlijn omzetten door onder andere de aanbevelingen van de parlementaire Commissie "Panama Papers" te volgen, en meer bepaald aanbeveling nr. 59. Deze laatste benadrukt het belang van de verplichting voor grote multinationale ondernemingen om jaarlijks een "country-by-country reporting" op te stellen (met omzet, winst en betaalde belastingen uitgesplitst naar de landen waarin de onderneming actief is). Ook onderstreept ze het belang voor ons land om bestaande Europese initiatieven op dit gebied verder te steunen en zelf ook maatregelen in die richting te nemen.

Verder voor SDG 12.6. en 12.8, zet ik nog steeds in op het bestrijden van greenwashing en controleer ik of bedrijven geen misleidende milieuclaims hanteren. Het is belangrijk dat de strijd tegen greenwashing wordt voortgezet door deze praktijk absoluut te verbieden. Ik volg dan ook de Europese werkzaamheden aandachtig op en zal mijn uiterste best doen om ervoor te zorgen dat deze nieuwe bepalingen, zodra zij zijn aangenomen, zo spoedig mogelijk in het Wetboek van economisch recht worden omgezet.

Ik zal bijzondere aandacht schenken aan de onderhandelingen over het voorstel van de Europese Commissie van 14 september jl. om producten, die op Europees grondgebied met dwangarbeid worden vervaardigd, te verbieden. Dit verbod, dat bijdraagt tot SDG 8.7, zou de vervaardiging en de in- en uitvoer dekken en zou met name gebaseerd zijn op informatie van de IAO. De uitvoering zal onder de verantwoordelijkheid van de lidstaten vallen, met een belangrijke rol voor de civiele samenleving. Ik zal er in de Europese Raad voor pleiten dat het voorstel van verordening "Ecodesign for Sustainable Product Regulation (ESPR)", dat momenteel besproken wordt, de circulariteit van op de markt gebrachte producten aanzienlijk versterkt en

règlement permettra en outre d'avancer vers la mise en œuvre des ODD 12.2, 12.5 et 12.6.

Pour répondre à l'ODD 12.1, le SPF Économie vérifie l'application correcte des étiquettes énergétiques sur les appareils électroménagers.

Dans le cadre du Green Deal européen, la Commission européenne a publié, en mars 2022, une proposition de directive pour donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique. Cette proposition introduit de nouvelles règles pour lutter à la fois contre le greenwashing (SDG 12.8 pour que toutes les personnes aient les informations correctes et connaissances nécessaires au développement durable) et contre l'obsolescence prématuée des biens (SDG 12.5 pour réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation). D'une part, en introduisant des exigences d'information sur la durabilité des biens et d'autre part, en ajoutant des pratiques commerciales à la liste noire des pratiques commerciales déloyales (SDG 10.3 Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière).

La mise en place du tarif social télécom constitue l'un des leviers d'actions permettant aux consommateurs de faire face au choc énergétique qui touche la société, mais aussi de s'inscrire par la même occasion dans la politique de transition et d'inclusion numérique de notre pays. Ce projet est aussi à mettre en lien avec l'objectif n°1 (SDG 1.3 de mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous) mondial de développement durable qui est d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde. Ce tarif social a également été identifié comme une priorité majeure lors de la consultation menée par le SPF économie. Cela permettra d'améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs fragilisés et de favoriser leur inclusion numérique.

Concernant l'exploitation de nos ressources primaires, l'optimisation de l'extraction du sable d'un point de vue durable s'inscrit dans le cadre des objectifs mondiaux de développement durable suivants:

— ODD 8.4: S'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement;

— ODD 12.2: Parvenir à une gestion durable et une utilisation efficace des ressources naturelles;

onze consumenten beschermt tegen geplande veroudering. Deze verordening moet bovendien toelaten om vooruitgang te boeken bij de uitvoering van de SDG's 12.2, 12.5 en 12.6.

Om aan SDG 12.1 tegemoet te komen onderzoekt de FOD Economie de correcte toepassing van energie labels bij elektrische huishoudapparaten.

In het kader van de Europese Green Deal heeft de Europese Commissie in maart 2022 een voorstel van richtlijn gepubliceerd om consumenten in staat te stellen, te handelen ten gunste van de ecologische transitie. Met dit voorstel worden nieuwe regels ingevoerd om te strijden tegen zowel greenwashing (SDG 12.8 om ervoor te zorgen dat alle mensen over de juiste informatie over duurzame ontwikkeling beschikken) als vroegtijdige veroudering van producten (SDG 12.5 de productie van afval aanzienlijk te verminderen door preventie, vermindering, recycling en hergebruik), enerzijds door informatievereisten over de duurzaamheid van goederen in te voeren, en anderzijds door bedrijfspraktijken toe te voegen aan de zwarte lijst van oneerlijke bedrijfspraktijken (SDG 10.3 Gelijke kansen waarborgen en ongelijke behandeling in de praktijk verminderen, onder meer door discriminerende wetten, beleidsmaatregelen en praktijken uit te bannen en de aanneming van passende wetten, beleidsmaatregelen en maatregelen ter zake te bevorderen).

De invoering van het sociale telecommunicatietarief is een van de hefbomen die de consument in staat stellen het hoofd te bieden aan de energieschok die de samenleving treft, maar tegelijkertijd ook kadert in het digitale transitie- en inclusiebeleid van ons land. Dit project houdt eveneens verband met de wereldwijde duurzame ontwikkelingsdoelstelling nr. 1 (SDG 1.3: invoering van sociale beschermingsstelsels en -maatregelen voor iedereen), die erop gericht is armoede in al haar vormen en overal ter wereld uit te bannen. Dit sociale tarief werd ook als een grote prioriteit geduid tijdens een door de FOD Economie gevoerde raadpleging. Deze moet de koopkracht van kwetsbare consumenten verbeteren en hun digitale inclusie bevorderen.

Wat betreft de exploitatie van onze grondstoffen kadert de optimalisatie van de zandontginning vanuit een duurzaam oogpunt in volgende mondiale duurzame ontwikkelingsdoelstellingen:

— SDG 8.4 Het ontkoppelen van economische groei en klimaat achteruitgang;

— SDG 12.2 Het duurzaam beheer en het efficiënt gebruik van natuurlijke hulpbronnen realiseren;

— ODD 14: Parvenir à la conservation et l'utilisation durable des océans, des mers et des ressources marines.

### Lanceurs d'alertes

Enfin, comme point d'un ordre légèrement différent, mais s'inscrivant toujours dans le même contexte d'un monde plus durable et plus respectueux, je prévois de conclure la réalisation d'une législation visant à protéger les lanceurs d'alertes. Alors que le ministre de la Fonction publique s'occupe de la protection des lanceurs d'alertes dans le secteur public, j'ai déposé un projet de loi au Parlement pour protéger les lanceurs d'alertes dans le secteur privé. Ce projet transpose simultanément la directive (UE)2019/1937 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union. Les lanceurs d'alertes pourront bientôt compter sur une protection contre les représailles et pourront s'appuyer sur des mesures de soutien appropriées.

### Énergie

#### Tarif social pour l'électricité et/ou le gaz naturel et soutien aux entreprises et indépendants

Le tarif social pour les bénéficiaires de l'intervention majorée (statut BIM) a été prolongé jusqu'au 31 mars 2023 et les arrêtés d'exécution nécessaires ont été promulgués afin de prévoir un tarif social pour la fourniture d'électricité et de gaz aux clients résidentiels qui bénéficient d'une protection sociale.

Un système de prime pour les ayant-droits au tarif social gaz, qui se chauffent grâce à une chaudière collective sera élaboré; un système de primes basé sur la consommation réelle et automatique sera développé ensuite.

Afin de pouvoir introduire un tarif social pour la chaleur, une concertation a été organisée et a abouti à la modification de la loi sur le gaz et des arrêtés d'exécution relatifs à l'application automatique des tarifs sociaux. Les fournisseurs ont été informés (sessions d'information et site internet du SPF Économie) afin qu'une application soit possible à partir d'octobre 2022.

Par ailleurs, à côté des mesures importantes pour soutenir les ménages face à leur facture d'énergie, il est important de souligner que les entreprises et indépendants seront également soutenus à travers le chômage économique temporaire, le droit passerelle ou encore l'exonération temporaire et partielle des cotisations sociales.

— SDG 14 Het behoud en het duurzaam gebruik maken van oceanen, zeeën en mariene hulpbronnen realiseren.

### Klokkenluiders

Tenslotte, als punt van een enigszins andere orde, maar toch deelachtig aan dezelfde context van een wereld met meer duurzaamheid en respect, plan ik het sluitstuk te maken in de realisatie van een wetgeving ter bescherming van klokkenluiders. Waar de minister van Ambtenarenzaken zorg voor de bescherming van klokkenluiders in de publieke sector, heb ik een wetsvoorstel ingediend in het Parlement ter bescherming van klokkenluiders in de private sector. Dit ontwerp zet tegelijk de Richtlijn (EU)2019/1937 om van het Europees Parlement en de Raad inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden. Klokkenluiders zullen binnenkort kunnen rekening op bescherming tegen represailles en zullen een beroep kunnen doen op passende ondersteuningsmaatregelen.

### Energie

#### Sociaal tarief voor elektriciteit en/of aardgas en steun voor bedrijven en zelfstandigen

Het sociale tarief voor begunstigden van de verhoogde tegemoetkoming (BIM-status) is verlengd tot 31 maart 2023 en de nodige uitvoeringsbesluiten zijn uitgevaardigd om te voorzien in een sociaal tarief voor de levering van elektriciteit en aardgas aan residentiële klanten die sociaal beschermd zijn.

Voor de rechthebbenden op het sociale gastarief, die zich met een collectieve installatie verwarmen, wordt een premiesysteem ontwikkeld; een premiesysteem gebaseerd op het effectieve en automatische verbruik zal vervolgens worden ontwikkeld.

Om een sociaal tarief voor warmte te kunnen invoeren, is overleg gepleegd dat heeft geleid tot de aanpassing van de Gaswet en de uitvoeringsbesluiten inzake de automatische toepassing van sociale tarieven. De informatie werd aan de leveranciers meegedeeld (informatiesessies en website van de FOD Economie) zodat toepassing vanaf oktober 2022 mogelijk zou moeten zijn.

Naast de belangrijke maatregelen om huishoudens met hun energierekening te ondersteunen, is het belangrijk te onderstrepen dat bedrijven en zelfstandigen ook zullen worden ondersteund via tijdelijke economische werkloosheid, overbruggingsrecht of tijdelijke en gedeeltelijke vrijstelling van sociale bijdragen

## Règlementation économique

En ces temps difficiles économiquement instables, il est essentiel d'assurer une relance économique durable. Ceci doit notamment passer par un niveau de confiance élevé des consommateurs dans les différents produits et services qu'ils acquièrent.

Dans le cadre des obligations européennes qui incombent à la Belgique, la loi du 8 mai 2022 modifiant les livres I<sup>er</sup>, VI et XV du Code de Droit économique a transposé la directive 2019/2161 visant à une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs.

### **Secteur de la Construction**

Dans le cadre de la réalisation de travaux importants sur des immeubles anciens, le consommateur est souvent confronté à des difficultés liées à certains entrepreneurs peu scrupuleux, alors que les enjeux financiers sont particulièrement importants. L'administration a exécuté une analyse. En fonction des avis du Conseil Central de l'Économie et du Conseil supérieur des indépendants et des PME, des propositions concrètes seront élaborées afin d'améliorer le fonctionnement du marché pour les consommateurs et pour les entreprises et leurs travailleurs.

### **Optimiser les services numériques fournis aux consommateurs: création d'un guichet numérique unique pour les consommateurs**

Aujourd'hui, les consommateurs qui ont des questions, des signalements ou des plaintes concernant des produits et des services ne disposent pas d'un point de contact unique, et les informations pertinentes ne leur sont pas fournies de manière adéquate et uniforme. Ce manque de clarté est source d'incertitude et sape la confiance des consommateurs.

Après l'exécution d'une étude de faisabilité, l'administration, en collaboration avec l'Agence pour la simplification administrative (ASA) et les entités qualifiées pour le règlement extrajudiciaire des litiges de consommation, s'occupe, à ma demande et celle de la secrétaire d'État à la protection des consommateurs, du développement et de la mise en place d'une plate-forme numérique centrale qui fonctionnera comme une "passerelle" vers les informations et les services relatifs à la protection des consommateurs. Le consommateur pourra y consulter les informations pertinentes et, le cas échéant, soumettre sa question, son signalement ou sa plainte. D'ici la fin de l'année 2023 cette plateforme devrait devenir opérationnelle.

## Economische reglementering

In deze moeilijke en economisch onstabiele tijden is het van essentieel belang te zorgen voor een duurzaam economisch herstel. Dit houdt in dat de consument een groot vertrouwen moet hebben in de verschillende producten en diensten die hij koopt.

In het kader van de Europese verplichtingen van België heeft de wet van 8 mei 2022 tot wijziging van de boeken I, VI en XV van het Wetboek van economisch recht de Richtlijn 2019/2161 wat betreft betere handhaving en modernisering van de regels voor consumentenbescherming in de Unie omgezet.

### **Bouwsector**

Bij grote renovaties van oude gebouwen ondervindt de consument vaak problemen met sommige gewetenloze aannemers, terwijl de financiële belangen bijzonder groot zijn. De administratie heeft een analyse uitgevoerd. In functie van de adviezen van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de kmo, zullen concrete voorstellen worden uitgewerkt om de marktwerking voor consumenten en voor bedrijven en hun werknemers te verbeteren.

### **Optimaliseren van de digitale diensten voor consumenten: oprichting van één digitaal loket voor consumenten**

Consumenten met vragen, meldingen of klachten over producten en diensten kunnen niet terecht bij één contactpunt. De relevante informatie wordt hen niet verstrekt op een geschikte en uniforme manier. Dat gebrek aan duidelijkheid is een bron van onzekerheid en ondermijnt het consumentenvertrouwen.

Na de uitvoering van een haalbaarheidsstudie, is de administratie, in samenwerking met de Dienst Administratieve Vereenvoudiging (DAV) en de gekwalificeerde entiteiten voor de buitengerechtelijke regeling van consumentengeschillen, bezig, op mijn verzoek en dat van de staatssecretaris voor Consumentenbescherming, met de ontwikkeling en implementatie van een centraal digitaal platform dat een brug zal slaan tussen de informatie en de diensten voor consumentenbescherming. De consument zal er relevante informatie kunnen raadplegen en, in voorkomend geval, zijn vraag, melding of klacht kunnen indienen. Tegen eind 2023 zou dit platform operationeel moeten zijn.

## **Diamant**

Plusieurs dénominations sont utilisées pour masquer la différence entre un diamant naturel et un diamant synthétique. Cette situation peut conduire à une escroquerie à l'encontre du consommateur. Il existe déjà une distinction terminologique claire entre les diamants synthétiques et naturels dans le secteur B2B. Sur la base de cette constatation et de la volonté d'empêcher la fraude à la consommation, le CDE a été modifié. L'adaptation permet de prévoir une obligation d'information spécifique pour certains produits, ainsi que d'imposer un document d'information standard. Cette mesure sera donc reprise dans un arrêté royal porté avec le ministre des PME et la secrétaire d'État à la protection des consommateurs afin de distinguer clairement un diamant naturel d'un diamant synthétique dans la relation B2C, de sorte que le consommateur soit informé de manière claire et transparente avant d'effectuer un achat.

## **Lutter contre le marketing intrusif**

La liste "Ne mappelez plus" ("Do Not Call Me") a pour objectif de permettre aux abonnés téléphoniques qui s'y sont inscrits de ne plus recevoir d'appels téléphoniques de marketing direct. Les entreprises qui souhaitent faire des appels téléphoniques de marketing direct sont tenues de consulter au préalable cette liste, afin de ne pas appeler les numéros qui s'y trouvent. Dans un souci d'efficacité, la gestion de la liste sera reprise par les opérateurs télécom dans le cadre de leur obligation de créer une banque de données centrale de numéros.

Une association distincte dans laquelle sont regroupées les organisations professionnelles qui s'occupent de marketing direct mettra la liste, établie par les opérateurs de télécommunications, à la disposition des personnes souhaitant pratiquer le marketing direct par téléphone.

Le projet de texte modifiant le livre VI du Code de droit économique et un projet d'arrêté royal fixant les critères d'agrément auxquels doivent répondre les associations concernées seront finalisés après que l'Autorité de protection des données aura rendu son avis.

## **Services financiers**

J'évaluerai, avec mes collègues des Finances et la secrétaire d'État à la Protection des consommateurs, et en concertation avec le secteur financier, les initiatives en cours dans le secteur financier pour mieux protéger les consommateurs. Nous soumettrons, le cas échéant, un projet de loi visant à améliorer l'accès des citoyens aux services financiers, en accordant une attention

## **Diamant**

Er worden diverse benamingen gebruikt om het verschil te verdoezelen tussen een natuurlijke diamant en een synthetische. Deze situatie kan leiden tot consumentenbedrog. Er wordt reeds een duidelijk terminologisch onderscheid gemaakt tussen synthetische en natuurlijke diamant in de B2B sector. Vanuit deze vaststelling en vanuit de wens om consumentenbedrog te voorkomen, werd het WER aangepast. De aanpassing laat toe om te voorzien in een specifieke informatieverplichting in bepaalde producten, alsook het opleggen van een standaardinformatiedocument. Deze maatregel zal bijgevolg effectief worden opgenomen in een koninklijk besluit opgesteld door de minister van Kmo's en de staatssecretaris voor consumentenbescherming teneinde ook in de B2C relatie duidelijk het onderscheid te maken tussen een natuurlijke diamant en een synthetische zodanig dat de consument op een heldere en transparante manier wordt geïnformeerd alvorens over te gaan tot een aankoop.

## **Strijd tegen opdringerige marketing**

De Do Not Call Me-lijst geeft telefonie-abonnees de mogelijkheid zich in te schrijven en zo geen telefonische direct marketing-oproepen meer te krijgen. Bedrijven die direct marketing-oproepen willen doen, zijn verplicht om op voorhand die lijst te raadplegen zodat ze de telefoonnummers op de lijst niet opbellen. Omwille van de doeltreffendheid zal het beheer van de lijst worden overgenomen door de telecomoperators in het kader van hun verplichting om een centrale nummerbank van telefoonnummers te creëren.

Een aparte vereniging waarin de professionele organisaties die zich bezighouden met direct marketing gegroepeerd zitten, zal de lijst, aangelegd door de telecomoperators, ter beschikking stellen van de personen die aan telefonische direct marketing wensen te doen.

De ontwerptekst tot wijziging van het boek VI van het Wetboek van economisch recht alsook een ontwerp van koninklijk besluit houdende de erkenningscriteria waaraan de betrokken verenigingen dienen te voldoen, zullen na het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit worden gefinaliseerd.

## **Financiële diensten**

Samen met mijn collega's van Financiën en de staatssecretaris voor consumentenbescherming, en in overleg met de financiële sector, zal ik de lopende initiatieven in de financiële sector beoordelen om de consument beter te beschermen. Wij zullen zo nodig een wetsvoorstel indienen om de toegang van burgers tot financiële diensten te verbeteren, met bijzondere aandacht voor

particulière aux groupes les plus vulnérables. Il sera également veillé à ce que le service bancaire universel ne reste pas lettre morte, à ce que l'accessibilité de tous les citoyens à un réseau dense d'automates puisse être garantie et à ce que la culture numérique des groupes vulnérables puisse être renforcée.

Depuis quelques années, on constate en effet un phénomène de rationalisation du nombre de distributeurs sur notre territoire. Il est donc important d'assurer un accès aisément aux distributeurs de billets pour l'ensemble de nos citoyens. À cet effet j'étudie l'ensemble des options possibles pour mettre en place un ensemble de critères objectifs d'accessibilité aux distributeurs sur l'ensemble du territoire. J'ai donc demandé un avis à l'Autorité belge de la concurrence. En effet, la mise en œuvre de tels critères doit être conforme au droit de la concurrence. J'étudie actuellement le résultat de cet avis. J'ai également demandé au SPF Économie une analyse de droit comparé portant sur les initiatives européennes en matière d'accès aux distributeurs.

#### ***Garantie légale pour les animaux vivants***

La loi transposant la directive 2019/771 relative à certains aspects concernant les contrats de ventes de biens est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2022. Cette directive permet aux états membres de prévoir des règles adaptées aux animaux vivants. C'est ainsi que, en concertation avec mes collègues le ministre de la Justice et la secrétaire d'État à la protection des consommateurs, nous allons proposer un régime de garantie légale qui tienne compte des spécificités des animaux vivants et de la nécessité, dans certains cas, d'intervenir rapidement lorsqu'un problème de santé apparaît chez l'animal.

#### ***Uniformisation du délai de prescription des actions des voyageurs***

Le délai de prescription pour les actions en justice découlant des contrats de transport est actuellement fixé à un an. Par contre le délai de prescription pour les actions découlant d'un voyage à forfait est de 2 ans. Cela implique que le voyageur qui achète uniquement son billet de transport ne bénéficie pas du même délai pour agir que celui qui a acheté un voyage à forfait, qui inclut un billet de transport. En accord avec mes collègues en charge de la mobilité et de la protection des consommateurs, nous allons adapter le livre X du Code de Droit économique afin d'aligner ces délais de prescription et de prévoir un délai de 2 ans pour les contrats de transport.

de la plus vulnérable. Ook zal ervoor worden gezorgd dat de universele bankdienst geen dode letter blijft, dat de toegankelijkheid van een dicht netwerk van geldautomaten voor alle burgers kan worden gegarandeerd en dat de digitale geletterdheid van kwetsbare groepen kan worden versterkt.

De afgelopen jaren is het aantal geldautomaten op ons grondgebied immers gerationaliseerd. Daarom is het belangrijk dat al onze burgers gemakkelijk toegang hebben tot geldautomaten. In dit opzicht bestudeer ik alle mogelijke opties om een reeks objectieve criteria vast te stellen voor de toegang tot geldautomaten in het hele land. Ook heb ik derhalve de Belgische mededingingsautoriteit om advies gevraagd. De toepassing van dergelijke criteria moet immers in overeenstemming zijn met het mededingingsrecht. Ik bestudeer momenteel het resultaat van dit advies. Ik heb de FOD Economie ook gevraagd om een rechtsvergelijkende analyse uit te voeren over de Europese initiatieven inzake toegang tot geldautomaten.

#### ***Wettelijke garantie voor levende dieren***

De wet tot omzetting van Richtlijn 2019/771 betreffende bepaalde aspecten van overeenkomsten voor de verkoop van goederen is op 1 juni 2022 in werking getreden. Deze richtlijn laat de lidstaten toe aangepaste regels te bepalen voor levende dieren. Daarom zullen wij, in overleg met mijn collega's de minister van Justitie en de staatssecretaris voor Consumentenbescherming, een stelsel van wettelijke garantie voorstellen dat rekening houdt met de specifieke kenmerken van levende dieren en met de noodzaak om in bepaalde gevallen snel in te grijpen wanneer zich een gezondheidsprobleem bij het dier voordoet.

#### ***Uniformering van de verjaringstermijn van vorderingen van reizigers***

De verjaringstermijn voor rechtsvorderingen die voortvloeien uit vervoersovereenkomsten is momenteel één jaar. De verjaringstermijn voor vorderingen die voortvloeien uit een pakketreis is daarentegen 2 jaar. Dit betekent dat een reiziger die alleen zijn vervoerbewijs koopt, niet over dezelfde termijn beschikt om een vordering in te stellen als een reiziger die een pakketreis heeft gekocht, waarbij een vervoerbewijs is inbegrepen. In overleg met mijn collega's die bevoegd zijn voor mobiliteit Consumentenbescherming, zullen wij boek X van het Wetboek van economisch recht aanpassen ten einde deze verjaringstermijnen met elkaar in overeenstemming te brengen en een termijn van twee jaar in te voeren voor vervoersovereenkomsten.

## Règlementation commerciale

### Secteur du voyage

Dans la législation belge actuelle, les organisateurs et les détaillants de voyages à forfait sont tenus de s'assurer contre l'insolvabilité. Cette obligation d'assurance est un préalable pour leur permettre de vendre des voyages à forfait. Toutefois, le grand nombre d'annulations de voyages résultant de la crise du COVID a entraîné la faillite d'un nombre tellement important de prestataires de voyages à forfait que les indemnités à verser au titre de ces assurances insolvabilité ont également menacé de confronter les compagnies d'assurance concernées à des difficultés financières. Une réforme de la législation actuelle s'imposait afin d'éviter d'orienter ce marché particulier des assurances vers une situation monopolistique au détriment des prestataires de voyages et par voie de conséquence des consommateurs. En 2022, un avant-projet de loi a été élaboré. Il prévoit une combinaison de la technique d'assurance et d'un nouveau fonds d'insolvabilité à créer pour les voyages à forfait. Afin d'éviter que l'intervention du fonds ne soit considérée comme une aide d'État, la Commission européenne a été consultée. Dès que son avis sera connu, les adaptations nécessaires seront apportées afin que le mécanisme envisagé puisse entrer en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### Politique de différenciation

La politique de colonisation israélienne est fermement condamnée par l'Union européenne et ses États membres. Plusieurs instruments internationaux et européens ont donc été mis en place ces dernières années pour renforcer la politique de différenciation entre Israël et les colonies israéliennes. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a publié une base de données des entreprises commerciales (actuellement 112) impliquées dans des activités directement ou indirectement liées aux colonies israéliennes.

Il est important de sensibiliser les consommateurs et les distributeurs sur l'origine des produits en provenance des territoires occupés afin de les sensibiliser à leur responsabilité sociétale. Ceci, particulièrement dans le cadre des travaux européens en cours relatifs à la proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité.

À cet égard j'ai demandé une étude sur la possibilité pour la Belgique de sanctionner les entreprises belges qui ont des relations économiques et/ou commerciales et/ou financières avec les entreprises qui figurent sur la

## Handelsreglementering

### Reissector

In de actuele Belgische wetgeving zijn organisatoren en doorverkopers van pakketreizen verplicht zich te verzekeren tegen insolventie. Deze verzekерingspligt is een voorwaarde om pakketreizen te mogen verkopen. De grote hoeveelheid reisannuleringen ten gevolge van de COVID-19-crisis, deed echter zoveel aanbieders van pakketreizen failliet gaan dat de uit te keren vergoedingen op grond van deze insolventieverzekeringen ook de betrokken verzekeringsondernemingen met financiële moeilijkheden dreigden te confronteren. Een hervorming van de huidige wetgeving drong zich op om te voorkomen dat deze bijzondere verzekeringsmarkt een monopolistische situatie zou worden ten nadele van de reisaanbieders en bijgevolg van de consumenten. In 2022 werd een voorontwerp van wet opgemaakt waarin wordt voorzien in een combinatie van de verzekeringstechniek en een nieuw op te richten Insolventiefonds Pakketreizen. Om te vermijden dat de tussenkomst van het fonds zou worden beschouwd als staatssteun, werd de Europese Commissie geraadpleegd. Zodra dat advies bekend is, zullen de nodige aanpassingen worden aangebracht zodat het geplande mechanisme op 1 januari 2023 in werking kan treden.

### Differentiatiepolitiek

Het Israëlische nederzettingenbeleid wordt door de Europese Unie en de lidstaten scherp veroordeeld. De afgelopen jaren zijn dan ook verschillende internationale en Europese instrumenten in het leven geroepen om het differentiatiebeleid tussen Israël en de Israëlische nederzettingen kracht bij te zetten. De Hoge Commissaris voor de Mensenrechten van de Verenigde Naties publiceerde een databank van commerciële ondernemingen (op dit ogenblik 112), die betrokken zijn bij activiteiten die direct of indirect verband houden met de Israëlische nederzettingen.

Het is belangrijk consumenten en distributeurs bewust te maken van de herkomst van producten uit de bezette gebieden om hen zo te sensibiliseren voor hun maatschappelijke verantwoordelijkheid. Dit vooral in het kader van de lopende Europese werkzaamheden rond het voorstel voor een richtlijn inzake passende zorgvuldigheid in het bedrijfsleven op het gebied van duurzaamheid.

In dit verband heb ik gevraagd om een studie over de mogelijkheid voor België om sancties op te leggen aan Belgische bedrijven die economische en/of commerciële en/of financiële betrekkingen onderhouden met

liste des Nations unies ainsi que sur des propositions de mesures ciblées et proportionnées visant à dissuader les entreprises belges, de développer des activités de ce type qui contribuent ainsi à la politique de colonisation israélienne. Je souhaite ainsi pouvoir faire des propositions afin d'engager la responsabilité à la fois des entreprises et de leurs dirigeants, qui encouragent les violations du droit international.

Aussi, j'ai mandaté le SPF Économie afin que celui-ci collabore avec les services douaniers belges afin de renforcer le contrôle de l'étiquetage des produits importés depuis les territoires occupés par Israël.

#### **Contrats d'intermédiation des agents immobiliers**

L'arrêté royal du 12 janvier 2007 relatif à l'usage de certaines clauses dans les contrats d'intermédiaire d'agents immobiliers a permis de garantir une bonne information des consommateurs qui font appel à cette profession et de lutter contre certaines clauses abusives dans les contrats de médiation qu'ils concluent avec eux et en particulier dans les contrats de médiation de vente. Toutefois, le cadre juridique a évolué depuis son entrée en vigueur, en particulier en raison de dispositions européennes ainsi que de l'interdiction des pratiques trompeuses et agressives. Après concertation avec le secteur et en accord avec mes collègues du gouvernement compétents, cet arrêté royal sera actualisé.

#### **Une réglementation économique équilibrée**

##### **Transposition des directives européennes**

La directive 2020/1828 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs et abrogeant la directive 2009/22/CE doit être transposée en droit belge pour le 25 décembre 2022 et entrer en vigueur 6 mois plus tard.

La consultation du Conseil central de l'économie et du Conseil Supérieur des Indépendants et des PME est en cours. Lorsque ces avis auront été reçus, l'avant-projet de loi de transposition pourra être présenté en gouvernement et ensuite soumis à la Chambre des représentants pour pouvoir entrer en vigueur dans les délais imposés.

#### **Suivi des initiatives législatives européennes**

##### **Green deal**

Dans le cadre du Green Deal européen, la Commission européenne a publié en mars 2022 une proposition de

bedrijven die op de VN-lijst staan, alsook over voorstellen voor gerichte en evenredige maatregelen om Belgische bedrijven ervan te weerhouden dit soort activiteiten te ontplooien die bijdragen tot het Israëlische nederzettingenbeleid. Ik hoop voorstellen te kunnen doen om zowel de bedrijven als hun managers, die schendingen van het internationaal recht aanmoedigen, verantwoordelijk te kunnen stellen.

Ook heb ik de FOD Economie opgedragen samen te werken met de Belgische douanediensten om de controles te versterken op de etikettering van producten, die uit de door Israël bezette gebieden worden ingevoerd.

#### **Bemiddelingsovereenkomsten van vastgoedmakelaars**

Het koninklijk besluit van 12 januari 2007 betreffende het gebruik van bepaalde bedingen in de bemiddelingsovereenkomsten van vastgoedmakelaars zorgde ervoor dat consumenten die een beroep doen op deze makelaars degelijk worden ingelicht en dat het gebruik van bepaalde onrechtmatige bedingen in de bemiddelingsovereenkomsten die ze met hen sluiten en vooral in de overeenkomsten tot verkoopbemiddeling, werd verboden. Sindsdien is het wettelijk kader echter gewijzigd, met name als gevolg van Europese bepalingen en van het verbod op bedrieglijke en agressieve praktijken. Na overleg met de sector en in samenspraak met mijn bevoegde collega's van de regering, zal dit koninklijk besluit worden geactualiseerd.

#### **Een evenwichtige economische reglementering**

##### **Omvatting van de Europese richtlijnen**

Richtlijn 2020/1828 betreffende representatieve vorderingen ter bescherming van de collectieve belangen van consumenten en tot intrekking van Richtlijn 2009/22/EG moet worden omgezet in Belgisch recht tegen 25 december 2022 en moet 6 maanden later van kracht worden.

Het overleg met de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de kmo is gaande. Zodra deze adviezen zijn ontvangen, kan het voorontwerp van omzettingswet aan de regering worden voorgelegd en vervolgens bij de Kamer van volksvertegenwoordigers worden ingediend, zodat het binnen de vereiste termijn in werking kan treden.

#### **Opvolging van Europese wetgevende initiatieven**

##### **Green deal**

In het kader van de Europese Green Deal heeft de Europese Commissie in maart 2022 een voorstel van

directive pour donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique. Cette proposition introduit de nouvelles règles pour lutter à la fois contre le greenwashing et l'obsolescence prématûrée des biens, d'une part, en introduisant des exigences d'information sur la durabilité des biens et d'autre part, en ajoutant des pratiques commerciales à la liste noire des pratiques commerciales déloyales.

La durabilité est importante pour de nombreux consommateurs et joue un rôle de plus en plus important dans leurs choix. Par ailleurs, il est également important de poursuivre la lutte contre le greenwashing en déclarant cette pratique comme absolument interdite. Je suis dès lors de près ces travaux européens et mettrai tout en œuvre pour que ces nouvelles dispositions, une fois adoptées, soient transposées dans les meilleurs délais dans le Code de droit économique.

#### ***Indication du prix sur les bornes de recharge pour véhicules électriques***

Dans le cadre des mesures communes de l'Union européenne sur le déploiement d'infrastructures pour les carburants alternatifs, il a été constaté qu'il existe encore des obstacles majeurs à la circulation des véhicules électriques dans l'UE. Par conséquent, la Commission européenne a publié une proposition de règlement sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs. Du point de vue des consommateurs, dans le cadre de la mise en œuvre concrète du présent règlement, il convient de prêter attention à l'indication du prix sur les bornes de recharge accessibles au public pour les véhicules électriques. Une information transparente sur le prix est nécessaire pour que le consommateur, avant de charger effectivement son véhicule électrique, sache quel sera le prix de revient de cette charge. Une fois ce règlement adopté, je veillerai à ce que les entreprises respectent cette obligation.

#### **Concurrence**

##### ***Mise en œuvre du droit de la concurrence***

En 2022, des actions importantes ont été menées pour renforcer l'Autorité belge de la concurrence qui est le garant d'une mise en œuvre effective des règles de concurrence, ce qui permet de limiter le pouvoir de marché des entreprises et donc les prix. C'est particulièrement important en cette période d'inflation élevée.

Dans la continuité de ces actions, 2023 sera l'occasion d'adapter les arrêtés royaux relatifs aux modalités des procédures applicables tant à la poursuite des

richtlijn betreffende de Empowerment van de consument behoeve van de groene transitie gepubliceerd. In dit voorstel worden nieuwe regels ingeschreven teneinde zowel greenwashing als vroegtijdige veroudering van goederen aan te pakken, door enerzijds informatieverplichtingen in te voeren omtrent de duurzaamheid van goederen en anderzijds door handelspraktijken toe te voegen aan de zwarte lijst van oneerlijke handelspraktijken.

Duurzaamheid is voor veel consumenten belangrijk en speelt een steeds grotere rol bij het maken van keuzes. Het is daarnaast ook belangrijk om de strijd tegen greenwashing verder aan te pakken door deze praktijk als absoluut verboden te bestempelen. Ik volg deze Europese werkzaamheden dan ook op de voet en zal al het mogelijke doen opdat deze nieuwe bepalingen, zodra zij zijn aangenomen, zo spoedig mogelijk in het Wetboek van economisch recht worden omgezet.

#### ***Prijsaanduiding op laadpalen voor elektrische voertuigen***

In het kader van gemeenschappelijke maatregelen in de Europese Unie inzake de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen, is vastgesteld dat er nog grote belemmeringen bestaan voor het reizen in de EU met elektrische voertuigen. Bijgevolg heeft de Europese Commissie een voorstel voor een verordening betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen gepubliceerd. Vanuit het consumentenperspectief moet er in het kader van de concrete implementatie van deze verordening aandacht zijn voor de prijsaanduiding op de publiek toegankelijke laadpalen voor elektrische voertuigen. Transparantie informatie over de prijs is nodig opdat de consument, alvorens effectief zijn elektrische wagen op te laden, weet welke de kostprijs van deze laadbeurt zal zijn. Zodra die verordening is aangenomen, zal ik erop toezien dat de bedrijven deze verplichting nakomen.

#### **Mededinging**

##### ***Handhaving van het mededingingsrecht***

In 2022 werden belangrijke maatregelen genomen ter versterking van de Belgische Mededingingsautoriteit, die garant staat voor de daadwerkelijke handhaving van de mededingingsregels en daardoor de marktmacht van ondernemingen, en dus prijzen beperkt. Dit is bijzonder belangrijk in tijden van hoge inflatie.

In het verlengde van deze acties, zal 2023 de gelegenheid zijn om de koninklijke besluiten aan te passen betreffende de modaliteiten van de procedures inzake

infractions au droit de la concurrence qu'au contrôle des concentrations par l'Autorité belge de la concurrence.

### **Révision de la politique européenne de la concurrence face aux défis de la transition numérique et environnementale et de la crise économique**

2022 a également été une année marquée par le processus européen de révision de la politique de concurrence; processus qui se poursuit en 2023. Il a pour objectif de faire face à plusieurs challenges dont la numérisation de l'économie, l'innovation croissante, l'urgence du développement durable et la crise économique.

C'est ainsi que plus d'une dizaine de réglementations qui relèvent de la compétence de la Commission européenne sont en cours d'évaluation et de révision.

C'est notamment le cas en matière d'accords horizontaux entre entreprises concurrentes qui malgré leurs effets restrictifs de concurrence peuvent produire, sous certaines conditions, des effets avantageux pour l'économie et, en conséquence, être autorisés dans nos systèmes juridiques et sur nos marchés. Les instruments juridiques européens y relatifs font en ce moment l'objet d'une adaptation pour prendre en compte les questions numériques, de durabilité, de compétitivité, d'application efficace et de sécurité juridique nécessaire aux entreprises.

Ces éléments font également partie intégrante de la nouvelle approche de la Commission européenne en matière de contrôle des concentrations entre entreprises et celle-ci veille à les intégrer dans les différents règlements délégués y relatifs.

Sont, en outre, concernés par le processus de révision de la politique européenne de la concurrence, différentes réglementations européennes particulières en lien avec certains secteurs spécifiques comme certaines catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées dans le secteur automobile, par exemple.

Avec l'appui du SPF Économie, je prends part aux travaux européens de révision de la politique européenne de la concurrence, en y défendant une politique de concurrence réduisant le pouvoir de marché des entreprises et favorisant le pouvoir d'achat des consommateurs.

zowel de vervolging van inbreuken op het mededingingsrecht als de controle op concentraties door de Belgische Mededingingsautoriteit.

### **Herziening van het Europese mededingingsbeleid in het licht van de uitdagingen van de digitale en ecologische transitie en de economische crisis**

2022 was ook een jaar dat in het teken stond van de herziening van het Europese mededingingsbeleid; die doorloopt tot in 2023. Het is de bedoeling verschillende uitdagingen aan te gaan, waaronder de digitalisering van de economie, de toenemende innovatie, de dringende noodzaak van duurzame ontwikkeling en de economische crisis.

Zo worden meer dan tien verordeningen die onder de bevoegdheid van de Europese Commissie vallen, geëvalueerd en herzien.

Dit is met name het geval voor horizontale overeenkomsten tussen concurrerende ondernemingen, die ondanks hun mededingingsbeperkende gevolgen, onder bepaalde voorwaarden gunstige gevolgen kunnen hebben voor de economie, en bijgevolg toegestaan zijn in onze rechtstelsels en op onze markten. De juridische instrumenten daarvoor op Europees niveau worden momenteel aangepast om rekening te houden met digitale kwesties, duurzaamheid, concurrentievermogen, doeltreffende handhaving en de rechtszekerheid die ondernemingen nodig hebben.

Deze elementen maken ook integraal deel uit van de nieuwe aanpak van de Europese Commissie inzake de controle op concentraties van ondernemingen en de Commissie ziet erop toe dat zij in de verschillende gedelegeerde verordeningen worden opgenomen.

Daarnaast heeft het herzieningsproces van het Europese mededingingsbeleid betrekking op diverse specifieke Europese reglementeringen met betrekking tot bepaalde specifieke sectoren, zoals, bijvoorbeeld, sommige groepen verticale overeenkomsten en onderling afgestemde feitelijke gedragingen in de motorvoertuigensector.

Met de steun van de FOD Economie neem ik actief deel aan de Europese werkzaamheden voor de herziening van het Europese mededingingsbeleid door een mededingingsbeleid te verdedigen, dat de marktmacht van ondernemingen vermindert en de koopkracht van consumenten bevordert.

### ***Le Digital Markets Act (DMA) applicable aux plateformes puissantes (gatekeepers)***

Le DMA est la première initiative réglementaire européenne visant à réguler le pouvoir des gatekeepers. Il établit des critères objectifs de désignation des gatekeepers et des obligations et interdictions auxquelles ils seront soumis afin que les marchés numériques soient plus justes, plus compétitifs, et plus ouverts à l'innovation.

Un accord politique entre le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne est intervenu le 24 mars 2022. L'adoption du DMA est attendue dans le courant du 4<sup>e</sup> trimestre 2022 et son entrée en vigueur aura lieu six mois plus tard.

Si l'autorité de contrôle du DMA sera la Commission européenne, les autorités nationales de concurrence tout particulièrement et les régulateurs sectoriels pourront être amenés à coopérer avec la Commission européenne, en soutien de la bonne application du DMA. À cet égard et afin de mettre en œuvre le DMA, il convient de légiférer au niveau national.

### ***Restrictions territoriales de l'offre***

Nos entreprises, tout comme celles des Pays-Bas et du Luxembourg, ne doivent pas être confrontées à des restrictions territoriales imposées par un fournisseur qui les empêchent de s'approvisionner librement dans le pays de leur choix.

De telles restrictions en matière d'approvisionnement font partie des pratiques commerciales déloyales entre entreprises et peuvent avoir des conséquences préjudiciables sur la concurrence, les prix et l'offre aux consommateurs. Elles peuvent en outre entraîner la fragmentation des marchés et d'importantes différences de prix entre pays.

Le nouveau règlement (UE) 2022/720 de la Commission du 10 mai 2022 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées et les lignes directrices qui l'accompagne permettent désormais d'appréhender certaines restrictions territoriales de l'offre.

Afin de suivre de près les difficultés des entreprises confrontées à de telles pratiques, un point de contact a été créé auprès de l'Inspection économique pour les

### ***De Digital Markets Act (DMA) van toepassing op machtige platformen (gatekeepers)***

De DMA is het eerste Europese regelgevingsinitiatief om de macht van de gatekeepers te reguleren. Ze stelt objectieve criteria vast voor de aanwijzing van poortwachters en de verplichtingen en verboden waaraan zij onderworpen zullen zijn, met het oog op meer eerlijke, competitieve digitale markten die meer openstaan voor innovatie.

Op 24 maart 2022 is een politiek akkoord bereikt tussen het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie. De aanname van de DMA wordt verwacht in het vierde kwartaal van 2022 en inwerkingtreding zes maanden later plaatsvinden.

De toezichthoudende autoriteit voor de DMA zal weliswaar de Europese Commissie zijn, maar van de nationale mededingingsautoriteiten in het bijzonder en de sectorale regelgevers kan worden verlangd dat zij met de Europese Commissie samenwerken ter ondersteuning van de DMA. In dit verband en met het oog op de uitvoering van de DMA is er wetgeving op nationaal niveau nodig.

### ***Territoriale leveringsbeperkingen***

Onze ondernemingen, evenals die in Nederland en Luxemburg, mogen niet geconfronteerd worden met territoriale beperkingen die door een leverancier worden opgelegd en waardoor zij zich niet vrijelijk kunnen bevoorraden in het land van hun keuze.

Dergelijke beperkingen op de bevoorrading maken deel uit van oneerlijke handelspraktijken tussen ondernemingen en kunnen nadelige gevolgen hebben voor de concurrentie, de prijzen en het aanbod voor de consumenten. Zij kunnen ook leiden tot marktfragmentatie en aanzienlijke prijsverschillen tussen landen.

De nieuwe Verordening (EU) nr. 2022/720 van de Commissie van 10 mei 2022 betreffende de toepassing van artikel 101, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op groepen verticale overeenkomsten en onderling afgesloten feitelijke gedragingen en de begeleidende richtsnoeren maken het voortaan mogelijk om bepaalde territoriale leveringsbeperkingen aan te pakken.

Om de moeilijkheden die ondernemingen ondervinden ten gevolge van dergelijke praktijken nauwlettend op te volgen, werd een contactpunt bij de Economische

entreprises qui en sont victimes. Ce point de contact va permettre d'informer les entreprises sur les possibilités d'y faire face et d'examiner les opportunités pour la Belgique d'y mettre fin.

### **Une meilleure régulation du prix maximum des médicaments**

Un groupe de travail a été constitué, composé de membres des instances fédérales (mon cabinet, le cabinet du ministre Vandenbroucke, le SPF Économie, l'INAMI, l'AFMPS et le KCE) pour étudier certains aspects de la réglementation des prix des médicaments dans le cadre d'une éventuelle réforme visant à réduire le coût des médicaments pour les citoyens. Cela concerne principalement les matières suivantes:

- l'établissement d'un panier de pays de référence pour comparer les prix belges avec ceux des autres pays de l'UE;
- la simplification et l'amélioration du fonctionnement de la Commission des prix des spécialités pharmaceutiques et de la Commission pour la régulation des prix;
- l'évaluation des pourcentages de réduction actuellement appliqués par rapport au médicament de référence pour les médicaments non originaux;
- l'évaluation de l'arrêté royal du 16 octobre 2007 diminuant les prix de certains médicaments remboursables, en vertu duquel une entreprise peut introduire une demande de dérogation à la réduction du prix auprès du SPF Économie.

Mon administration et mes collaborateurs travaillent actuellement à la finalisation des conclusions et recommandations. Des consultations avec les parties prenantes seront ensuite prochainement lancées.

**Transposition de la directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 2013/34/UE, 2004/109/CE et 2006/43/CE ainsi que le règlement (UE) n°537/2014 en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises**

Dans le cadre du Green Deal, la Commission européenne a soumis en février 2021 une proposition de directive au Conseil et au Parlement européen en vue de la mise en place d'une réglementation européenne concernant la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises. L'adoption de la directive a eu lieu à la fin du mois de juin 2022.

Inspectie opgericht voor ondernemingen die er het slachtoffer van zijn. Dit contactpunt zal de ondernemingen informeren over de mogelijkheden om deze problemen aan te pakken en de mogelijkheden voor België onderzoeken om er een eind aan te maken.

### **Een betere regulatie van de maximumprijzen van geneesmiddelen**

Er is een werkgroep opgericht bestaande uit leden van federale instanties (mijn kabinet, Kabinet minister Vandenbroucke, de FOD Economie, RIZIV, FAGG en KCE) die zich bezighoudt met het bestuderen van bepaalde aspecten van de prijzenreglementering van geneesmiddelen in het kader van een mogelijke herverging, die de kosten van geneesmiddelen voor de consument moet verlagen. Het gaat hierbij voornamelijk om volgende zaken:

- bepaling van een korf van referentielanden voor de vergelijking van de Belgische prijzen met de prijzen in andere EU-landen;
- vereenvoudiging en verbetering van de werking van de Prijzencommissie voor de Farmaceutische Specialiteiten en de Commissie tot Regeling van de Prijzen;
- evaluatie van de huidige toegepaste verminderingspercentages ten overstaan van het referentiegeneesmiddel voor niet-originale geneesmiddelen;
- evaluatie van het koninklijk besluit van 16 oktober 2007 tot verlaging van de prijzen van sommige terugbetaalbare geneesmiddelen, waarbij een firma een aanvraag tot afwijking van de prijsverlaging kan indienen bij de FOD Economie.

Mijn administratie en mijn medewerkers leggen de laatste hand aan de conclusies en aanbevelingen. Raadplegingen met de stakeholders zullen binnenkort worden opgestart.

**Omvatting van de Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad tot wijziging van Richtlijn 2013/34/EU, Richtlijn 2004/109/EG, Richtlijn 2006/43/EG en Richtlijn (EU) nr. 537/2014 betreffende duurzaamheidsrapportage door ondernemingen**

In het kader van de Green Deal heeft de Europese Commissie in februari 2021 een voorstel van richtlijn aan de Raad en het Europees Parlement overgemaakt voor een Europese regeling van duurzaamheidsrapportage door ondernemingen. De goedkeuring van de richtlijn gebeurde eind juni 2022.

Cette directive remplace la directive NFRD (directive 2014/95/UE) et modifie la directive sur la transparence ainsi que la directive audit et le Règlement audit. Le champ d'application aux entreprises sera significativement élargi par rapport à la réglementation actuelle: l'obligation de publier des informations en matière de durabilité s'appliquera à toutes les grandes entreprises et à tous les groupes, ainsi qu'à la plupart des sociétés cotées en bourse. En outre, la directive prévoit que les entreprises non européennes qui exercent des activités économiques dans l'Union européenne par l'intermédiaire de filiales et de succursales doivent également publier des informations en matière de durabilité.

La directive établit des normes européennes en matière de durabilité, que la Commission européenne adoptera au moyen d'actes délégués sur proposition de l'EFRAG (European Financial Reporting Advisory Group). Les normes couvrent les questions environnementales et climatiques (E), les questions sociales (S) et la bonne gouvernance (G).

La publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises se fera de manière numérique et de manière harmonisée au niveau européen.

Enfin, la directive contient une réglementation relative au contrôle des informations à publier en matière de durabilité.

Les États membres doivent transposer la directive en droit national dans les 18 mois qui suivent sa publication au Journal officiel de l'Union européenne (vraisemblablement à la mi-2024). Cette transposition permettra de réduire les possibilités pour les entreprises de pratiquer le greenwashing.

#### ***Création d'un nouvel organe consultatif, en remplacement de l'actuel Conseil national de la Coopération***

Suite à la réforme du droit des sociétés, il a été décidé de créer un nouvel organe consultatif en remplacement de l'actuel Conseil national de la Coopération (CNC).

La réforme du droit des sociétés a conduit à conférer une nouvelle compétence au ministre de l'Économie, à savoir celle d'agrémenter des sociétés comme "entreprise sociale" et comme "entreprise agricole".

Dans ce cadre, un avant-projet de loi entendra créer un nouvel organe consultatif. Des consultations sont actuellement en cours auprès des secteurs concernés

Deze richtlijn vervangt de richtlijn NFRD (Richtlijn 2014/95/EU) en wijzigt de Transparantierichtlijn, de auditrichtlijn en de auditverordening. Het toepassingsgebied voor de ondernemingen wordt ten aanzien van de huidige regeling aanzienlijk uitgebreid: de verplichting om duurzaamheidsinformatie openbaar te maken, zal gelden voor alle grote ondernemingen en groepen en voor de meeste genoteerde ondernemingen. De richtlijn voorziet bovendien dat ook niet-Europese ondernemingen die in de Europese Unie economisch actief zijn via dochterondernemingen en bijkantoren, duurzaamheidsinformatie moeten openbaar maken.

De richtlijn stelt Europese duurzaamheidsstandaarden in, die de Europese Commissie via gedelegeerde handelingen op voorstel van EFRAG (European Financial Reporting Advisory Group) zal goedkeuren. De standaarden hebben betrekking op aangelegenheden betreffende het milieu en het klimaat (E), sociale aangelegenheden (S) en goed bestuur (G).

De openbaarmaking van duurzaamheidsinformatie door ondernemingen gebeurt op een digitale en een op een Europese niveau geharmoniseerde manier.

Tot slot bevat de richtlijn een regeling voor de controle van de openbaar te maken duurzaamheidsinformatie.

De lidstaten moeten de richtlijn in nationaal recht omzetten, achttien maanden na de publicatie in het Publicatieblad van de Europese Unie (vermoedelijk midden 2024). Deze omzetting zal de mogelijkheden voor bedrijven om aan greenwashing te doen, verminderen.

#### ***Oprichting van een nieuw adviesorgaan, ter vervanging van de huidige Nationale Raad voor de Coöperatie***

Naar aanleiding van de hervorming van het vennootschapsrecht werd er beslist om een nieuw adviesorgaan op te richten, ter vervanging van de huidige Nationale Raad voor de Coöperatie (NRC).

De hervorming van het vennootschapsrecht heeft inderdaad geleid tot het toe kennen van een nieuwe bevoegdheid aan de minister van Economie, met name het erkennen van vennootschappen als "sociale onderneming" en als "landbouwonderneming".

In dit kader zal een voorontwerp van wet als voorwerp hebben een nieuw adviesorgaan op te richten. Momenteel wordt overleg gepleegd met de betrokken sectoren om

pour mettre sur pied une structure de représentation qui correspond au mieux à leurs attentes.

Ce nouvel organe consultatif aura pour mission:

1° de promouvoir et de défendre les principes et idéaux des différentes sociétés agréées qui le composent;

2° d'adresser à un ministre ou toute autre instance publique, soit d'initiative, soit à leur demande, tous avis ou propositions concernant ses activités.

La création d'un tel nouvel organe consultatif permettra de renforcer le modèle coopératif et de soutenir le développement de l'économie sociale en Belgique.

***Révision du directive 2008/48/CEE du Parlement européen et du Conseil de 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit aux consommateurs***

La directive sur le crédit à la consommation a établi en 2008 un cadre européen harmonisé pour le crédit à la consommation. L'objectif de la directive est d'une part, d'assurer un niveau élevé de protection des consommateurs et d'autre part, de créer un marché intérieur du crédit à la consommation. En raison notamment de la numérisation et de la crise du COVID-19, une révision de la directive est à l'ordre du jour afin de continuer à répondre à son double objectif.

Le 30 juin 2021, une nouvelle proposition de directive a été adoptée par la Commission européenne. Après plusieurs réunions du groupe de travail du Conseil sur la protection des consommateurs, un texte de compromis a été trouvé le 9 juin 2022. La Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO) a adopté le projet de rapport et a voté le 12 juillet sur le mandat de négociation. Le Parlement européen prendra position lors de la séance plénière de septembre.

Les principaux changements visent notamment à:

1. adapter les obligations en matière d'information à la numérisation;
2. éviter la surcharge d'informations;
3. poursuivre le développement de mesures contre les abus de comportement des consommateurs;
4. limiter le coût des crédits à la consommation;

een vertegenwoordigingsstructuur op te richten die het best aan hun verwachtingen voldoet.

In het bijzonder zal dit nieuw adviesorgaan als opdracht hebben:

1° het bevorderen en verdedigen van de principes en idealen van verschillende erkende vennootschappen waaruit hij is samengesteld;

2° het versturen naar een minister of naar enige andere overheidsinstelling, hetzij op eigen initiatief, hetzij op hun vraag, van alle adviezen of voorstellen over zijn activiteiten.

De oprichting van een dergelijk nieuw adviesorgaan zal bovendien de mogelijkheid bieden om het coöperatief model te versterken en de ontwikkeling van de sociale economie in België te ondersteunen.

***Herziening van de Richtlijn 2008/48/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 inzake kredietovereenkomsten voor consumenten***

De richtlijn consumentenkrediet stelde in 2008 een geharmoniseerd EU-kader in voor consumentenkrediet. Het doel van de richtlijn is enerzijds een hoog beschermingsniveau voorzien voor consumenten en anderzijds een interne markt creëren voor consumentenkrediet. Onder meer door de digitalisatie en de COVID-19-crisis is een herziening van de richtlijn aan de orde om tegemoet te blijven komen aan de dubbele doelstelling van de richtlijn.

Op 30 juni 2021 werd een nieuw voorstel tot richtlijn van de Europese Commissie aangenomen. Na verschillende vergaderingen binnen de raadswerkgroep consumentenbescherming werd een compromistekst bereikt op 9 juni 2022. De IMCO commissie heeft het ontwerpverslag aangenomen en op 12 juli 2022 over het onderhandelingsmandaat gestemd. Het Europees Parlement zal in de plenaire vergadering van september zijn standpunt bepalen.

De voornaamste wijzigingen hebben betrekking op:

1. aan de digitalisering;
2. informatie-overload vermijden;
3. maatregelen tegen misbruik van consumentengedrag verder uitwerken;
4. begrenzen van kosten van consumentenkredieten;

5. soutenir les mesures contre le surendettement.

**Révision de la directive du 25 octobre 2011/83/UE relative aux droits des consommateurs et abrogeant la directive 2002/65/CE**

La directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs a pour but de promouvoir la libre circulation et de garantir un niveau élevé de protection des consommateurs.

Une première réunion du groupe de travail du Conseil a eu lieu le 19 juillet 2022.

Parmi les objectifs poursuivis, je suis particulièrement attentif à celui concernant le droit de rétractation qui doit permettre de mieux protéger le consommateur.

**Surendettement**

La lutte contre le surendettement est une de mes priorités.

C'est pourquoi j'ai lancé une réforme importante en la matière qui se fait en plusieurs étapes et sur plusieurs législations.

Dans un premier temps, il s'agit de réformer le cadre juridique applicable au retard de paiement des dettes et au recouvrement amiable de dettes du consommateur. À cet effet, un nouveau livre sera introduit dans le code de droit économique. Ce livre consacre d'une part, l'encadrement de certains effets du retard de paiement des dettes d'un consommateur à l'égard des entreprises. Et d'autre part, il reprend et actualise le recouvrement amiable de dettes du consommateur par le créancier ou par un tiers. Les frais liés au recouvrement amiable d'une dette seront ainsi mieux encadrés et plafonnés.

Les dispositions de ce nouveau livre visent à offrir un haut niveau de protection au consommateur, lorsqu'il se retrouve dans une situation de retard de paiement.

Dans ce cadre, les parties prenantes dans le domaine du surendettement ont été consultées et un avant-projet de loi a été élaboré. Cet avant-projet de loi a été soumis pour avis à l'Autorité de Protection des Données, au Conseil Central de l'Économie et au Conseil Supérieur des Indépendants et des PME.

5. maatregelen tegen overmatige schuldenlast ondersteunen.

**Herziening van de Richtlijn 2011/83/EU van 25 oktober 2011 consumentenrechten en tot intrekking van richtlijn 2002/65/EC**

De Richtlijn verkoop op afstand van financiële diensten aan consumenten (Richtlijn 2002/65/EC) heeft als doel het bevorderen van het vrije verkeer en een het waarborgen van een hoog niveau van consumentenbescherming waarborgen.

Een eerste raadswerkgroepvergadering vond plaats op 19 juli 2022.

Wat de vooropgestelde doelstellingen betreft, schenk ik bijzondere aandacht aan het herroepingsrecht, dat een betere bescherming van de consument moet toelaten.

**Overmatige Schuldenlast**

De strijd tegen overmatige schuldenlast is een van mijn prioriteiten.

Daarom heb ik op dat vlak een grote hervorming op gang gebracht, die in verschillende fasen en verschillende wetgevingen wordt uitgevoerd.

De eerste stap is de hervorming van het juridische kader dat van toepassing is op de betalingsachterstand van schulden en de minnelijke invordering van consumentenschulden. Daartoe zal een nieuw boek in het Wetboek van economisch recht worden opgenomen. Dit boek regelt enerzijds bepaalde gevolgen van de betalingsachterstand van de schulden van een consument aan zien van ondernemingen en, anderzijds, omvat en actualiseert het de minnelijke invordering van consumentenschulden door de schuldeiser of door een derde. De kosten in verband met de minnelijke invordering van schulden zullen op die manier beter worden gereguleerd en beperkt.

De bepalingen van dit boek beogen een hoog beschermingsniveau te bieden aan de consument wanneer hij zich in een situatie van betalingsachterstand bevindt.

In dit kader werden de belanghebbenden binnen het domein van overmatige schuldenlast geraadpleegd en is een voorontwerp van wet uitgewerkt. Dit voorontwerp van wet is voor advies voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit, de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de kmo.

Cet avant-projet de loi a été à présent validé par le conseil des ministres et soumis pour avis au Conseil d'État.

Dans un second temps, il s'agit de revoir la législation relative au règlement collectif de dettes. Ma volonté est de moderniser cette législation et d'instaurer une véritable phase amiable. Ce travail est effectué en collaboration avec mon collègue, le ministre de la Justice.

Enfin, je souhaite également rendre le dispositif de lutte contre le surendettement encore plus efficace en améliorant la qualité et la pertinence des données enregistrées sur certains contrats dans la Centrale des crédits aux particuliers (CCP) de la Banque nationale de Belgique (BNB) comme les ouvertures de crédits. D'une part, les données des contrats du fichier non réglémenté seront intégrées dans la CCP, et d'autre part, certaines données supplémentaires des contrats déjà enregistrés, comme l'ouverture de crédit, seront reprises.

#### ***Un meilleur encadrement pour la vente groupée d'assurances et de crédits hypothécaires***

L'observatoire des prix a effectué une étude sur l'augmentation des prix des assurances incendie et a notamment conclu que les ventes groupées offertes dans le cadre du Livre VII du Code de droit économique peuvent entraîner un manque de concurrence sur le marché de ces assurances. Il n'est pas facile pour les consommateurs de changer d'assureur puisqu'ils perdent la réduction de leur taux d'intérêt.

C'est pourquoi je trouve important de mieux encadrer les ventes groupées offertes dans le cadre d'un crédit hypothécaire, entre autres sur base des recommandations de l'observatoire des prix.

#### **Assurances**

#### ***Intervention financière en faveur des victimes de catastrophes naturelles***

Notre pays a subi de graves inondations l'année dernière. À cette occasion, le partenariat entre le secteur de l'assurance et les Régions a dû être activé pour la première fois et a démontré ses limites. Au vu du changement climatique et de la nécessité de disposer d'une sécurité juridique et financière, toutes les parties prenantes sont d'avis qu'il faut revoir ce partenariat et trouver un nouvel équilibre entre les engagements respectifs.

Dit wetsontwerp is nu goedgekeurd door de minister- raad en voor advies voorgelegd aan de Raad van State.

In een tweede fase wordt de herziening van de wetgeving inzake de collectieve schuldenregeling beoogd. Ik wil deze wetgeving moderniseren en een ware minnelijke fase invoeren. Deze oefening wordt gedaan in samenwerking met mijn collega, de minister van Justitie.

Ten slotte wil ik ook het systeem ter bestrijding van overmatige schuldenlast nog doeltreffender maken door de kwaliteit en de relevantie van opgeslagen gegevens van bepaalde overeenkomsten in de Centrale voor kredieten aan particulieren (CKP) bij de Nationale Bank van België (NBB) te verbeteren. Enerzijds zullen de gegevens van de overeenkomsten van het niet geregelmenteerde bestand geïntegreerd worden in de CKP, en anderzijds zullen bepaalde bijkomende gegevens van reeds geregistreerde overeenkomsten, zoals de kredietopening, opgenomen worden.

#### ***Betere omkadering van de gebundelde verkoop van verzekeringen en hypothecair krediet***

Het Prijzenobservatorium voerde een studie uit over de verhoging van prijzen van een brandverzekering en kwam tot de conclusie dat de bundelverkoop in het kader van boek VII van het Wetboek van economisch recht ervoor kan zorgen dat de concurrentie op de markt voor brandverzekeringen niet optimaal speelt. Het is voor de consument niet eenvoudig om van verzekeraar te veranderen omdat hij hierdoor de korting op de rente zou verliezen.

Daarom vind ik het belangrijk om de bundelverkoop beter te omkaderen, in het kader van een hypothecair krediet, onder meer op basis van de aanbevelingen van het Prijzenobservatorium.

#### **Verzekeringen**

#### ***Financiële steun voor slachtoffers van natuurrampen***

Ons land kreeg vorig jaar te kampen met zware overstromingen. Daardoor is het partnerschap tussen de verzekeringssector en de Gewesten voor het eerst in werking moeten treden en kwamen ook de beperkingen ervan aan de oppervlakte. Om rekening te houden met de klimaatverandering en de nood aan juridische en financiële zekerheid, zijn alle stakeholders van mening dat dit partnerschap moet herbekeken worden en er een nieuw evenwicht dient gevonden te worden tussen de respectievelijke verplichtingen.

La Banque nationale de Belgique m'a rendu différentes analyses qui ont été portées à la connaissance des Régions et du secteur de l'assurance. Je travaille à l'établissement d'une feuille de route avec les Régions devant mener à une réforme importante du mécanisme actuel d'assurance contre les catastrophes naturelles de grande ampleur.

Lors de la finalisation des nouveaux termes de ce partenariat, je veillerai à ce que les assurés soient certains d'obtenir 100 % de l'indemnisation prévue par leur contrat pour des catastrophes de très grande ampleur.

Je veillerai à ce que ces nouvelles dispositions protègent au mieux le consommateur sans le pénaliser financièrement.

Enfin, le secteur de l'assurance comme l'Ombudsman ont attiré mon attention sur des problèmes lors d'expertises réalisées après les tragiques inondations de 2021 par des personnes peu soucieuses d'une certaine éthique professionnelle. À cet égard, j'examine plusieurs pistes pour mieux protéger les assurés lors des expertises en assurance.

#### ***Intervention financière en faveur de toutes les victimes d'un acte de terrorisme***

Nous avons, avec nos partenaires au sein du gouvernement, œuvré pour que les victimes d'un attentat terroriste, qu'elles soient assurées ou non, puissent être assistées, aidées dans leur démarche en vue d'une indemnisation juste et équitable.

À ces fins, nous avons fait appel à l'expertise technique de la FSMA qui a rédigé un avant-projet de loi qui tend à garantir une meilleure protection d'ensemble des victimes d'actes de terrorisme en indemnisant les victimes de manière juste et cohérente, en simplifiant la procédure à suivre en vue d'obtenir une indemnisation et en accélérant le règlement des sinistres.

#### ***Encadrement de l'indemnisation***

Toujours en vue d'améliorer le sort des personnes lésées, je tiens aussi à prendre toutes mesures utiles à faciliter et accélérer l'indemnisation de personnes lésées.

J'ai demandé à la Commission des assurances de me remettre un avis sur la mise en place d'un encadrement légal de l'indemnisation des sinistres assorti de délais et de sanctions lorsqu'aucune disposition spécifique

De Nationale Bank van België heeft mij verschillende analyses overgemaakt, die ter kennis werden gebracht van de Gewesten en de verzekeringssector. Ik werk samen met de Gewesten aan de opmaak van een stappenplan, dat moet leiden tot een ingrijpende hervorming van het huidige verzekeringsmechanisme tegen grootschalige natuurrampen.

Tijdens het afwerken van de nieuwe bepalingen van dit partnerschap zal ik ervoor zorgen dat de verzekerden zeker kunnen zijn dat bij zeer grootschalige rampen de schadevergoedingen voorzien in hun overeenkomsten voor 100 % zullen worden uitgekeerd.

Ik zal ervoor zorgen dat de nieuwe bepalingen de consument het best zullen beschermen zonder financieel nadeel.

Zowel de verzekeringssector als de Ombudsman hebben mijn aandacht gevestigd op problemen met expertises, uitgevoerd na de tragische overstromingen in 2021 door mensen die weinig respect hebben voor professionele ethiek. In dit opzicht onderzoek ik verschillende pistes om in het kader van de brandverzekering de getroffen verzekerden beter te beschermen.

#### ***Financiële steun voor alle slachtoffers van een terreurdrama***

Wij hebben met onze partners in de regering samengewerkt om ervoor te zorgen dat slachtoffers van een terroristische daad, of zij nu verzekerd zijn of niet, kunnen worden bijgestaan en geholpen bij hun pogingen om een eerlijke en billijke schadevergoeding te krijgen.

Daartoe hebben wij een beroep gedaan op de technische expertise van de FSMA, die een wetsontwerp heeft opgesteld dat tot doel heeft slachtoffers van terrorisme een betere algemene bescherming te bieden door ze op een eerlijke en samenhangende wijze schadeloos te stellen, de procedure voor het verkrijgen van schadeloosstelling te vereenvoudigen en de afhandeling van schadeclaims te versnellen.

#### ***Omkadering van het vergoedingenstelsel***

Om de situatie van de getroffen personen altijd te verbeteren, wil ik ook alle nodige maatregelen nemen om de schadeloosstelling van de getroffen personen te vergemakkelijken en te versnellen.

Ik heb aan de Commissie voor Verzekeringen gevraagd om een advies over te maken in verband met de wettelijke omkadering van het vergoedingsstelsel, de termijnen en de sancties voor schadevergoeding,

n'est déjà applicable. Il me sera transmis à la fin de cette année.

### ***Transposition de la directive modifiant la directive concernant l'assurance responsabilité civile des véhicules automoteurs***

La directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer prévoit que la loi de transposition doit entrer en vigueur dans les 24 mois de la publication de la directive au Journal officiel, soit le 23 décembre 2023.

La Commission des Assurances a proposé les modifications législatives en vue de transposer la directive. Sur cette base, un projet de loi est en cours de rédaction, avec le souci de protéger au mieux le consommateur sans que cela ne se traduise par une augmentation des primes d'assurance.

Cette transposition est aussi l'occasion de lever l'insécurité juridique créée par l'arrêt nr. 15/2021 du 28 janvier 2021 de la Cour constitutionnelle rendu dans le cadre d'une question préjudiciale laquelle concernait les véhicules exemptés de l'obligation d'assurance.

#### **Une meilleure protection du consommateur**

#### **Un degré suffisamment élevé de protection nécessaire aux plus vulnérables**

Les anciens malades du cancer, les malades chroniques et handicapés connaissent de grandes difficultés pour accéder à l'assurance.

Le droit à l'oubli sera étendu à l'assurance revenu garanti, début 2023.

Cela répond à la demande formulée dans la résolution 55K2067 sur l'extension du droit à l'oubli aux maladies chroniques, afin de consacrer juridiquement le droit à l'oubli en matière d'assurance revenu garanti.

Par la même occasion, le délai standard du droit à l'oubli pour les affections cancéreuses sera réduit progressivement à 8 ans début 2023 et à 5 ans le 1<sup>er</sup> janvier

wanneer geen specifieke bepaling van toepassing is. Dit advies zal tegen het einde van het jaar worden bezorgd.

### ***Omvatting van de Richtlijn tot wijziging van de Richtlijn betreffende de burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen***

De Richtlijn (EU) 2021/2118 van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2021 tot wijziging van de Richtlijn 2009/103/EG van 16 september 2009 betreffende de verzekering tegen de wettelijke aansprakelijkheid waartoe de deelneming aan het verkeer van motorrijtuigen aanleiding kan geven en de controle op de verzekering tegen deze aansprakelijkheid voorziet dat de wet tot omzetting van de richtlijn in werking dient te treden binnen de 24 maanden na publicatie in het Publicatieblad, hetzij op 23 december 2023.

De Commissie voor Verzekeringen heeft haar voorstellen tot wetswijzigingen met het oog op de omzetting van de richtlijn overgemaakt. Op die basis wordt momenteel een wetsontwerp opgemaakt om de consument beter te beschermen zonder dat hij hiervoor hogere verzekeringspremies moet betalen.

Deze omzetting is ook de gelegenheid om de juridische onzekerheid weg te nemen, ontstaan na het arrest nr. 15/2021 van 28 januari 2021 van het Grondwettelijk Hof in het kader van een prejudiciële vraag die betrekking had op voertuigen die waren vrijgesteld van de verzekeringsplicht.

#### **Een betere bescherming van de consument**

#### **Een voldoende hoge graad van bescherming van de meest kwetsbare personen**

Ex-kankerpatiënten, mensen met een chronische ziekte en gehandicapten hebben het vaak moeilijk om een verzekering te kunnen afsluiten.

Het recht om vergeten te worden zal begin 2023 uitgebreid worden naar de verzekering gewaarborgd inkomen.

Hierdoor wordt tegemoet gekomen aan het verzoek in resolutie 55K2067 betreffende het uitbreiden van het recht om vergeten te worden tot chronische aandoeningen, om het recht om vergeten te worden betreffende de verzekeringen gewaarborgd inkomen juridisch te verankeren.

Tegelijkertijd wordt de standaardtermijn van het recht om vergeten te worden bij kankeraandoeningen teruggebracht tot 8 jaar begin 2023 en tot 5 jaar op 1 januari

2025. Il s'agit d'une réforme importante afin de ne pas punir doublement les patients atteints d'un cancer.

Il faut également éviter que les problèmes psychologiques entraînent une discrimination lors de la souscription d'une assurance. C'est pourquoi je vais demander, avec le ministre de la Santé, au Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé de mettre en place une étude visant à rendre le droit à l'oubli applicable aux maladies mentales chroniques.

Par ailleurs, la grille de référence pour les affections cancéreuses va être adaptée, avec le ministre de la Santé et la secrétaire d'État à la Protection des consommateurs, afin de tenir compte de la proposition que le Centre fédéral d'Expertise des Soins de Santé a rendu en ce qui concerne le cancer du sein.

Le Centre fédéral d'expertise des soins de santé poursuit son programme de recherche dans le cadre de la mission "Droit à l'oubli". Cela répond à plusieurs demandes mentionnées dans la résolution susmentionnée.

#### ***Assurer une meilleure transparence des produits d'assurance et des primes: outil de comparaison***

La FSMA développe l'outil de comparaison des primes et couvertures d'assurance. Il sera disponible durant le premier trimestre de 2023.

#### ***Une meilleure lisibilité de la réglementation et une simplification des procédures,***

Lors des travaux en lien avec la codification des assurances ou d'avis ultérieurs, des modifications ont recueilli l'unanimité au sein de la Commission des assurances; celles-ci seront reprises dans un projet de loi portant des dispositions diverses.

Par ailleurs, je suis particulièrement attentif aux travaux menés à la Chambre concernant la facilitation de résiliation des contrats d'assurance. Il est important d'améliorer la mobilité des consommateurs en matière d'assurance.

#### **Propriété intellectuelle**

##### **a) Une application non-abusive des droits de la propriété intellectuelle**

La pandémie de COVID-19 nous a appris que les brevets et autres droits de propriété intellectuelle ne doivent pas entraver l'accès raisonnable aux technologies critiques et au savoir-faire en temps de crise. Le

2025. Dit is een belangrijke hervorming om kankerpatiënten niet dubbel te straffen.

Het is ook belangrijk te voorkomen dat psychische problemen leiden tot discriminatie bij het afsluiten van een verzekering. Daarom ga ik, samen met de minister van Volksgezondheid, aan het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg vragen een studie op te zetten om het recht om vergeten te worden van toepassing te maken op chronische geestesziekten.

Daarnaast wordt, in samenwerking met de minister van Gezondheid en de staatssecretaris voor Consumentenbescherming, het referentierooster voor kankeraandoeningen aangepast om rekening te houden met het voorstel gedaan door het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg met betrekking tot borstkanker.

Het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg zet zijn onderzoeksprogramma in het kader van de missie "Recht om vergeten te worden" voort. Daardoor wordt tegemoet gekomen aan verschillende verzoeken vermeld in voornoemde resolutie.

#### ***Een grotere transparantie van de verzekeringsproducten en -premies: en een vergelijkinstrument***

De FSMA ontwikkelt een instrument om verzekerings-premies en -dekkingen te vergelijken. Dit zal beschikbaar zijn in het eerste kwartaal 2023.

#### ***Een betere leesbaarheid van de reglementering en een vereenvoudiging van de procedures***

Tijdens de werkzaamheden in het kader van het wetboek verzekeringen of in latere adviezen, was de Commissie voor Verzekeringen het unaniem eens over een aantal wijzigingen; deze zullen worden opgenomen in een wetsontwerp diverse bepalingen.

Bovendien schenk ik bijzondere aandacht aan de werkzaamheden van de Kamer over de vereenvoudiging van de opzegging van verzekeringsovereenkomsten. Het is belangrijk om de mobiliteit van consumenten te verbeteren op het gebied van verzekeringen.

#### **Intellectuele Eigendom**

##### **a) Een correcte toepassing van de intellectuele eigendomsrechten**

De COVID-19-pandemie heeft ons geleerd dat octrooien en andere intellectuele eigendomsrechten de redelijke toegang tot kritieke technologieën en know-how\_in tijden van crisis niet in de weg mogen staan.

Parlement fédéral a également approuvé une résolution sur cette question en 2021.

L'accès à ces technologies peut être obtenu notamment par des accords de licences volontaires, mais il peut être nécessaire de disposer d'un filet de sécurité efficace si ces moyens ne sont pas suffisants. A cette fin, il existe en Belgique et dans d'autres pays des **licences obligatoires** pour les brevets.

La Commission européenne effectue une évaluation des systèmes de licences obligatoires dans l'Union européenne, qui sont principalement réglés par les États membres et donc fragmentés. Je suivrai ce dossier de près avec mon administration et déterminerai les mesures éventuelles à prendre au niveau européen ou national. Dans le cadre du suivi de cette étude je ne manquerai pas de faire valoir que l'exercice doit s'étendre à l'accès aux savoir-faire et aux données d'essais cliniques. D'autre part, toujours en matière de licences obligatoires de brevets, nous évaluerons comment donner suite à la l'étude KCE du 14 juin 2022 sur les licences obligatoires pour les médicaments onéreux.

J'ai également l'intention de réformer la procédure de saisie contrefaçon. Cette procédure permet d'obtenir la preuve de la contrefaçon. C'est une procédure rapide et efficace mais, en raison de son caractère unilatéral, elle peut donner lieu à des abus. Une correction est donc nécessaire.

### **b) Assurer l'effectivité des droits**

Suite à la transposition de la directive DSM 2019/790 par la **loi du 19 juin 2022**, je prendrai les mesures d'exécution requises, comme la désignation de la ou des sociétés de gestion représentatives qui concluent des accords de licence avec les institutions du patrimoine culturel pour l'utilisation d'œuvres et prestations disponibles dans le commerce. Dans d'autres domaines également, lorsque des mesures d'application facultatives sont prévues, qu'il s'agisse de la perception de rémunérations ou des conditions que les notifications doivent remplir, je prendrai, après consultation des milieux concernés, les mesures d'exécution nécessaires pour assurer un cadre réglementaire équitable, équilibré et efficace.

Encore en ce qui concerne le droit d'auteur, de nouveaux appareils ont été assujettis à la rémunération pour **copie privée** et les tarifs ont été adaptés. Je continuerai à suivre les évolutions du comportement des consommateurs et des nouvelles technologies afin d'apprécier, en concertation avec la Commission Copie privée, si de nouvelles adaptations sont nécessaires.

Het federaal parlement heeft in 2021 ook een resolutie goedgekeurd over deze problematiek.

De toegang tot die technologieën kan in het bijzonder worden bereikt via vrijwillige licentie-overeenkomsten, maar het kan nodig zijn om over een doeltreffend vangnet te beschikken als deze middelen niet volstaan. Daarvoor bestaan er in België en andere landen voor octrooien **dwanglicenties**.

De Europese Commissie voert een evaluatie van de systemen van dwanglicenties in de Europese Unie, die voornamelijk per lidstaat geregeld zijn en dus versnipperd. Ik zal dit dossier samen met mijn administratie van nabij opvolgen en nagaan welke eventuele maatregelen zich opdringen, op Europees of nationaal niveau. In het kader van de follow-up van deze studie zal ik zeker bepleiten dat de oefening zich moet uitstrekken tot de toegang tot know-how en klinische proefgegevens. Anderzijds zullen wij, nog steeds op vlak van dwanglicenties voor octrooien, nagaan hoe gevolg kan worden gegeven aan de KCE-studie van 14 juni 2022 over dwanglicenties voor dure geneesmiddelen.

Ik ben ook van plan de procedure voor inbeslagname van namaak te herzien. Deze procedure laat toe een bewijs van namaak te verkrijgen en verdere schade te voorkomen in afwachting van een uitspraak ten gronde. Het is een snelle en efficiënte procedure, die echter misbruikt wordt omwille van haar eenzijdig karakter. Een aanpassing is dus noodzakelijk.

### **b) De effectiviteit van de rechten verzekeren**

Ten gevolge van de omzetting van de DSM-richtlijn 2019/790 **via de wet van 19 juni 2022** zal ik de nodige uitvoeringsmaatregelen nemen, zoals de aanduiding van de representatieve beheersvennootschap(pen) die met de culturele erfgoedinstellingen licentieovereenkomsten sluiten voor het gebruik van niet of niet meer in de handel zijnde werken en prestaties. Ook voor andere onderwerpen, waar facultatieve uitvoeringsmaatregelen voorzien zijn, of het nu gaat om de inning van vergoedingen of om de voorwaarden waaraan notificaties moeten voldoen, zal ik na raadpleging van de betrokken milieus de uitvoeringsmaatregelen nemen die nodig zijn om een billijk, evenwichtig en effectief reglementair kader te verzekeren.

Nog inzake auteursrecht werden begin dit jaar nieuwe apparaten onderworpen aan de vergoeding voor **privé kopie** en werden de tarieven aangepast. Ik zal de evolutie van het gedrag van de consumenten en de nieuwe technologieën verder opvolgen, teneinde te kunnen beoordelen, samen met de Commissie Privé kopie, of nieuwe aanpassingen noodzakelijk zijn.

La loi du 19 juin 2022 comporte des avancées importantes notamment en ce qui concerne la rémunération des utilisations d'articles de presse sur les réseaux sociaux et le streaming. Je serai attentif à la manière dont ces avancées se traduisent concrètement par des accords entre, d'une part les réseaux sociaux et les entreprises de streaming et d'autre part, les éditeurs de presse, les journalistes, les auteurs et les interprètes. Je serai aussi attentif à ce que les mesures d'exécution de la loi du 19 juin 2022 soient prises rapidement après les consultations nécessaires à cet effet.

Enfin, je poursuivrai les échanges de vues au niveau européen, en vue de la Présidence belge à venir afin de dégager des solutions pour assurer l'**effectivité** du droit d'auteur et des droits voisins, en particulier en ce qui concerne la rémunération des utilisations d'articles de presse sur les réseaux sociaux et le streaming.

En ce qui concerne la propriété industrielle, une étape importante a enfin été franchie dans la réforme du système européen des brevets plus tôt cette année, qui consiste en un **brevet unitaire** et la centralisation des litiges au sein de la **Juridiction unifiée du brevet**. Depuis le 19 janvier 2022, l'Accord sur la Juridiction unifiée du brevet est appliqué à titre provisoire, ce qui permet aux États membres participants de procéder aux derniers préparatifs en vue du démarrage du système unitaire de brevet dans le courant de 2023.

La création du brevet unitaire est un outil essentiel pour stimuler le marché de l'innovation et donner à nos entreprises, notamment les PME, à nos centres de recherche et à nos universités de meilleures chances de valoriser leurs innovations. La centralisation des litiges garantira un système judiciaire plus efficace et unifié de haute qualité dans les États membres participants.

En ce sens, le brevet unitaire contribue à la politique de relance économique et à la nouvelle politique industrielle de l'Union européenne.

La Belgique soutient la réalisation du brevet unitaire depuis de très nombreuses années et effectue les derniers préparatifs nécessaires pour un démarrage en douceur du nouveau système. C'est dans ce contexte, entre autres, qu'est mise en place la division locale à Bruxelles du Tribunal de Première Instance de la Juridiction unifiée du brevet.

Dans la même ligne de modernisation du droit de la propriété intellectuelle, j'ai l'intention de prendre les mesures d'exécution nécessaires de la loi portant insertion dans le livre XI du Code de droit économique

De la loi du 19 juin 2022 comporte des avancées importantes notamment en ce qui concerne la rémunération des utilisations d'articles de presse sur les réseaux sociaux et le streaming. Je serai attentif à la manière dont ces avancées se traduisent concrètement par des accords entre, d'une part les réseaux sociaux et les entreprises de streaming et d'autre part, les éditeurs de presse, les journalistes, les auteurs et les interprètes. Je serai aussi attentif à ce que les mesures d'exécution de la loi du 19 juin 2022 soient prises rapidement après les consultations nécessaires à cet effet.

Tot slot zal ik de gedachtewisseling op Europees niveau verder zetten met het oog op het komende Belgische voorzitterschap, teneinde oplossingen aan te bieden om de **effectiviteit** van het auteursrecht en de naburige rechten te garanderen, in het bijzonder wat betreft de vergoeding voor het gebruik van persartikelen op sociale media en de streaming.

Wat de industriële eigendom betreft, werd eerder dit jaar een belangrijke mijlpaal bereikt in de hervorming van het Europees octrooisysteem, dat bestaat uit het **eenheidsoctrooi** en uit de centralisatie van de geschillenbeslechting bij het **Eengemaakt Octrooigerecht**. Sinds 19 januari 2022 wordt de Overeenkomst betreffende het Eengemaakt Octrooigerecht voorlopig toegepast, wat de deelnemende lidstaten in staat stelt de laatste voorbereidingen te treffen voor de start van het eenheidsoctrooisysteem in de loop van 2023.

De invoering van het eenheidsoctrooi vormt een essentieel instrument om de innovatiemarkt te stimuleren en om onze ondernemingen, in het bijzonder de kmo's, onze onderzoekscentra en universiteiten betere mogelijkheden te bieden om hun innovaties te verzilveren. De centralisatie van de geschillenbeslechting zal voor een efficiëntere en eengemaakte rechtspraak van hoge kwaliteit zorgen in de deelnemende lidstaten.

Het unitair octrooi draagt in die zin bij aan het economisch relancebeleid en het nieuwe industriebeleid van de Europese Unie.

België steunt de realisatie van het eenheidsoctrooi sinds zeer vele jaren en treft de laatste nodige voorbereidingen voor een vlotte start van het nieuwe systeem. In dit kader wordt onder meer de lokale afdeling te Brussel van het Gerecht van Eerste Aanleg van het Eengemaakt Octrooigerecht ingericht.

In dezelfde lijn van een modernisering van het intellectuele eigendomsrecht, is het mijn bedoeling om de nodige uitvoeringsmaatregelen te nemen van de wet houdende de invoeging in boek XI van het Wetboek

et dans le Code judiciaire de diverses dispositions en matière de propriété, adoptée en septembre. L'une des mesures, par exemple, permet la délivrance électronique - et donc plus rapide et plus conviviale - des documents de priorité des brevets.

### c) Soutien du secteur créatif

Comme vous le savez, en raison de la pandémie de COVID, les dernières années ont été particulièrement difficiles pour de nombreux secteurs. C'est aussi le cas pour le monde de la création. Nous avons approuvé ensemble deux lois visant à soutenir le secteur créatif, afin d'atténuer quelque peu l'impact financier de la pandémie pour eux. Je suivrai de près la mise en œuvre de ces lois et veillerai à une répartition correcte de ces mesures de soutien.

J'ai également déjà indiqué que, lors de l'adoption des mesures d'exécution de la loi transposant la directive 2019/790 (directive DSM), je veillerai tout particulièrement à ce que les mesures d'exécution garantissent un cadre réglementaire équitable, équilibré et efficace.

**En matière de droit d'auteur**, il me semble essentiel que les sociétés de gestion qui perçoivent des droits pour des titulaires de droits hors UE et les leur reversent puissent également à leur tour recevoir des sociétés de gestion hors UE les droits dus à nos titulaires de droits nationaux. Cependant, l'application de ce principe de réciprocité est devenue incertaine après un arrêt de la Cour de justice de l'UE en 2020. Je vais donc continuer à défendre l'application de ce principe et soutenir les ajustements législatifs nécessaires au niveau de l'UE à cette fin.

## Économie numérique

### Mise en œuvre de la stratégie du SPF Économie en matière de transition numérique inclusive

Dans le cadre du Plan belge de redémarrage et de transition 2022-2024, le SPF Économie:

- met en œuvre la stratégie "Women in digital" spécifiquement axée sur une transition numérique inclusive impliquant les femmes, adoptée par le gouvernement fédéral en mars 2021. Le comité de concertation l'a approuvé en juin 2021;

- développe, dans le cadre de ses compétences, une stratégie et un plan d'actions destinés à réduire la fracture numérique et stimuler l'inclusion numérique non genrée. Avec la ministre des Télécommunications ainsi

van economisch recht en in het Gerechtelijk Wetboek van diverse bepalingen betreffende intellectuele eigen-dom die in september werd goedgekeurd. Een van de maatregelen laat bijvoorbeeld een elektronische – en dus snellere en gebruiksvriendelijker – aflevering van voorrangsdocumenten inzake octrooien toe.

### c) Ondersteuning creatieve sector

Zoals u weet waren de afgelopen jaren omwille van de COVID-19-pandemie bijzonder zwaar voor vele sectoren. Ook voor de creatieve wereld. We hebben samen twee wetten goedgekeurd ter ondersteuning van die creatieve sector, om de financiële impact van de pandemie voor hen ietwat te verlichten. Ik zal de uitvoering van die wetten nauw opvolgen, en toeziend op een correcte verdeling van die steunmaatregelen.

Ook gaf ik hiervoor reeds aan dat ik bij het nemen van de uitvoeringsmaatregelen van de wet tot omzetting van richtlijn 2019/790 (DSM Richtlijn) er bijzondere aandacht zal voor hebben dat de uitvoeringsmaatregelen een billijk, evenwichtig en effectief reglementair kader verzekeren.

Inzake **auteursrecht** lijkt het mij essentieel dat beheersvennootschappen die rechten innen voor rechthebbenden van buiten de EU en hen deze betalen, op hun beurt eveneens rechten kunnen krijgen van beheersvennootschappen van buiten de EU voor onze nationale rechthebbenden. De toepassing van dit reciprociteitsprincipe is echter onzeker geworden na een arrest van het Hof van Justitie van de EU in 2020. Ik zal dan ook ijveren voor de toepassing van dit principe, en de nodige wetgevende aanpassingen op EU vlak hiertoe ondersteunen.

## Digitale Economie

### Uitvoering van de strategie van de FOD Economie inzake inclusieve digitale transitie

Binnen het kader van het Belgisch Herstart- en Transitieplan 2022-2024:

- implementeert de FOD Economie de strategie "Women in digital" specifiek gericht op een inclusieve digitale transitie voor vrouwen, aangenomen door de federale regering in maart 2021. Het overlegcomité heeft deze in juni 2021 goedgekeurd;

- ontwikkelt de FOD economie, binnen zijn bevoegdhedsdomeinen, een strategie en een actieplan om de digitale kloof te verkleinen en niet-genderspecifieke digitale inclusie te bevorderen. Samen met de minister

que le secrétaire d'État à la Digitalisation, je suis la mise en œuvre de cette stratégie et de ce plan.

La mise en œuvre de ces stratégies se concrétisera par des actions qui seront proposées, dans le cadre des compétences et des missions du SPF Économie, pour compléter celles réalisées et / ou envisagées par différents niveaux de pouvoir et différents acteurs publics et privés en Belgique.

Ces actions tiendront également compte de l'impact environnemental de la numérisation ainsi que des préoccupations liées aux droits fondamentaux, particulièrement sous l'angle des enjeux économiques et de protection des consommateurs afin de veiller à ce que toute initiative de digitalisation soit réalisée de manière proportionnée et tienne compte des intérêts de toutes les parties impliquées.

#### **Plan d'action fédéral e-commerce pour les PME**

Le SPF Économie a réalisé une étude spécialisée en matière de transformation digitale des entreprises belges afin de les aider à se développer et à se lancer dans l'e-commerce. A la suite de cette analyse, un plan d'action e-commerce est en cours d'élaboration pour les PME, ainsi qu'un outil pédagogique à l'attention des entreprises qui souhaitent se lancer dans l'e-commerce. Je travaille, avec mon collègue le ministre des PME et des indépendants, à ce que cet outil permette d'établir des conseils faciles d'accès à destination des PME, des TPE mais aussi des petits commerçants indépendants qui souhaiteraient se digitaliser et mieux se positionner sur le marché de l'e-commerce.

#### **Digital Economy and Society Index (DESI)**

Le *Digital Economy and Society Index (DESI)* est un indice composite élaboré par la Commission européenne qui mesure et compare les performances des États membres dans les principaux domaines de l'économie et de la société numériques. L'analyse porte sur 4 axes thématiques: le capital humain, la connectivité, l'intégration des technologies numériques et les services publics numériques. Cet indice existe depuis 2014 et fait figure de référence au niveau européen.

La Belgique occupe une modeste 16<sup>e</sup> place au classement DESI pour l'année 2022 soit un recul de 4 places par rapport à 2021 (avec une méthodologie différente). Cela signifie que nous ne parvenons pas à résorber notre retard par rapport aux pays les plus performants et que nous perdons du terrain par rapport aux pays voisins. Notre pays dispose de nombreux points forts

van Telecommunicatie en de staatssecretaris voor Digitalisering volg ik de uitvoering van deze strategie en dit plan op.

De uitvoering van deze strategieën zal vorm krijgen door middel van acties die, binnen het kader van de bevoegdheden en missies van de FOD Economie, zullen worden voorgesteld als aanvulling op de reeds ondernomen en/of geplande acties van de verschillende bevoegdheidsniveaus en actoren in de private en publieke sector in België.

Deze acties zullen eveneens rekening houden met de milieueffecten van de digitalisering, alsook met overwegingen inzake de grondrechten, met name vanuit het oogpunt van economische en consumentenschermingsvraagstukken, om ervoor te zorgen dat elk digitaliseringsinitiatief op evenredige wijze wordt uitgevoerd en rekening houdt met de belangen van alle betrokken partijen

#### **Federaal actieplan e-business voor de kmo's**

De FOD Economie heeft een gespecialiseerde studie uitgevoerd over de digitale transformatie van Belgische bedrijven om hen te helpen zich te ontwikkelen en te lanceren in e-commerce. Naar aanleiding van deze analyse wordt momenteel een actieplan voor e-commerce voor kmo's opgesteld, evenals een pedagogisch instrument voor bedrijven die aan e-commerce willen beginnen. Samen met mijn collega, de minister voor Kmo's en zelfstandigen, zorg ik ervoor dat dit instrument het mogelijk maakt gemakkelijk toegankelijke tips te verstrekken aan kmo's en zko's, maar ook aan kleine zelfstandige handelaars die hun processen willen digitaliseren en zich beter willen positioneren op de e-commercemarkt.

#### **Digital Economy and Society Index (DESI)**

De *Digital Economy and Society Index (DESI)* is een door de Europese Commissie ontwikkelde samengestelde index die de prestaties van de lidstaten op belangrijke gebieden van de digitale economie en maatschappij meet en vergelijkt. De analyse spitst zich toe op 4 thematische assen: menselijk kapitaal, connectiviteit, integratie van digitale technologieën en digitale overheidsdiensten. Deze index bestaat sinds 2014 en is een benchmark op Europees niveau.

België neemt een bescheiden 16<sup>e</sup> plaats in op de DESI-ranking voor het jaar 2022, wat een daling is met 4 plaatsen ten opzichte van 2021 (met een andere methode). Dit betekent dat we niet in staat zijn de best presterende landen in te halen en dat we terrein verliezen aan onze buurlanden. Ons land heeft veel troeven op het gebied van dekking van vaste breedbandnetwerken,

notamment en termes de couverture des réseaux large bande fixes, d'intégration des technologies numériques au sein des entreprises et de formations ICT dispensées au sein des entreprises mais il est également confronté à des défis importants tels que le déficit chronique de diplômés dans les filières ICT et le retard pris dans le déploiement des réseaux 5G et de la fibre optique.

Dans ce contexte, et en collaboration avec mes collègues des Télécommunications et de la Digitalisation, nous avons entamé un travail d'analyse approfondie des performances de la Belgique sur l'indice DESI.

### ***Data Economie***

Les données constituent le carburant indispensable au développement de l'économie numérique et elles jouent un rôle moteur pour l'innovation dans de nombreux secteurs de celle-ci. En outre, l'impact des données sur le reste de l'économie est appelé à connaître une croissance très importante au fur à mesure de la digitalisation de l'économie.

Afin de favoriser la relance économique et la souveraineté des données, il convient de soutenir les entreprises dans leur processus d'exploitation des données et de favoriser leur libre circulation au sein du marché intérieur. De même, la sécurisation des clouds et datacenters joue un rôle essentiel afin de créer le climat de confiance nécessaire.

Dans ce contexte et en adéquation avec la stratégie de l'UE en la matière, nous étudierons avec mes collègues des Télécommunications et de la Digitalisation, l'opportunité de développer une stratégie belge pour la data economy axée sur la gouvernance, l'accès, le partage et la valorisation des données.

### ***Cadre juridique de l'économie numérique***

Il convient de prévoir un cadre juridique adapté aux évolutions technologiques, aux nouvelles pratiques ainsi qu'aux nouveaux acteurs dans le contexte de l'économie numérique, notamment dans le cadre des nombreuses initiatives lancées au niveau de l'Union européenne.

### ***Digital Services Act***

Le Règlement relatif à un marché intérieur des services numériques – “Digital Services Act” (DSA) – a été adopté en octobre 2022 par le collégiateur européen et entrera en application le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Ce texte ambitieux, qui modernise et complète la directive 2000/31 en matière de commerce électronique, vise à renforcer les obligations à charge des intermédiaires de l'internet

integratie van digitale technologieën binnen bedrijven en ICT-opleidingen binnen bedrijven, maar het staat ook voor belangrijke uitdagingen, zoals het chronische tekort aan afgestudeerden op ICT-gebied en de achterstand bij de uitrol van 5G-netwerken en glasvezel.

In deze context, en in samenwerking met mijn collega's van Telecommunicatie en Digitalisering, zijn wij begonnen met een grondige analyse van de prestaties van België op de DESI-index.

### ***Data Economie***

Gegevens zijn de brandstof voor de ontwikkeling van de digitale economie en de motor voor innovatie in veel sectoren van de economie. Bovendien zal de impact van gegevens op de rest van de economie aanzienlijk toenemen naarmate de economie digitaal wordt.

Om het economisch herstel en de gegevenssovereiniteit te bevorderen, moeten ondernemingen worden gesteund bij de exploitatie van hun gegevens en moet het vrije verkeer ervan op de interne markt worden bevorderd. Ook de beveiliging van clouds en datacenters speelt een sleutelrol bij het creëren van het nodige vertrouwensklimaat.

In deze context en in overeenstemming met de EU-strategie op dit gebied zullen wij samen met mijn collega's van Telecommunicatie en Digitalisering de mogelijkheid bestuderen om een Belgische strategie voor de data-economie te ontwikkelen die gericht is op het beheer, de toegang, het delen en de valorisatie van gegevens.

### ***Juridisch kader voor de digitale economie***

Er moet worden gezorgd voor een juridisch kader dat is aangepast aan de technologische ontwikkelingen, de nieuwe praktijken en de nieuwe actoren in de context van de digitale economie, met name in het kader van de talrijke initiatieven die op niveau van de Europese Unie gelanceerd worden.

### ***Digital Services Act***

De verordening betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten – “Digital Services Act” (DSA) – werd in oktober 2022 door de Europese medewetgever aangenomen en zal op 1 januari 2024 in werking treden. Deze ambitieuze tekst, die Richtlijn 2000/31 inzake elektronische handel moderniseert en aanvult, heeft als doel de verplichtingen van tussenpersonen op internet

en vue de mieux lutter contre les illégalités sur Internet tout en veillant au respect des droits fondamentaux de l'ensemble des acteurs.

Ce dossier est prioritaire tant pour l'Union européenne que pour le gouvernement belge. Dans ce contexte, avec mon administration, en étroite collaboration avec mes collègues de la Digitalisation, des Télécommunications, de la Justice et de l'Intérieur, je vais prendre toutes les initiatives nécessaires en vue d'assurer la mise en œuvre de ce texte en droit belge pour le 1<sup>er</sup> janvier 2024 au plus tard.

### ***Intelligence artificielle (AI Act)***

L'IA constitue une des principales priorités de l'agenda numérique de l'UE. À cet égard, la Commission européenne a présenté en avril 2021 une proposition de Règlement (COM/2021/206 final) fixant un cadre juridique destiné à garantir que les systèmes d'IA utilisés dans l'UE soient sûrs, transparents et éthiques. L'approche adoptée par la Commission vise à trouver un équilibre entre l'adoption d'exigences minimales pour encadrer les risques et problèmes liés à l'IA et la nécessité de favoriser l'innovation et les investissements dans cette technologie. La proposition de Règlement est actuellement discutée au sein du Conseil de l'UE. Mon administration est en charge de la coordination de la position belge sur ce dossier. Une très large consultation des principales administrations concernées ainsi que des principaux stakeholders a déjà été organisée. Celle-ci a donné lieu à la rédaction d'un non-paper de la Belgique qui sert de document cadre de référence pour déterminer la position de la Belgique dans les négociations de la proposition de Règlement. Dans ce contexte, il conviendra de continuer à suivre les négociations avec les différentes administrations concernées en participant étroitement à celles-ci en vue de défendre les intérêts de la Belgique dans cet important dossier.

### ***Data Governance Act***

Le règlement portant sur la gouvernance européenne des données - "Data Governance Act" (DGA) a été adopté le 30 mai 2022 par le co-législateur européen et entrera en application le 24 septembre 2023. Ce texte vise à établir un cadre juridique horizontal qui encourage le partage volontaire et la réutilisation des données. Il comprend principalement 3 axes distincts:

- réutilisation de données protégées détenues par des organismes du secteur public;

aan te scherpen om onwettigheden op internet beter te bestrijden en er tegelijkertijd voor te zorgen dat de grondrechten van alle spelers worden geëerbiedigd.

Dit dossier is een prioriteit voor zowel de Europese Unie als de Belgische regering. In dit verband zal ik samen met mijn administratie en in nauwe samenwerking met mijn collega's van Digitalisering, Telecommunicatie, Justitie en Binnenlandse Zaken, alle nodige initiatieven nemen om ervoor te zorgen dat deze tekst uiterlijk op 1 januari 2024 in Belgisch recht wordt omgezet.

### ***Artificiële intelligentie (AI Act)***

AI is een topprioriteit op de digitale agenda van de EU. In dit verband presenteerde de Europese Commissie in april 2021 een voorstel voor een verordening (COM / 2021/206 definitief) waarin een wettelijk kader wordt vastgelegd om ervoor te zorgen dat AI-systemen die in de EU worden gebruikt, veilig, transparant en ethisch zijn. De door de Commissie gekozen aanpak is gericht op het vinden van een evenwicht tussen de vaststelling van minimumvereisten om de risico's en problemen in verband met AI aan te pakken en de noodzaak om innovatie en investeringen in deze technologie aan te moedigen. De voorgestelde verordening wordt momenteel besproken in de EU-Raad. Mijn administratie is verantwoordelijk voor de coördinatie van het Belgische standpunt over dit dossier. Er is al een zeer brede raadpleging van de belangrijkste betrokken administraties en de belangrijkste belanghebbenden georganiseerd. Dit gaf aanleiding tot het opstellen van een Belgisch non-paper dat dient als referentiekaderdocument om de positie van België in de onderhandelingen over de voorgestelde verordening te bepalen. In deze context zal het nodig zijn om de onderhandelingen met de verschillende betrokken administraties te blijven volgen door er nauw aan deel te nemen met het oog op de verdediging van de belangen van België in dit belangrijke dossier.

### ***Data Governance Act***

De verordening betreffende de Europese datagovernance – "Data Governance Act" (DGA) – werd op 30 mei 2022 door de Europese medewetgever aangenomen en zal op 24 september 2023 in werking treden. Deze tekst heeft als doel een horizontaal rechtskader tot stand te brengen dat het vrijwillig delen en hergebruiken van gegevens aanmoedigt. Het bestaat hoofdzakelijk uit 3 verschillende assen:

- hergebruik van beschermde gegevens die in het bezit zijn van openbare lichamen;

— notification et surveillance de services d'intermédiation de données;

— enregistrement volontaire d'organisation altruiste de données.

Toutes les initiatives nécessaires seront prises en étroite collaboration avec mes collègues des télécoms et de la Digitalisation et les administrations concernées en vue d'assurer la mise en œuvre de ce texte en droit belge pour le 24 septembre 2023 au plus tard.

### **Révision du règlement eIDAS et promotion des services de confiance**

La Commission européenne a déposé le 3 juin 2021 une proposition de règlement visant à réviser le règlement eIDAS de 2014 ainsi qu'à établir un cadre pour une Identité numérique européenne (portefeuille européen d'identité numérique).

Ce texte vise notamment à mettre en place une eID européenne susceptible de concurrencer les identifications de faibles qualités proposées par les prestataires outre atlantique (identification Facebook, Google ou autres) ainsi que réviser et compléter les services de confiance harmonisés au niveau européen (particulièrement par l'archivage électronique, pour lequel la Belgique dispose déjà d'un cadre juridique complet).

Dans ce contexte, il convient de suivre les travaux européens de révision du règlement eIDAS 910/2014 avec les administrations concernées (particulièrement le SPF Économie et la Direction générale Transformation Digitale du SPF BOSA), en participant étroitement à ceux-ci en vue de défendre les intérêts de la Belgique dans cet important dossier.

Par ailleurs, la crise COVID-19 a également poussé de nombreux acteurs publics et privés à accélérer leur processus de digitalisation, en recourant notamment à des services de confiance qualifiés afin d'assurer un maximum de sécurité juridique. Dans l'intérêt de l'ensemble des acteurs publics et privés ainsi que des citoyens, il convient de continuer à promouvoir la mise à disposition ainsi que l'utilisation la plus large possible des services de confiance qualifiés.

Dans ce contexte, en coopération avec mes collègues de la Digitalisation et des Télécommunications, je vais notamment prendre au niveau fédéral les décisions adéquates en vue d'inviter chaque administration à assurer l'utilisation et la mise à disposition de services

— kennisgeving van en toezicht op databemiddelingsdiensten;

— vrijwillige registratie van organisaties voor dataaltruïsme.

In nauwe samenwerking met mijn collega's van de telecommunicatie- en digitaliseringssector en de betrokken administraties zullen alle nodige initiatieven worden genomen om ervoor te zorgen dat deze tekst uiterlijk op 24 september 2023 in Belgisch recht is omgezet.

### **Herziening van de eIDAS-verordening en bevordering van vertrouwendsdiensten**

Op 3 juni 2021 heeft de Europese Commissie een voorstel ingediend voor een verordening tot herziening van de eIDAS-verordening van 2014 en tot vaststelling van een kader voor een Europese digitale identiteit (Europese Digitale Identiteitsportefeuille).

Met deze tekst wordt met name beoogd een Europese eID tot stand te brengen die kan concurreren met identificaties van lage kwaliteit die door aanbieders aan de overzijde van de Atlantische Oceaan worden voorgesteld (Facebook, Google of andere identificaties), alsmede de op Europees niveau geharmoniseerde vertrouwendsdiensten te herzien en aan te vullen (met name elektronische archivering, waarvoor België reeds over een volledig rechtskader beschikt).

In deze context is het raadzaam om de Europese werkzaamheden met betrekking tot de herziening van de eIDAS-Verordening 910/2014 samen met de betrokken administraties (met name de FOD Economie en het Directoraat-generaal Digitale Transformatie van de FOD BOSA) te volgen, door nauw aan deze werkzaamheden deel te nemen met het oog op de verdediging van de Belgische belangen in dit belangrijke dossier.

Daarnaast heeft de COVID-19-crisis veel publieke en private spelers ertoe aangezet hun digitaliseringsproces te versnellen, met name door gebruik te maken van gekwalificeerde vertrouwendsdiensten om maximale rechtszekerheid te garanderen. In het belang van alle publieke en private actoren, alsmede van de burgers, moet de beschikbaarheid en een zo ruim mogelijk gebruik van gekwalificeerde vertrouwendsdiensten verder worden bevorderd.

In dit verband zal ik, in samenwerking met mijn collega's voor Digitalisering en Telecommunicatie, met name op federaal niveau passende beslissingen nemen om elke administratie te verzoeken, te zorgen voor het gebruik en het aanbieden van gekwalificeerde vertrouwendsdiensten,

de confiance qualifiés, et inviter les entités fédérées à suivre le même mouvement.

Convaincu de la nécessité de développer à l'avenir le caractère complémentaire (partenariat win-win) entre les activités des eBox(es) et celles des prestataires d'envoi recommandé électronique qualifié (au sens eIDAS) tout en veillant à prendre en compte les préoccupations relatives à l'inclusion numérique, il convient de finaliser les adaptations législatives nécessaires à cet effet. Ces adaptations veilleront à concilier, d'une part, les objectifs de modernisation, de simplification et de digitalisation des procédures administratives via l'eBox et, d'autre part, l'objectif de promotion de l'offre et de l'utilisation des services d'envoi recommandé électronique qualifié sur un marché garantissant des conditions de concurrence loyale.

#### **Data Act**

Le 23 février 2022, la Commission européenne a publié la proposition de règlement fixant des règles harmonisées pour l'équité de l'accès aux données et de l'utilisation des données (Data Act).

L'objectif de ce texte est de promouvoir la disponibilité et, dès lors, de stimuler la compétitivité du marché européen des données.

Il convient de suivre les travaux européens relatifs à cette initiative avec les administrations concernées, en participant étroitement à ceux-ci en vue de défendre les intérêts de la Belgique.

#### **2030 Digital Policy Programme**

Le 15 septembre 2021, la Commission a publié le programme de politique numérique attendu pour 2030, intitulé: "Path to the Digital Decade". Ce programme devrait traduire les ambitions numériques annoncées pour 2030 en un mécanisme de gouvernance concret permettant de les réaliser. Ce document législatif prend la forme d'une décision du Parlement européen et du Conseil.

Les objectifs numériques 2030 sont concrètement divisés en quatre axes:

1. "Des citoyens numériquement compétents et des professionnels numériques hautement qualifiés";
2. "Infrastructures numériques sécurisées, performantes et durables";

en de gefedereerde entiteiten verzoeken dit voorbeeld te volgen.

Overtuigd van de noodzaak om in de toekomst het complementaire karakter (win-winpartnerschap) tussen de activiteiten van de eBox(en) en die van de gekwalificeerde aanbieders van elektronische aangetekende zendingen (in de zin van eIDAS) te ontwikkelen, rekening houdend met de bekommernissen in verband met digitale inclusie, is het raadzaam de nodige aanpassingen van de wetgeving in die zin af te ronden. Deze aanpassingen zullen ervoor zorgen dat enerzijds de doelstellingen van modernisering, vereenvoudiging en digitalisering van de administratieve procedures via de eBox en anderzijds de doelstelling om het aanbod en het gebruik van gekwalificeerde elektronische aangetekende zendingen te bevorderen op een markt die eerlijke concurrentie garandeert, met elkaar in overeenstemming worden gebracht.

#### **Data Act**

Op 23 februari 2022 heeft de Europese Commissie het voorstel voor een verordening betreffende geharmoniseerde regels inzake eerlijke toegang tot en eerlijk gebruik van data (Data Act) gepubliceerd.

Het doel van deze tekst is de beschikbaarheid te bevorderen en zo het concurrentievermogen van de Europese gegevensmarkt te versterken.

De Europese werkzaamheden in verband met dit initiatief moeten samen met de betrokken administraties worden gevolgd en de belangen van België moeten daarbij nauw worden betrokken.

#### **2030 Digital Policy Programme**

Op 15 september 2021 publiceerde de Commissie het verwachte digitaal beleidsprogramma voor 2030, getiteld: "Path to the Digital Decade". Dit programma moet de aangekondigde ambities voor 2030 op digitaal vlak omzetten in een concreet governance mechanisme die deze moet helpen bereiken. Dit wetgevend document neemt de vorm aan van een Besluit van het Europees Parlement en de Raad.

De 2030 digitale doelstellingen worden concreet verdeeld over vier assen:

1. "Digitally skilled citizens and highly skilled digital professionals";
2. "Secure, performant and sustainable digital infrastructures";

- 3. "La transformation numérique des entreprises";
- 4. "La numérisation des services publics".

La Commission prévoit une coopération avec les États membres pour atteindre ces objectifs dans l'UE en mettant en place un mécanisme de suivi (notamment via l'indice DESI).

Chaque année, la Commission établira également un rapport sur "*l'état de la décennie numérique*", qui décrira en détail les progrès accomplis par l'Union par rapport aux objectifs fixés.

Les États membres sont invités à établir une feuille de route stratégique nationale pour atteindre les objectifs de 2030.

### ***Concession journaux et périodiques***

La prochaine concession pour la distribution de journaux et de périodiques sera telle qu'elle permet de réaliser une économie de 50 millions d'euros à partir de 2024.

### ***Analyses Économiques***

#### *Suivi de l'économie européenne et mondiale*

Les économies mondiale, européenne et belge sont en eaux troubles. Après la pandémie de COVID, la guerre en Ukraine place nos citoyens et nos entreprises devant des défis supplémentaires et une situation économique exceptionnelle.

#### *Impact sur la compétitivité*

Je demanderai à mon administration de continuer à suivre de près la compétitivité et la situation économique, en prêtant attention aux différents secteurs et écosystèmes. La performance économique et les déterminants de cette performance seront pris en compte dans ce processus.

Un système de suivi sectoriel permettra également d'apporter un soutien chiffré aux mesures de redressement, de relance et de transition.

#### *Autonomie stratégique*

La pandémie de COVID et l'invasion russe de l'Ukraine ont mis en évidence la dépendance étrangère de notre tissu économique pour un certain nombre de produits et de matériaux cruciaux. Le SPF Économie continuera à jouer son rôle dans l'étude de la dépendance économique. Les analyses visant à cartographier les dépendances stratégiques seront encore mises à jour et affinées, en

- 3. "Digital transformation of businesses";
- 4. "Digitalisation of public services".

De Commissie voorziet een samenwerking met de lidstaten om deze doelstellingen in de EU te bereiken en dit via het opzetten van een monitoringsmechanisme (o.a. via DESI-index).

Jaarlijks zal de Commissie ook een rapport met de "State of the Digital Decade" opstellen met een uitgebreide beschrijving van de geboekte vooruitgang van de Unie t.a.v. de gestelde doelstellingen.

Aan de lidstaten wordt gevraagd om een nationale strategische roadmap op te stellen om de 2030 doelstellingen te bereiken.

### ***Concessie kranten en tijdschriften***

De volgende concessie voor de bezorging van kranten en tijdschriften zal zodanig geregeld zijn dat vanaf 2024 50 miljoen euro kan worden bespaard.

### ***Economische Analyses***

#### *Opvolging Europese en mondiale economie*

De mondiale, Europese en Belgische economie bevinden zich in moeilijk vaarwater. Na de COVID-pandemie stelt de oorlog in Oekraïne onze burgers en onze ondernemingen voor bijkomende uitdagingen en een uitzonderlijke economische situatie.

#### *Impact op competitiviteit*

Ik zal aan mijn administratie vragen de competitiviteit en de conjunctuur, met aandacht voor de diverse sectoren en ecosystemen, van nabij te blijven opvolgen. Zowel de economische prestaties als de determinanten hiervan zullen daarbij aan bod komen.

Met een sectoraal monitoringsysteem zullen de herstel-, relance- en transitiemaatregelen dan ook cijfermatig kunnen worden ondersteund.

#### *Strategische autonomie*

Zowel de Covidpandemie als de Russische invasie van Oekraïne, maakten de afhankelijkheid van het buitenland van ons economisch weefsel voor een aantal cruciale producten en materialen duidelijk. De FOD Economie zal in het onderzoek naar economische afhankelijkheid zijn rol blijven spelen. De analyses om de strategische afhankelijkheden in kaart te brengen,

tenant compte des travaux et des politiques élaborés sur ce sujet au niveau de l'UE, notamment dans le domaine des matières premières critiques. La garantie d'accès à ces matières premières est en effet cruciale pour réussir la transition énergétique et numérique.

#### *Impact sur les prix*

Cependant, nos citoyens sont également touchés par les récents chocs économiques. L'inflation atteint des niveaux historiquement élevés, avec des augmentations très importantes des prix des produits énergétiques et de fortes augmentations des prix d'un certain nombre de produits alimentaires. En outre, pour d'autres biens et services, la hausse des coûts des entreprises se répercute sur les prix que ces entreprises facturent à leurs clients.

J'ai donc demandé à l'Observatoire des prix de mener une enquête approfondie sur le taux d'inflation élevé. L'observatoire continuera également à accorder une attention particulière à l'évolution des prix, à leur transmission, aux marges bénéficiaires et au fonctionnement des marchés des principales entreprises agroalimentaires, en vue de parvenir à un marché équilibré dans le secteur agroalimentaire, qui fonctionne bien en particulier pour les consommateurs et les petits producteurs.

En outre, j'ai demandé à l'Observatoire des prix, après l'étude sur les notaires, d'examiner le fonctionnement du marché d'autres secteurs réglementés, tels que les huissiers de justice.

#### *Durabilité et économie circulaire*

La transition vers une économie durable, à faible émission de carbone et efficace est plus que jamais une nécessité au vu de la crise énergétique et reste en même temps une opportunité de renforcer la résilience de notre économie et de créer des emplois durables et non délocalisables offrant de bonnes conditions de travail.

Je continuerai à veiller à la mise en œuvre du plan d'action d'économie circulaire. Ce plan vise à:

- stimuler la mise sur le marché de produits et services circulaires;
- encourager plus de circularité dans les modes de production;
- soutenir le rôle des acheteurs publics et des consommateurs dans la transition tout en protégeant ces derniers contre l'obsolescence programmée;

zullen verder geactualiseerd en verfijnd worden rekening houdend met het werk en het beleid dat hierover op het EU-niveau ontwikkeld wordt, in het bijzonder op gebied van kritieke grondstoffen. De gewaarborgde toegang tot deze grondstoffen is inderdaad cruciaal om met succes de energie- en digitale omslag te kunnen maken.

#### *Impact op prijzen*

Ook onze burgers worden echter geconfronteerd met de gevolgen van de recente economische schokken. De inflatie bevindt zich op een historisch hoog niveau, met naast heel belangrijke prijstoename voor energieproducten, ook sterke prijsstijgingen voor een aantal voedingsproducten. Daarnaast spelen voor andere goederen en diensten, de toenemende kosten voor ondernemingen door in de prijzen, die deze ondernemingen aan hun klanten vragen.

Aan het Prijzenobservatorium heb ik dus daarom gevraagd om de hoge inflatie in de diepte te onderzoeken. Het observatorium zal tevens, met het oog op een evenwichtige markwerking in de agro-voedingskolom, bijzondere aandacht blijven besteden aan de prijsontwikkeling, prijstransmissie, de winstmarges en de marktwerking van de agro-voedingssector, die met name voor consumenten en kleine producenten goed functioneert.

Bovendien zal ik het Prijzenobservatorium de opdracht geven om in navolging van de studie over de notarissen ook de marktwerking van andere gereglementeerde sectoren, zoals de gerechtsdeurwaarders, te onderzoeken.

#### *Duurzaamheid en circulaire economie*

De transitie naar een duurzame, koolstofarme en efficiënte economie is gezien de energiecrisis meer dan ooit een noodzaak en blijft tegelijk een opportuniteit om de veerkracht van onze economie te versterken en duurzame kwaliteitsbanen met goede arbeidsvoorwaarden te scheppen die niet gedelokaliseerd kunnen worden.

Ik zal blijven toezien op de uitvoering van het actieplan voor de circulaire economie. Dit plan beoogt:

- de marketing van circulaire producten en diensten stimuleren;
- meer circulariteit in productiepatronen aan te moedigen;
- de rol van overheidsafnemers en consumenten bij de transitie te ondersteunen en hen tegelijkertijd te beschermen tegen geprogrammeerde veroudering;

- soutenir le rôle des travailleurs dans la transition;
- mettre en place les incitants et outils nécessaires au développement de l'économie circulaire.

Je mettrai avec mon administration en œuvre le projet “Belgium Builds Back Circular” du “National Recovery and Resilience Plan”, qui se compose de deux initiatives:

- le financement de projets d'écodesign et de substitution de produits chimiques préoccupantes pour la santé et l'environnement, que je mènerai conjointement avec la ministre de l'Environnement;
- une campagne de sensibilisation à destination des petites et moyennes entreprises, menée par le ministre des PME.

Par ailleurs, mon administration travaillera sur la question des matières premières critiques en collaboration avec le futur centre de connaissances qui sera créé au sein de l'IFDD pour traiter cette thématique.

### **Économie Internationale**

#### *Analyse des accords commerciaux et application des instruments de défense commerciale*

Les différentes évolutions et dynamiques des relations commerciales mondiales, fortement influencées par les récentes crises que nous vivons, font qu'il est plus que jamais nécessaire pour nous, en tant que pays, de bien comprendre l'impact de la politique commerciale de l'UE sur nos intérêts nationaux. Je confierai à mon administration la tâche d'examiner en profondeur ces intérêts dans le cas de négociations commerciales européennes ou de dossiers spécifiques de défense commerciale, couvrant à la fois les aspects socio-économiques et les objectifs environnementaux. En particulier, lors de la finalisation d'un accord commercial au niveau de l'UE, une analyse de l'accord négocié nous permettra de faire une évaluation équilibrée.

Ce faisant, j'accorderai une attention accrue à l'impact du commerce sur les secteurs d'importance stratégique au niveau européen et national. Pour le commerce de l'acier en particulier, mon administration continuera à participer activement aux travaux du Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques.

### *Filtrage des investissements étrangers*

Mon administration prendra les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre du règlement de l'UE

- de rol van de werknemers in de transitie ondersteunen;
- de nodige stimulansen en instrumenten voor de ontwikkeling van de circulaire economie tot stand brengen.

Samen met mijn administratie zal ik het project “Belgium Builds Back Circular” van het “Nationale herstel- en veerkrachtplan” uitvoeren dat bestaat uit twee initiatieven:

- de financiering van ecodesign-projecten en projecten voor vervanging van chemische stoffen die een bedreiging vormen voor de gezondheid en het milieu, die ik samen met de minister van Milieu zal uitvoeren;
- een bewustmakingscampagne voor kleine en middelgrote ondernemingen, geleid door de minister voor KMOs.

Bovendien zal mijn administratie werken aan de problematiek van kritieke grondstoffen in samenwerking met het toekomstige kenniscentrum dat binnen het FIDO zal worden opgericht om deze problematiek aan te pakken.

### **Internationale Economie**

#### *Analyse van handelsakkoorden en toepassing van handels defensieve instrumenten*

De verschillende evoluties en dynamieken in de mondiale handelsverhoudingen, sterk beïnvloed door de recente crises die we meemaken, maken het meer dan ooit noodzakelijk dat we als land een goed begrip hebben van de impact van het EU-handelsbeleid op onze nationale belangen. Ik zal mijn administratie de opdracht geven om deze belangen zowel in het geval van Europese handelsonderhandelingen als inzake specifieke handelsdefensieve dossiers grondig te onderzoeken, waarbij zowel de socio-economische aspecten als de milieudoelstellingen aan bod dienen te komen. Met name bij het finaliseren van een handelsakkoord op het EU-niveau zal een analyse van het onderhandelde akkoord ons in staat stellen om een evenwichtige evaluatie te maken.

Hierbij zal ik verhoogde aandacht besteden aan de impact van handel op die sectoren die van strategisch belang zijn op het Europese en nationale vlak. Met name voor de staalhandel zal mijn administratie zijn actieve deelname aan de werkzaamheden van het Global Forum on Steel Excess Capacity verder zetten.

### *Screening buitenlandse investeringen*

Mijn administratie zal verder uitvoering geven aan het EU-samenwerkingsmechanisme in samenspraak met de

sur l'examen des investissements étrangers directs. À cette fin, les mesures nécessaires seront prises pour mettre en œuvre le mécanisme de coopération de l'UE, en concertation avec les autorités régionales. En outre, j'ai l'ambition d'introduire un mécanisme de filtrage belge pour évaluer les investissements dans notre pays par rapport à la nécessité d'assurer notre sécurité nationale, en particulier dans les activités stratégiques. À cette fin, un projet d'accord de coopération entre toutes les autorités compétentes a été approuvé en première lecture par le Comité de concertation le 1<sup>er</sup> juin 2022.

#### *L'entrepreneuriat responsable au niveau international.*

Le point de contact national (PCN) pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'attention des entreprises multinationales poursuit ses efforts pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises en proposant des outils de médiation d'une part, et en diffusant et en sensibilisant d'autre part. Les principes directeurs de l'OCDE seront révisés en 2023. Cela permettra de répondre aux nouvelles questions soulevées par la société civile et les autres parties prenantes. La réunion ministérielle de l'OCDE, qui se tiendra à Paris du 14 au 16 février prochain, sera une occasion supplémentaire de renforcer l'action des États dans ce domaine.

Dans ce contexte, nous suivrons également de près les travaux de l'UE portant sur le projet de cadre juridique sur la responsabilité sociale des entreprises et nous soutiendrons avec une attention particulière la poursuite du développement des concepts de responsabilité sociale des entreprises.

La Belgique adoptera également son 2<sup>e</sup> Plan d'Action National Entreprises et Droits de l'Homme dont plusieurs actions impliquent directement le SPF Économie comme la mise en œuvre du règlement UE 2017/821 sur les minéraux ainsi que le renforcement du PCN.

#### *Suivi de flux commerciaux spécifiques*

Le règlement (UE) 2017/821 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantalum et du tungstène, leurs minéraux et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque devait être appliqué par les importateurs à partir du 01/01/2021.

Ce règlement sur les minéraux de conflit oblige les entreprises de l'UE qui importent ces minéraux (les

regionale overheden, in het kader van de implementatie van de EU-Verordening inzake de screening van buitenlandse directe investeringen. Daartoe zullen in overleg met de regionale autoriteiten de nodige stappen worden ondernomen om het samenwerkingsmechanisme van de EU uit te voeren. Daarnaast heb ik de ambitie om een Belgisch screeningsmechanisme in te voeren om investeringen in ons land te kunnen toetsen aan de noodzaak om onze nationale veiligheid te verzekeren, met name in strategische activiteiten. Hiertoe werd in eerste lezing door het Overlegcomité op 1 juni 2022 een ontwerp van samenwerkingsakkoord tussen alle bevoegde overheden goedgekeurd.

#### *Internationaal verantwoord ondernemen.*

Het Nationaal Contactpunt (NCP) voor de OESO-richtlijnen voor multinationale ondernemingen zet zijn inspanningen ter bevordering van het maatschappelijk verantwoord ondernemen verder door enerzijds bemiddelingsinstrumenten aan te bieden en anderzijds informatie te verspreiden en te sensibiliseren. De OESO-richtlijnen zullen in 2023 herzien worden. Bij de lopende herziening van de OESO-richtlijnen zullen nieuwe kwesties die door het maatschappelijk middenveld en andere en andere belanghebbenden aan de orde worden gesteld, aan bod komen. De ministeriële bijeenkomst van de OESO in Parijs op 14-16 februari zal een nieuwe gelegenheid zijn om het overheidsoptreden op dit gebied te versterken.

We volgen in dit kader tevens van nabij de EU-werkzaamheden op een ontwerp voor een juridisch kader inzake zorgplicht voor bedrijven en we ondersteunen met bijzondere aandacht de verdere uitbouw van concepten inzake Maatschappelijk Verantwoord Ondernemen.

België zal ook zijn tweede Nationaal Actieplan Ondernemingen en Mensenrechten goedkeuren waarin verschillende acties rechtstreeks betrekking hebben op de FOD Economie, zoals de uitvoering van de EU-verordening 2017/821 inzake mineralen en de versterking van het NCP.

#### *Toezicht op specifieke handelsstromen*

Verordening (EU) 2017/821 tot vaststelling van verplichtingen inzake passende zorgvuldigheid in de toeleveringsketen voor EU-importeurs van tin, tantalum en wolfraam, de overeenkomstige ertsen, en goud uit conflict- en hoogrisicogebeieden moet vanaf 01/01/2021 toegepast worden door de invoerders.

Deze zogenaamde Conflictmineralenverordening verplicht EU-bedrijven die deze mineralen (de zogenaamde

“3T+G”) à le faire de manière responsable et à veiller à ce que leurs chaînes d’approvisionnement ne contribuent pas au financement de conflits armés.

En consultation avec les autres administrations et services concernés, les mesures nécessaires seront prises pour assurer la mise en œuvre opérationnelle du règlement et du cadre juridique national correspondant pour sensibiliser les importateurs aux obligations qui leur incombent en vertu du présent règlement.

De même, les mesures nécessaires seront prises pour la mise en œuvre du règlement 2019/880, qui prévoit un système de surveillance accrue des importations dans l’UE de certaines catégories de biens culturels.

#### *L’économie belge dans le contexte de l’UE*

J’ai demandé à mon administration d’assurer la coordination de l’implémentation des actions proposées par la Commission en ce qui concerne le marché intérieur des services.

J’ai demandé à mon administration de poursuivre la coordination de la participation belge aux “Projets importants d’intérêt européen commun (PIIEC)” qui stimulent l’innovation par le biais de coopérations transnationales subventionnées entre entreprises européennes dans divers domaines stratégiques tels que les batteries, l’hydrogène, la microélectronique, le cloud et la santé.

#### *Secteur agro-alimentaire et réglementation alimentaire*

Dans le cadre de la stratégie européenne “From Farm to Fork”, que suit également le ministre de l’Agriculture, les développements et les propositions concernant l’étiquetage et les normes des denrées alimentaires sont suivis de près, en consultation avec les parties prenantes concernées. En particulier, la proposition de modification du règlement (UE) n° 1169/2011 concernant l’information des consommateurs sur les denrées alimentaires fera l’objet d’une attention particulière.

Les mesures d’étiquetage exceptionnelles résultant de la situation géopolitique feront l’objet d’un examen minutieux.

#### *Défense et Aéronautique*

La coopération et la consultation avec le ministère de la défense et l’industrie belge se poursuivront afin de créer une base industrielle, technologique et de défense (BITD) sociétale forte et crédible. L’approfondissement des travaux sur une stratégie de défense, d’industrie et de recherche (DIRS) revêt une importance cruciale à cet

3T+G) invoeren om dat te doen op verantwoorde wijze en erop toe te zien dat hun toeleveringsketens niet bijdragen tot de financiering van gewapende conflicten.

In overleg met andere betrokken administraties en departementen worden de nodige stappen ondernomen met het oog op de operationele uitvoering van de verordening en het bijhorende nationale wettelijke kader en het sensibiliseren van de invoerders over hun verplichtingen in het kader van deze verordening.

Gelijkaardig worden voor de uitvoering van Verordening 2019/880, die voorziet in een systeem van verscherpt toezicht voor de invoer in de EU van bepaalde categorieën van cultuurgoederen, de nodige stappen genomen.

#### *De Belgische economie in EU-context*

Ik vroeg mijn administratie de uitvoering van de door de Commissie voorgestelde acties met betrekking tot de interne markt voor diensten te coördineren.

Ik verzocht mijn administratie om de coördinatie verder te zetten van de Belgische deelname aan de “Important Projects of Common European Interest (IPCEIs)” die innovatie stimuleren via gesubsidieerde transnationale samenwerking tussen Europese bedrijven in diverse strategische domeinen zoals batterijen, waterstof, micro-elektronics, cloud en gezondheid.

#### *Agrovoedingssector en levensmiddelenreglementering*

In het kader van de EU “From Farm to Fork” strategie, die de minister van Landbouw ook volgt, worden de ontwikkelingen en voorstellen omtrent etikettering en normen voor levensmiddelen nauwgezet opgevolgd, in overleg met de betrokken stakeholders. Met name het wijzigingsvoorstel voor Verordening (EU) nr. 1169/2011 betreffende de verstrekking van voedselinformatie aan consumenten zal alle aandacht krijgen.

De uitzonderlijke etiketteringsmaatregelen ten gevolge van de geopolitieke situatie zullen onderzocht worden.

#### *Defensie en luchtvaart*

De samenwerking en het overleg met het ministerie van Defensie en de Belgische industrie wordt verder gezet om tot een sterke en geloofwaardige maatschappelijke defensie, technologische en industriële basis (DTIB) te komen. De verdere uitdieping van de werkzaamheden betreffende een Defensie-, industrie- en

égard. L'impact des dossiers d'investissement militaire sur notre industrie nationale sera davantage surveillé.

Dans le domaine de l'aviation civile, mon administration, en consultation avec Belspo, est chargée de poursuivre le déploiement du programme "Clean Aviation".

## Qualité et Sécurité

### 1. Simplification administrative et numérisation

Tous les moyens numériques à notre disposition sont utilisés afin d'informatiser les processus, de demander des documents, d'actualiser des dossiers, de simplifier les réglementations, d'exercer la surveillance....

Des exemples concrets qui seront traités:

- Extraction de sable:

— numérisation des registres permettant au service Plateau Continental, le service compétent, ainsi qu'aux capitaines et concessionnaires d'enregistrer, de contrôler et de valider numériquement et en temps réel les déclarations relatives à l'extraction de sable;

— adaptation du système de surveillance électronique à bord des navires d'extraction de sable pour un contrôle plus étendu et en temps quasi réel de l'extraction de sable.

- Métrologie:

— étudier un concept de déclaration électronique des instruments de mesure;

— automatisation des étalonnages et des processus d'étalonnage conformément aux besoins numériques des parties prenantes.

Dans le cadre du Single Digital Gateway et de la reconnaissance mutuelle, le SPF Économie veille à une information claire.

En tant que point de contact Produits général et point de contact pour les Produits de la construction, il facilite l'accès au marché unique en mettant les acteurs économiques européens en contact avec les autorités belges compétentes pour la mise sur le marché belge de leurs produits.

### 2. Réglementation moderne

Toutes les réglementations d'application, sont revues sur base systématique et périodique.

onderzoeksstrategie (DIRS) is hierbij van cruciaal belang. De impact van militaire investeringsdossiers op onze nationale industrie zal verder opgevolgd worden.

In de burgerluchtvaart krijgt mijn administratie de opdracht om in samenspraak met Belspo het Clean Aviation programma verder uit te rollen.

## Kwaliteit en Veiligheid

### 1. Administratieve vereenvoudiging en digitalisering

Alle digitale mogelijkheden die tot onze beschikking staan, worden gebruikt om processen te informatiseren, documenten op te vragen, dossiers bij te houden, reglementeringen te vereenvoudigen, toezicht uit te voeren....

Concrete voorbeelden waaraan gewerkt zal worden:

- Winning van zeezand:

— digitalisering van de registers waarbij zowel de bevoegde dienst Continentaal Plat, als de kapiteins en de concessiehouders digitaal en in real time de ontginnings kunnen registreren, controleren en valideren;

— upgrade van het elektronisch monitoring systeem aan boord van de ontginningsvaartuigen voor een meer uitgebreide en near real time controle van de ontginnings.

- Metrologie:

— een concept van elektronische aangifte van meetinstrumenten onderzoeken;

— automatisatie van kalibraties en kalibratieprocessen in overeenstemming met de digitale noden van de stakeholders.

Binnen het kader van de Single Digital Gateway en de wederzijdse erkenning zorgt de FOD Economie voor duidelijke informatie.

Als algemeen Productcontactpunt en Contactpunt voor Bouwproducten vergemakkelijkt hij de toegang tot de interne markt door Europese economische spelers in contact te brengen met de bevoegde overheid voor het op de Belgische markt brengen van hun producten.

### 2. Moderne reglementering

Alle toepasselijke reglementeringen worden op een systematische en periodieke wijze herzien.

De ce fait, ces réglementations restent à jour, on peut ainsi répondre à l'évolution de la technique, de la science et de la société et aux besoins changeants des parties prenantes.

Par ailleurs, les aspects administratifs sont simplifiés autant que possible.

#### **Révision réglementation produits de construction**

Actuellement, le règlement (UE) 305/2011 pour la commercialisation des produits de construction est en cours de révision au niveau européen. Pour cette filière complexe qu'est la construction, les consultations sont assurées conjointement par la Commission technique de la Construction (CTC) et la Commission Économie Interministérielle (CEI) afin que l'ensemble des avis des parties prenantes mais aussi des administrations fédérales et régionales puissent être pris en compte.

#### **La rédaction des législations encadrant l'exploitation des nodules polymétalliques**

Les activités autour de l'extraction des nodules polymétalliques dans les eaux internationales (Deep Sea Mining) sont actuellement en phase d'exploration. Mon administration contribue activement dans les groupes nationaux et internationaux pour la rédaction d'une réglementation internationale encadrant une éventuelle future exploitation des nodules polymétalliques au sein de l'Autorité Internationale des Fonds Marins.

La Belgique étant État sponsor, il est important de développer un cadre législatif visant à minimiser l'impact environnemental de ces activités et conférant à l'État les outils de contrôle des activités de la firme sponsorisée.

Je travaille actuellement avec mon collègue, le ministre de la Mer du nord, à la rédaction d'un projet de loi visant à encadrer ces pratiques pour les entreprises belges.

#### **Révision de la réglementation en métrologie**

La réglementation en métrologie (surveillance des instruments de mesure) est revue de manière systématique afin de pouvoir répondre à l'évolution de la technique et de la société et aux besoins changeant des parties prenantes. Par ailleurs, on profite de l'occasion pour simplifier autant que possible leur administration.

Daardoor blijven deze reglementeringen up to date, kan ingespeeld worden op de evolutie van de techniek, de wetenschap en de maatschappij, en de veranderende behoeften van de stakeholders.

Bovendien wordt zo veel mogelijk administratief vereenvoudigd.

#### **Herziening wetgeving bouwproducten**

Momenteel wordt de Verordening (EU) nr. 305/2011 voor het in de handel brengen van bouwproducten op Europees niveau herzien. Voor de complexe bouwsector wordt gezamenlijk overleg gepleegd door de Technische Commissie voor de Bouw (TCB) en de Interministeriële Economische Commissie (IEC), zodat rekening kan worden gehouden met de standpunten van de belanghebbenden, alsmede met die van de federale en regionale overheidsdiensten.

#### **Opstellen van wetgeving met betrekking tot de exploitatie van polymetallische knollen**

De activiteiten rond de winning van polymetallische knollen in internationale wateren (diepzeemijnbouw) bevinden zich momenteel in de verkenningsfase. Mijn administratie draagt actief bij, in de nationale en internationale groepen, aan het opstellen van een internationale regelgeving met betrekking tot een toekomstige eventuele exploitatie van polymetallische knollen binnen de internationale Zeebodemautoriteit.

Aangezien België een sponsorstaat is, is het belangrijk om een wettelijke kader te ontwikkelen om de milieueffecten van deze activiteiten tot een minimum te beperken en om de staat de tools te geven om de activiteiten van het gesponsorde bedrijf te controleren.

Ik werk momenteel samen met mijn collega, de minister voor de Noordzee, aan een wetsontwerp om deze praktijken voor Belgische bedrijven te regelen.

#### **Herziening van de reglementering inzake metrologie**

De reglementering inzake metrologie (toezicht op meetinstrumenten) wordt op een systematische wijze herzien zodat kan ingespeeld worden op de evolutie van de techniek en de maatschappij en op de veranderende behoeften van de stakeholders. Bovendien wordt van de gelegenheid gebruik gemaakt om zo veel mogelijk administratief te vereenvoudigen.

### ***Continuer la révision de la législation sur les explosifs***

La réglementation des explosifs fait l'objet d'une révision systématique dans le but de créer un cadre législatif moderne, stable et clair pour la commercialisation des substances explosives, qui trouve un équilibre entre la sécurité offerte à tous les intéressés et la viabilité économique de l'activité. Les règlements doivent être aussi simples que possible et applicables dans la pratique.

La première phase sera achevée sous peu.

Dans une deuxième phase, l'intention est d'aligner tous les aspects de l'application de la loi sur ceux de la protection de la sécurité de l'utilisateur. En modifiant la loi sur les explosifs (1956) et le code économique.

Cela représentera une énorme simplification administrative en termes de procédures et de documents à utiliser.

### ***La réglementation relative à la sécurité des ascenseurs***

La réglementation relative à la sécurité des ascenseurs est en cours de modification afin de faciliter la préservation de la valeur historique des ascenseurs lors de leur modernisation. Aux propriétaires de ces ascenseurs, il sera accordé plus de temps pour les moderniser. Mes services organisent des groupes de travail avec les organismes de contrôle, les sociétés d'ascenseurs et les services régionaux du patrimoine afin de trouver des solutions techniques alternatives pour moderniser les ascenseurs historiques. Tous les documents d'orientation sur ce sujet sont publiés sur le site web du SPF Économie.

### **3. Surveillance et guidance**

#### ***Coordination nationale des services de surveillance du marché - bureau de liaison SLO***

Le 25/06/2019, le règlement (UE) 2019/1020 du 20 juin 2019 relatif à la surveillance du marché et à la conformité des produits a été publié. Il fait partie du "paquet marchandises" et remplace partiellement le règlement (CE) 765/2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, pour certains aspects de la surveillance du marché.

### ***Verdere herziening wetgeving springstoffen***

De reglementering inzake springstoffen wordt op een systematische wijze herzien, met als doelstelling het opstellen van een modern, stabiel en duidelijk wetgevend kader voor de verhandeling van ontplofbare stoffen, waarbij een evenwicht wordt gevonden tussen de veiligheid die alle betrokkenen wordt geboden en de economische leefbaarheid van de activiteit. De reglementering moet zo eenvoudig mogelijk en praktisch toepasbaar zijn.

De eerste fase wordt binnenkort afgesloten.

Het is de bedoeling om in een tweede fase alle aspecten van de handhaving gelijk te trekken met die voor de bescherming van de veiligheid van de gebruiker. Door aanpassing van de wet springstoffen (1956) en het Wetboek van Economisch Recht.

Dit zal een enorme administratieve vereenvoudiging betekenen op het gebied van procedures en te gebruikten documenten.

### ***Reglementering inzake de beveiliging van liften***

De reglementering inzake de beveiliging van liften wordt aangepast zodat het gemakkelijker wordt om de historische waarde van liften te behouden bij hun modernisering. Aan de eigenaars van deze liften, wordt meer tijd gegeven om ze te moderniseren. Mijn diensten organiseren werkgroepen met de keuringsorganismen, de liftenbedrijven en de gewestelijke erfgoeddiensten om alternatieve technische oplossingen te vinden voor de modernisatie van historische liften. Alle guidance documenten over dit thema worden gepubliceerd om de website van de FOD Economie.

### **3. Toezicht en guidance**

#### ***Nationale coördinatie markttoezichtsdiensten verbindingsbureau SLO***

Op 25/06/2019 is de Verordening (EU) 2019/1020 van 20 juni 2019 betreffende markttoezicht en conformiteit van producten gepubliceerd. Zij maakt deel uit van het "Goods Package" en vervangt gedeeltelijk de verordening (EG) 765/2008 tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht betreffende het verhandelen van producten, voor bepaalde aspecten van markttoezicht.

Ce règlement contient un certain nombre de mesures visant à promouvoir la coopération entre les autorités nationales afin d'assurer une surveillance plus efficace du marché.

Afin de faciliter l'assistance et la coopération administratives, les États membres doivent désigner un bureau de liaison unique (SLO).

Ce bureau de liaison a été créé et est chargé de représenter la position coordonnée des autorités nationales de surveillance du marché et des douanes et, de communiquer les stratégies nationales de surveillance du marché.

Elle apporte également un soutien à la coopération entre les autorités de surveillance du marché dans les différents États membres.

### ***Services de confiance électroniques***

Le règlement européen eIDAS (EU) 910/2014 du 23 juillet 2014 est entré en vigueur en 2016. Ce règlement crée un cadre juridique pour la reconnaissance complète des services de confiance électroniques comme, entre autres, la signature électronique, le cachet électronique et l'envoi recommandé électronique.

Plusieurs entreprises ont déjà mis de nouveaux services de confiance sur le marché et développent des services innovants.

Plus spécifiquement pour l'archivage électronique qualifié, des règles nationales ont été établies, de sorte que le développement de ce service dans notre pays est possible.

Par une surveillance à un niveau approprié d'une part, et, d'autre part, par la présence d'une offre de guidance, je veux avec mon administration encourager et soutenir les entreprises belges à développer et à offrir sur le marché des services électroniques de confiance.

Mon administration suit également les travaux européens de révision du règlement eIDAS.

### ***La cybersécurité***

Le règlement européen sur la cybersécurité (UE) 2019/881 a été publié le 7 juin 2019. Ce règlement vise un niveau commun et élevé de cybersécurité dans l'UE.

In deze verordening zijn een aantal maatregelen opgenomen om de samenwerking tussen nationale autoriteiten te bevorderen en zo doeltreffender markttoezicht uit te voeren.

Om de administratieve bijstand en samenwerking te vergemakkelijken, moeten de lidstaten een verbindingsbureau (Single Liaison Office / SLO) aanwijzen.

Dit verbindingsbureau werd opgericht en is verantwoordelijk voor het vertegenwoordigen van het gecoördineerde standpunt van de nationale markttoezichtautoriteiten en de douaneautoriteit, alsook voor het mededelen van de nationale strategieën voor markttoezicht.

Het biedt ook ondersteuning bij de samenwerking tussen de markttoezichtautoriteiten in de verschillende lidstaten.

### ***Elektronische vertrouwendsdiensten***

De Europese eIDAS Verordening (EU) 910/2014 van 23 juli 2014 is in 2016 in werking getreden. Deze verordening schept een juridisch kader voor een volwaardige erkenning van gekwalificeerde elektronische vertrouwends-diensten zoals onder meer de elektronische handtekening, het elektronisch zegel, en de elektronische aangeteekende verzending.

Meerdere bedrijven hebben reeds nieuwe vertrouwendsdiensten op de markt aangeboden en zijn bezig met de ontwikkeling van innovatieve diensten.

Meer specifiek voor gekwalificeerde elektronische archivering werden nationale regels vastgelegd, zodat de ontwikkeling van deze dienst in ons land mogelijk is.

Door een toezicht op een gepast niveau enerzijds, en anderzijds door het bieden van guidance wil ik samen met mijn administratie de Belgische ondernemingen aansporen en ondersteunen om elektronische vertrouwendsdiensten uit te werken en op de markt aan te bieden.

Tevens volgt mijn administratie de Europese werkzaamheden rond de herziening van de eIDAS verordening op.

### ***Cyberbeveiliging***

De Europese cyberbeveiligingsverordening (EU) 2019/881 werd op 7 juni 2019 gepubliceerd. Deze verordening beoogt een gemeenschappelijk en hoog niveau van cyberbeveiliging in de EU.

Le règlement met en place un cadre européen de certification de cybersécurité afin d'accroître la sécurité en ligne d'une large gamme de produits et de services.

Je souhaite que la Direction Générale Qualité et Sécurité du SPF Économie joue un rôle de premier plan dans la surveillance de la certification de cybersécurité des produits et services pour lesquels elle est déjà en charge de la surveillance générale du marché. Ce rôle est complémentaire à la compétence de l'autorité de certification de cybersécurité CCB (Center for Cyber security Belgium). Ainsi, le SPF Économie peut, d'une part, continuer à exercer pleinement sa compétence de surveillance de la qualité et de la sécurité des produits et services, et, d'autre part, mettre pleinement à profit son expérience en matière d'accréditation et de certification des produits.

### **Nouvelles technologies**

Certaines législations et procédures de contrôle actuelles ne sont plus adaptées aux évolutions du marché de la consommation: internet des objets, entreposage, sites d'enchères, ventes en ligne.... Il est important d'approfondir cette piste.

Les nouvelles technologies seront ainsi utilisées pour rendre la surveillance du marché plus efficace dans le respect du RGPD: robots d'exploration du web, intelligence artificielle, apprentissage automatique.

Le projet de web crawler de la Commission européenne a été souscrit. L'expérience acquise pourra être utilisée lors de futurs contrôles.

### **Mystery shopping**

Une modification récente de la législation autorise les contrôles anonymes. Cela nous permet de surveiller certains secteurs et activités où cela était auparavant impossible ou seulement très difficile à réaliser: location de produits, vente d'artifices illégaux....

### **6. Extraction des matières premières**

Lors des discussions au sein de l'Autorité internationale des fonds marins sur l'extraction des matières premières dans la mer, des solutions durables sont toujours recherchées où les aspects stratégiques tels que l'accès aux matières premières d'une part, et les aspects environnementaux, tels que les dommages occasionnés par l'extraction, d'autre part sont soigneusement pris en compte.

De verordening stelt een Europees raamwerk voor cybersecurity-certificatie in plaats teneinde de online veiligheid van een uitgebreid gamma van producten en diensten te verhogen.

Ik wil dat de Algemene Directie Kwaliteit en Veiligheid van de FOD Economie een voorname rol opneemt inzake het toezicht op cybersecuritycertificering voor de producten en diensten waarvoor zij nu reeds bevoegd is voor het algemene markttoezicht. Deze rol is complementair aan de bevoegdheid van de cybersecuritycertificeringsautoriteit CCB (Center for Cyber security Belgium). Op die wijze kan de FOD Economie enerzijds haar bevoegdheid als toezichthouder op kwaliteit en veiligheid van producten en diensten ten volle blijven uitoefenen, en anderzijds haar ervaring op het vlak van accreditatie en certificatie van producten ten volle benutten.

### **Nieuwe technologieën**

Sommige huidige wetgeving en controleprocedures zijn niet meer aangepast aan de evoluties op de consumentenmarkt: internet of things, warehousing, veilingssites, online-verkoop.... Het is belangrijk dat dit verder wordt opgevolgd.

Er zal dus worden gebruikt gemaakt van nieuwe technologieën om het markttoezicht efficiënter te maken met inachtneming van de AGV: webcrawlers, AI, machine learning.

Er wordt ingeschreven op het project van de Europese Commissie voor het gebruik van de webcrawler. De opgedane ervaring zal gebruikt kunnen worden in toekomstige controles.

### **Mystery shopping**

Een recente wijziging van de wetgeving laat toe om controles op anonieme manier uit te voeren. Dit laat ons toe om bepaalde sectoren en activiteiten te controleren waar dit voordien niet of slechts zeer moeilijk te realiseren was: verhuur van producten, verkoop van illegaal vuurwerk....

### **6. Ontginning van grondstoffen**

Bij discussies in de Internationale Zeebodemautoriteit over de ontginning van grondstoffen in zee, wordt steeds gezocht naar duurzame oplossingen, waarbij enerzijds strategische aspecten, zoals de toegang tot grondstoffen en anderzijds milieuspecten, zoals schade aangericht door ontginning grondig worden overwogen.

Je demanderai que l'exploitation minière en eaux profondes ne puisse se faire que si les effets sur l'environnement ont été étudiés de manière approfondie et que si les mesures nécessaires ont été prises pour réduire les effets sur l'environnement au minimum possible.

Deux groupes de travail ont été constitués au sein du SPF Économie. Le premier groupe de travail vise à évaluer les possibilités de développement de projets d'économie circulaire dans le secteur de l'extraction du sable et de la construction. Un second groupe a pour objectif d'organiser une table ronde sur les aspects économiques liés à l'extraction des nodules polymétalliques (contenant des métaux critiques) dans les eaux internationales (Deep Sea Mining).

### **Inspection Économique**

#### **Inspection économique**

L'Inspection économique continue sans relâche et de façon proactive à veiller au bon fonctionnement du marché via le respect de la réglementation économique, au service de l'intérêt général.

Cette surveillance s'appuie sur trois piliers: la protection des consommateurs, la loyauté de la concurrence entre entreprises et la (coordination de la) lutte contre la fraude économique et contre les arnaques à la consommation.

L'Inspection économique est active dans tous les secteurs économiques et possède une expertise dans des domaines très spécialisés.

Son objectif principal est de faire cesser les pratiques déloyales, ce qu'elle fait en informant les consommateurs et les entreprises, en prenant des mesures préventives ou correctrices, en accompagnant les acteurs économiques et en intervenant de façon répressive là où cela se révèle nécessaire.

#### **1. Tâches de contrôle générales**

Dans l'intérêt des consommateurs comme des entreprises, l'Inspection économique poursuit pleinement ses tâches régulières de contrôle et donne la priorité à la lutte contre les pratiques déloyales à l'égard des consommateurs et des entreprises.

L'Inspection économique réalisera également plusieurs enquêtes générales en 2023. Ce sont des enquêtes qui sont exécutées de façon uniforme par les directions régionales de l'Inspection économique sur l'ensemble du territoire belge pendant une période prédéfinie et avec un nombre fixé de cibles.

Ik vraag dat diepzeemijnbouw alleen mag plaatsvinden als de milieueffecten grondig zijn onderzocht en de nodige maatregelen zijn genomen om de milieueffecten tot een minimum te beperken.

Binnen de FOD Economie werden twee werkgroepen opgericht. De eerste werkgroep beoogt mensen samen te brengen rond projecten inzake circulaire economie in de sectoren van de (zee)zandwinning en van de bouw. Een tweede werkgroep streeft ernaar een rondetafelgesprek te organiseren over de economische aspecten van de winning van polymetallische knollen (die kritische metalen bevatten) in de internationale wateren (diepzeemijnbouw).

### **Economische Inspectie**

#### **Economische Inspectie**

De Economische Inspectie blijft onverminderd en proactief toezicht houden op de goede werking van de markt via een handhaving van de economische regelgeving in het algemeen belang.

Dit toezicht is geënt op drie pijlers: consumentenscherming, eerlijke concurrentie tussen ondernemingen en de (coördinatie van de) strijd tegen de economische fraude en consumentenbedrog.

De Economische Inspectie is actief in alle economische sectoren en beschikt over expertise in zeer gespecialiseerde domeinen.

Haar voornaamste doelstelling is het stopzetten van oneerlijke praktijken. Dit doet ze door consumenten en ondernemingen te informeren, preventieve of corrigerende maatregelen te nemen, de economische actoren te begeleiden en waar nodig repressief op te treden.

#### **1. Algemene controletaken**

In het belang van zowel de consumenten als de ondernemingen, zet de Economische Inspectie de reguliere controletaken onverminderd voort en geeft verder prioriteit aan de strijd tegen oneerlijke praktijken ten opzichte van consumenten en ondernemingen.

Ook in 2023 zal de Economische Inspectie een aantal algemene onderzoeken uitvoeren. Dit zijn onderzoeken die op uniforme wijze worden uitgevoerd door de regionale directies van de Economische Inspectie op het volledige Belgische grondgebied tijdens een vooraf bepaalde periode en met een vastgelegd aantal targets.

Ces enquêtes générales sont définies dans un plan d'action annuel, de même que certaines actions prioritaires dans des domaines spécifiques.

En plus des actions déterminées au préalable, l'Inspection économique réalise des contrôles de sa propre initiative ou exerce de nouvelles missions.

Comme toujours, sur la base d'analyses de risques, les signalements pertinents du Point de contact feront l'objet d'une enquête.

La protection des consommateurs est majoritairement constituée d'obligations horizontales applicables dans tous les secteurs économiques, par exemple les obligations d'information et de transparence ou l'affichage des prix.

Le contrôle de ces obligations reste une tâche fondamentale de l'inspection et est dès lors inclus dans une grande partie des enquêtes (de base).

L'Inspection économique continue de mener des actions concernant l'exactitude des données dans la Banque-Carrefour des Entreprises.

D'une part, dans le cadre du plan d'action contre la fraude fiscale et sociale, le projet visant à nettoyer la Banque-Carrefour des Entreprises des sociétés dormantes sera poursuivi.

D'autre part, des contrôles en collaboration avec les services de police et des inspections fiscales et sociales visent les hommes de paille, les adresses fictives et les interdictions professionnelles.

L'Inspection économique doit de plus veiller à une concurrence économique saine et à la lutte contre la fraude économique.

Là où cela se révèle nécessaire, elle coordonne les contrôles et se concerte avec d'autres services d'inspection ayant des compétences communes ou complémentaires (par exemple la FSMA, l'AFSCA, la douane, l'AFMPS...), prévoit des consultations avec les parquets au sujet des dossiers prioritaires, participe à des réunions et réseaux internationaux, prend activement part aux actions internationales et organise une concertation structurelle ou ad hoc avec les fédérations professionnelles et les organisations de consommateurs.

Die algemene onderzoeken worden samen met prioritaire acties in specifieke domeinen vastgelegd in een jaarlijks actieplan.

Naast de vooraf vastgelegde acties verricht de Economische Inspectie controles op eigen initiatief of voert ze nieuwe opdrachten uit.

Zoals steeds zullen op basis van risicoanalyses de relevante meldingen bij het Meldpunt het voorwerp uitmaken van een onderzoek.

Consumentenbescherming bestaat voor een groot deel uit horizontale verplichtingen die van toepassing zijn in alle economische sectoren, bijvoorbeeld informatie- en transparantieverplichtingen of de prijsaanduiding.

De controle op dergelijke verplichtingen blijft een kern-taak van de inspectie en wordt dan ook meegenomen in een groot deel van de (basis)onderzoeken.

De Economische Inspectie blijft verder acties uitvoeren inzake de correctheid van de gegevens in de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Enerzijds in het kader van het actieplan in de strijd tegen fiscale en sociale fraude, zal het project dat tot doel heeft slapende ondernemingen uit de Kruispuntbank van Ondernemingen te halen, worden voortgezet.

Anderzijds worden controles uitgevoerd op stro-mannen, fictieve adressen en de beroepsverboden in samenwerking met de politie en met de fiscale- en sociale-inspectiediensten.

Bovendien staat de Economische Inspectie in voor een eerlijke concurrentie en de strijd tegen de economische fraude.

Ze overlegt en coördineert de controles waar nodig met andere inspectiediensten die gemeenschappelijke of complementaire bevoegdheden hebben (bijvoorbeeld de FSMA, het FAVV, de douane, het FAGG, ...), voorziet in overleg met de parketten rond prioritaire dossiers, neemt deel aan internationale netwerken en vergaderingen, neemt actief deel aan internationale acties en heeft gestructureerd of ad hoc overleg met beroepsfederaties en consumentenorganisaties.

## **2. Contrôles et actions spécifiques**

### ***Protection des consommateurs***

Des obligations complémentaires de protection du consommateur s'appliquent dans des secteurs spécifiques.

En 2023, des actions ciblées sont prévues ou se poursuivront dans certains de ces secteurs, dont entre autres ceux de l'énergie, des voyages et du recouvrement.

Une attention particulière sera toujours accordée au "greenwashing", étant donné que les consommateurs ne peuvent pas toujours évaluer la fiabilité des allégations relatives à l'environnement ou à la durabilité.

### ***E-commerce et services en ligne***

La surveillance du commerce sur internet et d'autres pratiques en ligne font partie des tâches régulières de contrôle de l'inspection et sont dès lors reprises automatiquement dans une majorité des enquêtes réalisées.

Par ailleurs, des contrôles spécialisés ont également lieu. Ils portent principalement sur de nouveaux phénomènes en ligne.

L'Inspection économique accorde une attention particulière à des phénomènes récents tels que la publication d'avis en ligne et l'utilisation par certaines entreprises de "green claims" (allégations environnementales) en tant qu'instrument de marketing.

### ***Blanchiment d'argent***

Les contrôles réguliers en matière de prévention du blanchiment d'argent se poursuivent avec la même vigueur, notamment auprès des marchands d'art et des clubs de football professionnels.

Après la désignation depuis mi-2022 de l'Inspection économique comme autorité de contrôle des conseillers fiscaux non réglementés, les premières actions concernant l'enregistrement, les règlements et le contrôle seront menées.

### ***Contrefaçon***

L'inspection poursuivra sa lutte contre la contrefaçon.

La vente de contrefaçons via les médias sociaux continue de croître et fera dès lors l'objet d'une attention complémentaire.

## **2. Specifieke controles en acties**

### ***Consumentenbescherming***

In specifieke sectoren zijn er bijkomende verplichtingen ter bescherming van de consument.

In 2023 worden in een aantal van die sectoren, onder meer de energiesector, reissector en incassosector, doelgerichte acties gepland of voortgezet.

Er zal ook blijvend bijzondere aandacht worden besteed aan greenwashing, aangezien consumenten niet altijd kunnen inschatten of milieuclaims of claims rond duurzaamheid waarheidsgrouw zijn.

### ***E-commerce en onlinediensten***

Het toezicht op de internethandel en andere praktijken die online plaatsvinden, maakt deel uit van de reguliere controletaken van de inspectie en wordt dan ook in een groot deel van de uitgevoerde onderzoeken automatisch meegenomen.

Anderzijds gebeuren er ook gespecialiseerde controles. Deze gespecialiseerde controles hebben voornamelijk betrekking op nieuwe onlinefenomenen.

De Economische Inspectie heeft in het bijzonder aandacht voor recente fenomenen zoals de publicatie van online reviews en het gebruik door ondernemingen van "green claims" als marketinginstrument.

### ***Witwassen van geld***

De reguliere controles inzake geld witwaspreventie worden onvermindert voortgezet, met name bij kunsthandelaars en professionele voetbalclubs.

Nadat de Economische Inspectie midden 2022 is aangewezen als toezichthoudende autoriteit voor niet-gereglementeerde fiscaal adviseurs, zullen de eerste acties worden uitgevoerd op het gebied van registratie, reglementen en controle.

### ***Namaak***

De Economische Inspectie zet haar strijd tegen namaak voort.

De verkoop van namaak via sociale media blijft toenemen, en hier zal dan ook bijkomende aandacht aan besteed worden.

Des actions coordonnées seront menées au niveau européen, avec une attention particulière sur les produits présentant un risque particulier pour la sécurité des consommateurs.

### **Enquêtes financières**

L'une des tâches spécifiques de l'Inspection économique est la protection et la défense du consommateur financier.

Elle contrôle la réglementation en matière de crédit à la consommation, de crédit hypothécaire et de services de paiement pour ce qui concerne le volet "protection des consommateurs" et le respect des règles de conduite qui seront évaluées.

Il s'agit donc des pratiques des prêteurs, des intermédiaires de crédit et des prestataires de services de paiement.

### **Fraude de masse**

La fraude de masse est une fraude (à grande échelle) liée à la réglementation économique et où il est possible de faire plusieurs victimes.

L'Inspection économique accordera une attention particulière aux webshops frauduleux qui présentent un risque accru en termes de protection du consommateur et de confiance dans le commerce virtuel légal.

Le monitoring des phénomènes de fraude continuera.

En 2023 aussi, l'Inspection économique misera sur la sensibilisation et la prévention via entre autres des campagnes d'information, les canaux des médias sociaux et des webinaires.

### **Étiquetage et qualité des produits et denrées**

#### **Alimentaires**

Outre les contrôles réguliers relatifs à l'étiquetage et à la qualité des denrées alimentaires, des textiles et des produits pétroliers, l'accent sera mis sur certains types de produits sensibles à la tromperie et à la fraude.

#### **B2B**

Ces dernières années, les compétences de l'Inspection économique dans le contexte B2B ont été étendues.

En 2023, la cellule B2B se concentrera sur le règlement P2B (règlement (UE) 2019/1150), pour laquelle

Er zullen gecoördineerde acties op Europees niveau worden uitgevoerd, met bijzondere aandacht voor producten die een bijzonder risico voor de veiligheid van de consument inhouden.

### **Financiële onderzoeken**

Een specifieke taak van de Economische Inspectie is de bescherming en verdediging van de financiële consument.

De reglementering over consumentenkrediet, hypothecair krediet en betalingsdiensten wordt gecontroleerd voor wat betreft het luik consumentenbescherming en de naleving van gedragsregels die geëvalueerd zullen worden.

Het gaat dus om de praktijken van kredietgevers, kredietbemiddelaars en betalingsdienstaanbieders.

### **Massafraude**

Massafraude is fraude (op grote schaal) gelieerd aan de economische reglementering, waarbij het mogelijk is om meerdere slachtoffers te maken.

De Economische Inspectie zal bijzondere aandacht besteden aan frauduleuze webshops die een verhoogd risico vormen voor de consumentenbescherming en het vertrouwen in de legitieme virtuele handel.

De monitoring van de fraudefenomenen zal voortgezet worden.

Ook in 2023 zal ingezet worden op sensibilisering en preventie via o.m. informatiecampagnes, de socialemediakanalen en webinars.

### **Etikettering en kwaliteit van producten en voeding**

#### **Naast de reguliere controles op de etikettering en**

kwaliteit van voeding, textiel en petroleumproducten, zal er bijzondere aandacht zijn voor bepaalde types producten die gevoelig zijn voor misleiding of fraude.

#### **B2B**

De voorbije jaren zijn de bevoegdheden van de Economische Inspectie in de context van B2B uitgebreid.

In 2023 zal de B2B-cel zich focussen op de P2B-verordening (Verordening (EU) 2019/1150), waarvoor zij

elle sera compétente, et la directive sur l'agriculture (directive (UE) 2019/633).

#### **Contrôle des sociétés de gestion des droits d'auteur**

Outre ses activités récurrentes, le service de contrôle des sociétés de gestion surveillera la répartition de la mesure fédérale de soutien reçue par les sociétés de gestion désignées via la loi du 17 juillet 2021 à la suite des perceptions réduites par la pandémie de COVID-19.

#### **3. Collaboration internationale**

La législation relevant de la compétence de l'Inspection économique s'appuie souvent sur la réglementation européenne.

Par ailleurs, le commerce sur internet et le marché européen unique ont pour conséquence que de nombreuses entreprises étrangères sont actives en Belgique.

En 2023, l'Inspection économique veillera à collaborer étroitement avec les autorités étrangères et à participer activement à des actions communes.

Elle continuera de prendre part aux différents réseaux et groupes de travail européens et internationaux, de traiter les dossiers internationaux et de jouer un rôle de pionnier en créant et en contribuant à des projets internationaux. Elle fait partie du réseau européen des autorités de la consommation, le réseau CPC, un défenseur de la "*compliance by design*". Il s'agit d'encourager les grands prestataires de services B2B à construire leur plateforme en ligne de façon à ce qu'il soit facile pour les plus petits acteurs, qui utilisent cette plateforme, de respecter au maximum les droits de la consommation. Dans ce contexte, l'Inspection économique mène le dialogue avec les prestataires de services B2B de ce type.

#### **4. Poursuite du développement du Point de Contact**

Début 2016, l'Inspection économique a lancé le Point de contact ([pointdecontact.belgique.be](http://pointdecontact.belgique.be)). Il s'agit d'une plate-forme en ligne sur laquelle les consommateurs et les entreprises peuvent signaler les pratiques trompeuses et les escroqueries.

Le renouvellement et la mise à jour des différents scénarios, en fonction de l'actualité en 2023, resteront des points d'attention.

Le Point de contact participera de plus au projet "Consumer Connect", en veillant à une meilleure prestation

bevoegd zal worden, en de landbouwrichtlijn (Richtlijn (EU) 2019/633).

#### **Controle op de beheersvennootschappen van auteursrechten**

De controledienst beheersvennootschappen zal, naast zijn recurrente activiteiten, toezicht uitoefenen op de verdeling van de federale steunmaatregel die de aangeduide beheersvennootschappen hebben ontvangen via de wet van 17 juli 2021 vanwege verminderde inningen door de COVID-19-pandemie.

#### **3. Internationale samenwerking**

De wetgeving die onder de bevoegdheid van de Economische Inspectie valt, is vaak gebaseerd op Europese regelgeving.

Daarnaast zorgen de internethandel en de eenge- maakte Europese markt er ook voor dat heel wat buitenlandse ondernemingen actief zijn in België.

De Economische Inspectie zal in 2023 zorgen voor een nauwe samenwerking met buitenlandse autoriteiten en een actieve deelname aan gezamenlijke acties.

Ze blijft deelnemen aan de verschillende Europese en internationale netwerken en werkgroepen, behandelt de internationale dossiers en blijft een voortrekkersrol spelen in het opzetten van en deelnemen aan internationale projecten. Ze is in het Europese netwerk van consumentenautoriteiten, het zogenaamde CPC-netwerk, een pleitbezorger van "*compliance by design*". Dit betreft het aanmoedigen van de grote B2B-dienstverleners om hun onlineplatform zo op te bouwen dat het de kleinere spelers, die er gebruik van maken, faciliteert om maximaal de consumentenrechten te respecteren. In die context leidt de Economische Inspectie de dialoog met dergelijke B2B-dienstverleners.

#### **4. Verdere uitbouw van het Meldpunt**

Begin 2016 lanceerde de Economische Inspectie het Meldpunt ([meldpunt.belgie.be](http://meldpunt.belgie.be)). Dit is een onlineplatform waar consumenten en ondernemingen misleidende praktijken en oplichting kunnen melden.

Het vernieuwen en actualiseren van de verschillende scenario's, rekening houdende met de actualiteit in 2023, blijft een aandachtspunt.

Het meldpunt zal bovendien meedraaien in het project "Consumer Connect", met aandacht voor een betere

de service envers le citoyen et en maintenant sa spécificité et ses objectifs propres.

### **5. Intervention informative et sensibilisation**

Outre l'intervention préventive et répressive sur le terrain, l'Inspection économique prête également attention à l'information des consommateurs et des entreprises, en concertation avec les fédérations sectorielles et d'autres parties prenantes là où c'est possible.

L'inspection rédige des documents de guidance qui expliquent concrètement aux entreprises comment appliquer la législation mais aussi et surtout où se situent les limites de ce qui est permis. Ces documents de guidance sont publiés sur le site web du SPF Économie.

### **6. Poursuite du renforcement de l'application de la loi**

Depuis fin 2020, il est possible, en tant qu'élément clé de l'intervention répressive, de proposer une amende administrative aux contrevenants pour une part importante des compétences, et ce en plus de la possibilité de proposer une transaction (règlement transactionnel administratif) ou de transmettre le dossier au parquet en vue de poursuites pénales.

Cette possibilité sera élargie à l'ensemble de la législation économique en 2023, afin qu'une politique d'application uniforme de la loi puisse être menée.

#### **Statbel**

##### **“Mesurer c'est savoir”, des statistiques publiques de qualité comme outil d'aide à la décision”**

Des statistiques et des données fiables sont d'une importance cruciale afin de soutenir les décideurs politiques, les entreprises, les citoyens, les chercheurs et les journalistes, dans leurs choix, leurs recherches ou leur rôle sociétal.

Comme nous avons pu le constater durant les crises qui ont touché récemment notre pays, des décisions politiques éclairées doivent pouvoir s'appuyer sur des données objectives et de haute qualité, des statistiques publiques et des recherches scientifiques. Les données sur la santé, la démographie et la migration, l'économie, le marché du travail... ont joué un rôle essentiel et resteront cruciales dans les années à venir.

Les statistiques publiques jouissent d'une position clé à cet égard: ce sont des statistiques qui sont produites par les pouvoirs publics, dans un cadre réglementaire

dienstverlening naar de burger en met behoud van zijn eigen specificiteit en doelstellingen.

### **5. Informatief en sensibiliserend optreden**

Naast het preventief en repressief optreden op het terrein, heeft de Economische Inspectie ook aandacht voor het informeren van consumenten en ondernemingen, waar mogelijk in overleg met sectorfederaties of andere stakeholders.

De inspectie stelt *guidance*-documenten op, waarin concreet uitgelegd wordt aan ondernemingen hoe ze de wetgeving kunnen toepassen maar ook, en vooral, waar de grenzen liggen van wat is toegelaten. De *guidance*-documenten worden gepubliceerd op de website van de FOD Economie.

### **6. Verdere versterking van de handhaving**

Sinds eind 2020 is, als sluitstuk van het repressief optreden, in de mogelijkheid voorzien om voor een groot deel van de bevoegdheden een administratieve geldboete op te leggen aan overtreders, naast de mogelijkheid om een transactie (administratieve minnelijke schikking) voor te stellen of het dossier over te maken aan het parket voor strafrechtelijke vervolging.

In 2023 zal deze mogelijkheid uitgebreid worden naar alle economische wetgevingen, zodat een uniform handhavingsbeleid gevoerd kan worden.

#### **Statbel**

##### **“Meten is weten”, openbare kwaliteitsstatistieken als beleidsondersteunend instrument”**

Betrouwbare statistieken en data zijn cruciaal om beleidsmakers, ondernemingen, burgers, onderzoekers en journalisten te ondersteunen bij hun beslissingen, onderzoek of maatschappelijke rol.

Zoals we tijdens de recente crises in ons land hebben kunnen vaststellen, moeten gefundeerde beleidsbeslissingen kunnen steunen op objectieve en kwaliteitsvolle data, openbare statistieken en wetenschappelijk onderzoek. Dat is eens te meer aangetoond door de corona-crisis. De data over gezondheid, demografie en migratie, economie, arbeidsmarkt... hebben een essentiële rol gespeeld en blijven cruciaal de komende jaren.

Daarbij is een sleutelpositie weggelegd voor openbare statistieken: statistieken die worden geproduceerd en gepubliceerd door overheidsinstanties, binnen een

et méthodologique international et national, et selon un certain nombre de principes fondamentaux comme la garantie de l'indépendance professionnelle, l'objectivité et le caractère scientifique, la protection des données, la qualité, la comparabilité des chiffres, l'accès libre pour tous, ainsi que la confiance du public grâce à une communication claire sur les méthodes et les résultats.

Statbel, l'office belge de statistique, est l'autorité statistique fédérale et est le principal producteur de statistiques publiques belges. De plus, Statbel est un fournisseur important de données à d'autres producteurs fédéraux, régionaux et internationaux de statistiques.

En tant qu'Institut national de Statistique, au sein du Système Statistique européen, Statbel est le point de contact belge pour Eurostat.

Dans ce contexte européen, Statbel devra prendre en compte les recommandations issues de la dernière Peer review d'Eurostat, qui s'est déroulée en Belgique en décembre 2021.

Il s'agira notamment d'élaborer des mesures permettant de renforcer davantage la coopération des différents producteurs de statistiques européennes en Belgique et à soutenir le développement de leurs compétences, à la définition d'une stratégie proactive de diffusion des statistiques, adaptée aux besoins et attentes des différents types d'utilisateurs.

Statbel doit rester pertinent dans le nouveau paysage des données. Il doit sans cesse continuer à démontrer l'importance sociétale de statistiques publiques et de données de haute qualité et objectives.

Il sera donc primordial pour Statbel de pouvoir faire face aux grands défis, qui l'attendent dans les prochaines années.

En premier lieu, on citera l'importance de suivre en permanence les nouvelles tendances socio-économiques, écologiques et de répondre aux demandes de données correspondantes sur l'impact de la crise de la COVID-19 et du conflit en Ukraine, sur la mondialisation, sur l'évolution démographique, sur les nouvelles formes de travail, la digitalisation, l'économie collaborative, l'économie circulaire, les inégalités sociales, le développement durable, l'environnement et la résilience en fonction des limites de la planète ou encore les nouvelles demandes statistiques découlant du green deal européen et des chocs climatiques.

Ensuite, Statbel devra collaborer activement à la mise en œuvre de la stratégie numérique du secteur public,

internationaal en nationaal reglementair en methodologisch kader, volgens een aantal kernprincipes zoals garantie op professionele onafhankelijkheid, objectiviteit en wetenschappelijk karakter, gegevensbescherming, kwaliteit, vergelijkbaarheid van de cijfers, vrij toegankelijk voor iedereen en publiek vertrouwen door heldere communicatie over de methoden en resultaten.

Statbel, het Belgische statistiekbureau, is de federale statistische autoriteit en is de grootste producent van Belgische openbare statistieken. Bovendien is Statbel een belangrijke leverancier van data aan andere federale, regionale en internationale producenten van statistieken.

Als Nationaal Statistisch Instituut binnen het Europees Statistisch Systeem is Statbel het Belgisch aanspreekpunt voor Eurostat.

In deze Europese context moet Statbel ook rekening houden met de aanbevelingen van de Peer Review van Eurostat, die in december 2021 in België werd georganiseerd.

Er zullen met name maatregelen moeten worden uitgewerkt om de samenwerking tussen de verschillende producenten van Europese statistieken in België verder te versterken en de ontwikkeling van hun competenties te ondersteunen, tot het uitstippelen van een proactieve strategie voor de verspreiding van statistieken, aangepast aan de behoeften en verwachtingen van de verschillende soorten gebruikers.

Statbel moet relevant blijven in het nieuwe data-landschap. Het maatschappelijk belang van openbare statistieken en objectieve data van hoge kwaliteit moet ook verder in de toekomst worden aangetoond.

Het zal dan ook van essentieel belang zijn dat Statbel in staat is het hoofd te bieden aan de grote uitdagingen die het de komende jaren te wachten staan.

In de eerste plaats is het van belang voortdurend toezicht te houden op de nieuwe sociaal-economische en ecologische tendensen en een antwoord te bieden op de desbetreffende verzoeken om gegevens over de impact van de COVID-19-crisis en het conflict in Oekraïne, over de globalisering, de demografische evolutie, nieuwe vormen van werk, digitalisering, deeleconomie, circulaire economie, sociale ongelijkheden, duurzame ontwikkeling, over het milieu en over veerkracht met betrekking tot de grenzen van de planeet, of de nieuwe statistische eisen die voortvloeien uit de Europese green deal en de klimaatschokken.

Vervolgens zal Statbel actief moeten meewerken aan de uitvoering van de digitale strategie van de overheid,

en s'appuyant sur son savoir-faire dans le domaine du traitement de données, sa connaissance des données publiques disponibles et l'utilisation de normes de qualité.

Statbel continuera également à promouvoir l'utilisation de nouvelles techniques de collecte de données et l'exploitation de nouvelles sources, comme les big data, les smart data, le webscraping, les scanner data et l'intelligence artificielle afin de fournir des statistiques originales susceptibles de répondre aux besoins notamment d'indicateurs dans le cadre des objectifs de développement durable (SDGs).

Enfin, conformément à l'ambition exprimée dans l'Accord de gouvernement d'optimiser la disponibilité et l'accès aux données pour la recherche scientifique, Statbel investira encore davantage au renforcement de ses partenariats avec le monde académique, les organismes de recherche et les pouvoirs publics dans les domaines du traitement de données et de la fourniture de services; ceci afin de soutenir la recherche scientifique et la prise de décision politique.

En 2023, diverses actions contribueront à la réalisation de ces objectifs:

- utiliser un éventail de canaux de communication modernes permettant de fournir des statistiques et des données sur mesure, adaptées aux différents utilisateurs. Statbel veillera également à étendre sa présence sur les médias sociaux;
- l'indice des prix à la consommation (IPC), en tant que mesure de l'inflation et de base pour l'indexation des salaires et des loyers. Ces dernières années, le relevé traditionnel des prix dans les magasins, par des enquêteurs et pour de nombreux segments de consommation, a été remplacé par de nouvelles sources de données (par exemple, les données scannées et le webscraping). En 2023, les travaux se poursuivront pour étendre cette pratique à encore plus de segments de consommation. De plus, fin 2023, les produits et pondérations du panier de l'indice seront mis à jour pour 2024, grâce aux résultats de l'enquête sur le budget des ménages 2022;
- le Census (ex-recensement de la population) proposant des chiffres détaillés sur la démographie, les aspects socio-économiques, l'enseignement et les logements de la population belge;
- développer l'utilisation de l'e-box pour contacter les entreprises invitées à participer à certaines enquêtes statistiques de Statbel, en accord avec les objectifs prônés par le Plan d'action fédéral pour la simplification administrative;

op basis van zijn knowhow op het gebied van gegevensverwerking, zijn kennis van beschikbare openbare gegevens en van de toepassing van kwaliteitsnormen.

Statbel zal ook het gebruik van nieuwe technieken voor gegevensverzameling en de exploitatie van nieuwe bronnen, zoals big data, smart data, webscraping, scannerdata en artificiële intelligentie blijven bevorderen om originele statistieken te verstrekken die tegemoetkomen aan de behoeften aan met name indicatoren in het kader van de doelstellingen voor duurzame ontwikkeling.

Ten slotte zal Statbel, overeenkomstig de in het regeerakkoord geformuleerde ambitie om de beschikbaarheid van en toegang tot gegevens voor wetenschappelijk onderzoek te optimaliseren, verder investeren in de versterking van zijn partnerschappen met de academische wereld, onderzoeksorganisaties en overheidsinstanties op het gebied van gegevensverwerking en dienstverlening ter ondersteuning van wetenschappelijk onderzoek en beleidsvorming.

In 2023 zullen verschillende acties hiertoe verder bijdragen:

- een mix van moderne communicatiekanalen inzetten om de statistieken en data te leveren op maat van de verschillende gebruikers. Statbel zal zich ook inzetten om zijn aanwezigheid op de sociale media uit te breiden;
- de consumptieprijsindex (CPI) als inflatiemaatstaf en basis voor de loon- en huurindexering. De voorbije jaren is voor veel consumptiesegmenten de klassieke prijswaarneming door enquêteurs in winkels vervangen door nieuwe gegevensbronnen (bijvoorbeeld scannerdata en webscraping). In 2023 wordt verder gewerkt om dit uit te breiden naar nog meer consumptiesegmenten. Bovendien worden eind 2023 de producten en gewichten van de indexkorf voor 2024 geactualiseerd aan de hand van de resultaten van het huishoudbudgetonderzoek 2022;
- de Census (vroegere volkstelling) met gedetailleerde cijfers over de demografie, de socio-economische aspecten, het onderwijs en de woningen van de Belgische bevolking;
- het gebruik van de e-box ontwikkelen om contact op te nemen met ondernemingen die worden uitgenodigd om deel te nemen aan bepaalde statistische enquêtes van Statbel, overeenkomstig de doelstellingen die worden bepleit in het Federale Actieplan voor administratieve vereenvoudiging;

- poursuivre les travaux préparatoires entamés dans le cadre de la révision de la nomenclature statistique des activités économiques “NACE-BEL”;

- renforcer encore la collaboration avec les autorités régionales au sein de l’Institut interfédéral de Statistique (IIS), au moyen d’un programme statistique intégré 2023;

- apporter un support opérationnel à la réalisation de l’Enquête de Santé 2023, en partenariat avec Sciensano;

- préparer la présidence belge du Conseil de l’Union européenne et plus spécifiquement les priorités de travail au sein du “Council Working Party on Statistics”, dont Statbel assurera la présidence.

Statbel fournit, sur base récurrente, les statistiques nécessaires pour soutenir les priorités socio-économiques du gouvernement fédéral. Parmi celles-ci figurent les statistiques sur les salaires, les coûts salariaux, la formation, la démographie, l’utilisation des TIC auprès des ménages et des entreprises, l’environnement et l’agriculture, les accidents de la route, les logements, le calcul de l’IPC.

Au travers de l’exécution de ses missions, Statbel apporte toute son expertise et contribue ainsi au monitoring de l’impact socio-économique et écologique, tant de la pandémie de la COVID-19 (en fournissant, par exemple, des chiffres sur la mortalité totale hebdomadaire, sur les faillites hebdomadaires, les estimations mensuelles rapides sur le marché du travail et sur les starters) que du conflit en Ukraine (via notamment le développement du dashboard sur la situation des personnes déplacées en provenance d’Ukraine).

Statbel est également le fournisseur de base d’un certain nombre d’indicateurs sur la réduction de la pauvreté, l’éducation et l’emploi qui sont utilisés pour assurer le suivi des progrès réalisés par la Belgique vers les objectifs de développement durable (SDG).

Ainsi Statbel, en collaboration avec les partenaires de l’IIS, participe à la mise à jour de la base de données (et au développement de celle-ci) créée pour suivre les indicateurs nécessaires à l’annexe statistique de la “National Voluntary Review” des SDG, élaborés dans le cadre des travaux des Nations Unies.

Enfin, afin de soutenir la politique d’égalité des chances, telle que promue dans le Plan fédéral Gendermainstreaming 2020-2024 et dans le Plan d’actions handicap 2021-2024, Statbel intègre les dimensions de

- voortzetting van het voorbereidend werk dat is aangevat in het kader van de herziening van de statistische nomenclatuur van economische activiteiten “NACE-BEL”;

- de samenwerking met de regionale autoriteiten binnen het Interfederaal Instituut voor de Statistiek (IIS) verder versterken, via een geïntegreerd statistisch programma 2023;

- operationele steun verlenen aan de uitvoering van de Gezondheidsenquête 2023, in samenwerking met Sciensano;

- voorbereiding van het Belgisch voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie en meer bepaald van de werkprioriteiten binnen de “Council Working Party on Statistics”, waarvan Statbel voorzitter zal zijn.

Statbel levert op recurrente basis statistieken die noodzakelijk zijn ter ondersteuning van socio-economische prioriteiten van de federale regering. Voorbeelden zijn de statistieken rond lonen, loonkosten en opleiding, de demografische cijfers, de cijfers over het ICT-gebruik bij gezinnen en bedrijven, de milieu-en landbouwstatistieken, de statistieken over de verkeersongevallen, de cijfers over woningen, de berekening van de CPI.

Bij het uitvoeren van zijn opdrachten maakt Statbel gebruik van al zijn expertise en draagt zo bij tot de monitoring van de socio-economische en ecologische impact, zowel van de COVID-19-pandemie (bv. door cijfers te verstrekken over de wekelijkse totale sterfte, de wekelijkse faillissementen, de maandelijkse snelle schattingen over de arbeidsmarkt en over starters) als van het conflict in Oekraïne (bijvoorbeeld via de ontwikkeling van het dashboard over de situatie van ontheemden uit Oekraïne).

Statbel is daarnaast de basisleverancier voor een aantal indicatoren rond armoedebestrijding, onderwijs en werkgelegenheid, die worden ingezet om de vooruitgang van België naar de duurzame-ontwikkelingsdoelstellingen (SDG) te monitoren.

Zo werkt Statbel, in samenwerking met de partners van het IIS, mee aan de actualisering (en ontwikkeling) van de databank die werd gecreëerd om toezicht te houden op de indicatoren die nodig zijn voor de statistische bijlage van de “National Voluntary Review” van de SDG, die werd ontwikkeld in het kader van het werk van de Verenigde Naties.

Tot slot integreert Statbel, ter ondersteuning van het gelijkekansenbeleid, zoals gepromoot in het Federaal Plan voor Gendermainstreaming 2020-2024 en in het Actieplan voor personen met een handicap 2021-2024,

genre et de handicap dans la production statistique, chaque fois que cela est possible et pertinent sur le plan méthodologique et pour autant que cette ventilation ne contrevienne pas aux directives d'Eurostat ou de la loi relative à la statistique publique.

### **Banque-Carrefour des Entreprises**

En tant que source centrale authentique, la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) assumera pleinement son rôle dans la numérisation du processus de création et de gestion des entreprises.

En collaboration avec l'ASA et BOSA, l'application *My Enterprise* sera développée davantage pour devenir un lieu à partir duquel l'entrepreneur pourra entamer et suivre toutes les procédures de création et de gestion de son entreprise et consulter son dossier commercial électronique, - sans modifier le rôle des guichets d'entreprises.

La priorité sera donnée au développement de la BCE dans le cadre de la transposition du règlement SDG.

La qualité des données de la BCE reste une préoccupation majeure. Le suivi de la qualité des données et l'initiation de projets de qualité en fonction des besoins de qualité des utilisateurs de la BCE doivent assurer une amélioration de la qualité.

Au niveau européen, la BCE développera la communication électronique avec les différents registres de l'Espace économique européen, ce qui permettra aux entreprises d'effectuer plus facilement une conversion, une fusion ou une scission transfrontalière.

Enfin, de nouvelles applications seront développées pour rendre les données de la BCE plus facilement accessibles.

*Le ministre de l'Économie,*

Pierre-Yves DERMAGNE

de gender- en handicapdimensie in de statistiekproductie, telkens wanneer dit mogelijk en methodologisch relevant is en voor zover deze opsplitsing niet in strijd is met de richtlijnen van Eurostat of met de wet op de openbare statistiek.

### **Kruispuntbank van Ondernemingen**

De Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO) zal als centrale authentieke bron ten volle haar rol opnemen bij de digitalisering van het proces voor het opstarten en beheren van ondernemingen.

In samenwerking met DAV en BOSA, de *My Enterprise*-toepassing wordt verder uitgebouwd tot een plaats van waaruit de ondernemer alle procedures om zijn onderneming op te starten en te beheren, kan initiëren en opvolgen en van waaruit hij zijn elektronisch ondernemingsdossier kan consulteren, zonder de rol van het ondernemingsloket te veranderen.

Er zal prioriteit worden gegeven aan de ontwikkeling van KBO in het kader van de omzetting van de SDG-verordening.

De gegevenskwaliteit van KBO blijft een belangrijk aandachtspunt. De monitoring van de gegevenskwaliteit en het opstarten van kwaliteitsprojecten in functie van de kwaliteitsbehoeftes van de KBO-gebruikers moeten voor een kwaliteitsverbetering zorgen.

Op Europees vlak zal KBO de elektronische communicatie met de verschillende registers uit de Europese Economische Ruimte uitbreiden; waardoor het voor ondernemingen gemakkelijker zal worden om een grensoverschrijdende omzetting, fusie of splitsing te doen.

Tot slot zullen nieuwe toepassingen ontwikkeld worden om de gegevens van de KBO gemakkelijker toegankelijk te maken.

*De minister van Economie,*

Pierre-Yves DERMAGNE